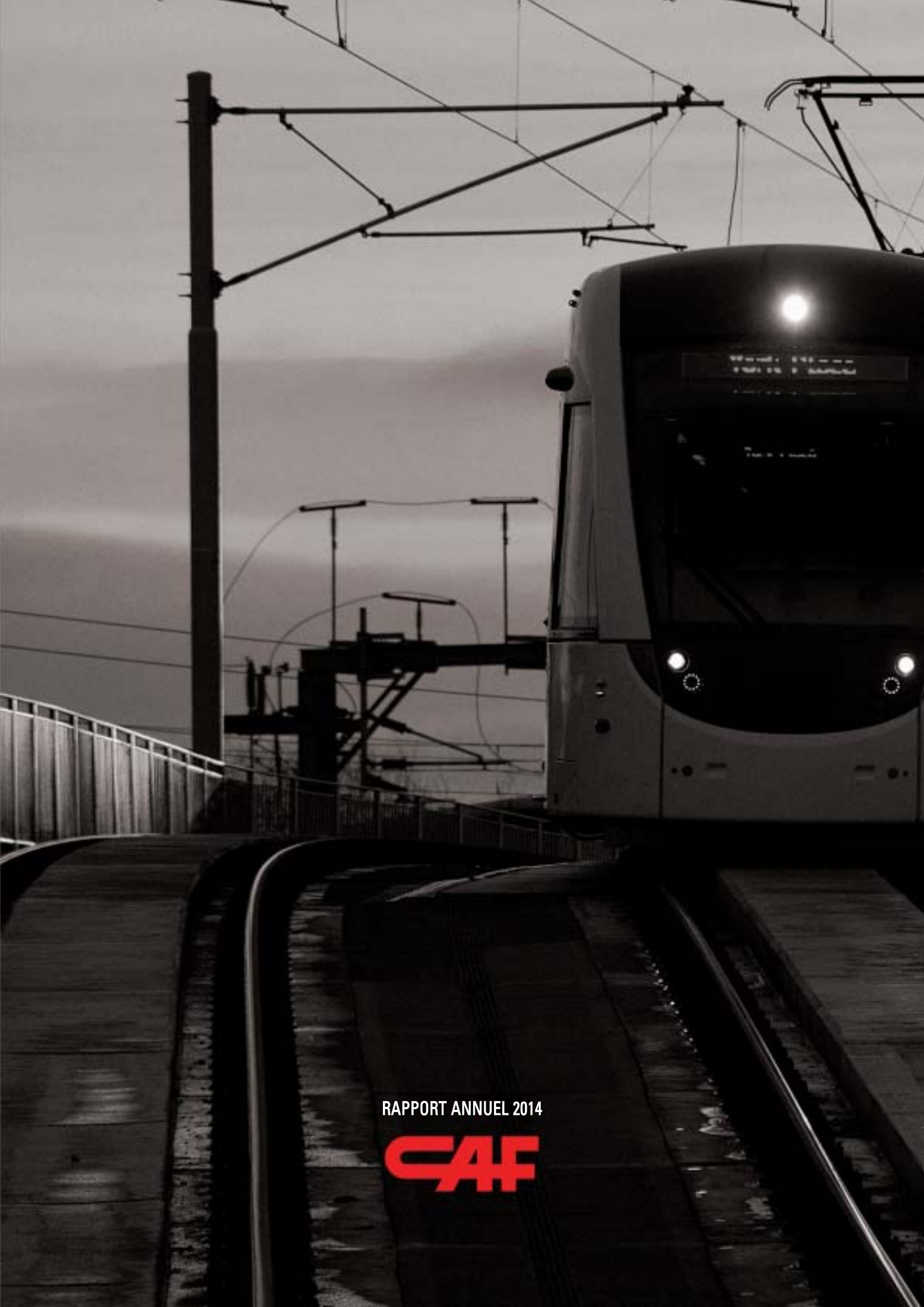


RAPPORT ANNUEL 2014

CAF

LETTRE DU PRÉSIDENT 2

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE CONSOLIDÉ 6

· Résultats 7
· Activité commerciale 8
· Activité industrielle 10
· Ressources humaines 12
· Activité environnementale 14
· Investissements 16
· Développement technologique 18
· Politique de gestion de risques 22
· Perspectives 24
· Faits postérieurs 25
· Gouvernement Corporatif 25

RAPPORT D'AUDIT 26

COMPTES ANNUELS DU GROUPE CONSOLIDÉ 29

· Bilans de Situation 30
· Comptes de Résultats 32
· État des Produits et Charges Reconnus 33
· État des Changements dans le Patrimoine Net 34
· États des Flux de Monétaires 35
· Annexe 36

APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 96

Accords que le Conseil d'Administration soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale 97

PROPOSITION D'APPLICATION DES RÉSULTATS 98

CONSEIL D'ADMINISTRATION 98

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE 99

· Bilans de Situation Consolidés 100
· Comptes de Résultats Consolidés 102
· Information Boursière 103

RAPPORT ANNUEL 2014

CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES, S.A.
ET SOCIÉTÉS DÉPENDANTES QUI COMPOSENT LE GROUPE CAF

Traduction d'un rapport de gestion rédigé à
l'origine en espagnol.
En cas de divergences,
c'est la version espagnole qui prévaut.

Cette publication, qui est aussi éditée
en anglais, en espagnol, en german
et euskera, reprend la documentation
légale correspondant à CAF
et Sociétés dépendantes.

Des renseignements complémentaires
sur CAF et ses produits,
ainsi que l'information établie
légalement pour les actionnaires
et les investisseurs peuvent être
obtenus à l'adresse www.caf.net

LETTRE DU PRÉSIDENT

Chers Actionnaires,

C'est un honneur pour moi de m'adresser à vous pour vous présenter le Rapport Annuel 2014, dans lequel vous pourrez trouver une information détaillée concernant les comptes annuels et l'évolution des différentes activités du Groupe CAF au cours du dernier exercice.

L'an dernier, certaines des tendances déjà décelées ces derniers temps se sont réaffirmées, si l'on peut dire, motivées principalement par la globalisation de l'économie et la période actuelle de difficultés financières.

C'est ainsi que nous nous trouvons sur un marché globalisé de plus en plus complexe de clients et concurrents, difficile et impossible à prévoir mais, en même temps, vibrant, changeant et présentant un grand nombre d'opportunités à explorer.

Dans ce contexte, nous avons clos une année caractérisée par la nécessité d'efforts et d'une attention continus, plus que jamais lorsqu'il s'agit de développer nos projets et de répondre aux engagements acquis vis-à-vis de nos clients. En même temps, c'est une année où notre Compagnie a été récompensée de sa mise décidée sur le développement de solutions avancées de transport sous forme de nouveaux contrats, remarquables tant du point de vue de leur volume que parce qu'ils nous placent dans des créneaux de marché très importants pour nous en raison de ses perspectives de croissance favorables.

Tout cela, traduit en chiffres, correspond à un volume de ventes dans l'exercice de 1 milliard 447,1 millions d'euros, dont 82% ont correspondu à des projets internationaux qui continuent de constituer le gros de notre activité comme ils le font toutes ces dernières années. En ce qui concerne le résultat net d'impôts, l'année 2014 a été clôturée avec un montant de 62,1 millions d'euros, inférieur à la valeur de l'exercice antérieur comme conséquence de la pression compétitive existante dans le secteur, à laquelle nous ne sommes pas étrangers. De son côté, l'EBITDA a atteint 146,4 millions d'euros, soit une valeur légèrement supérieure à 10% du chiffre de ventes annuel. Le cash-flow de l'exercice a atteint 109 millions d'euros et, enfin, le portefeuille de commandes, à la clôture de l'exercice, présentait, un montant de 9,3% supérieur à celui de l'année antérieure en marquant un nouveau maximum dans l'histoire de la Compagnie, pour se situer à 5.251,1 millions d'euros et nous permettant d'avoir une vue d'ensemble de nos activités industrielles à moyen terme.

À la lumière de ces résultats, nous proposons à l'Assemblée Générale des Actionnaires une distribution de dividendes de 5,25 euros bruts par action, tout en renforçant les fonds propres de la Compagnie, dans la ligne de notre politique habituelle à ce sujet.

Les facteurs qui, à l'échelle globale, ont favorisé nécessairement le développement de nouveaux projets de mobilité autour du chemin de fer restent valables. Je me réfère au souci croissant de l'environnement, à la congestion progressive du trafic dans de nombreuses zones urbaines et de banlieue ou à un prix et une disponibilité instables en matière de ressources énergétiques. Ainsi, sur le plan européen, il y a lieu de remarquer la forte croissance de ressources financières

destinées aux systèmes ferroviaires dans le nouveau budget pluriannuel de l'Union, qui se reproduit aussi ailleurs sous forme de plans d'investissements rénovés. On prévoit donc une augmentation interannuelle continue de 2,7% pour l'ensemble du secteur d'ici à 2019, selon le dernier World Rail Market Study d'UNIFE, après des années de certaine apathie lestées par les difficultés financières des administrations publiques.

Dans un monde où l'hégémonie technologique détermine de plus en plus la compétitivité d'une industrie, l'enjeu du groupe CAF en 2014 s'est matérialisé à travers 81 projets d'innovation. Certains d'entre eux dans le but de renforcer notre présence dans des secteurs qui seront essentiels dans les prochaines années.

Par exemple, nous avons travaillé à l'homologation définitive de notre plateforme de très grande vitesse OARIS, effort qui, d'ores et déjà en 2015, a donné ses fruits en débouchant sur un premier contrat en Norvège pour ce type de train.

Nous avons travaillé aussi au développement de systèmes de signalisation propres, conformes au standard européen ERTMS qui, comme dans le cas précédent, a permis de conclure divers contrats avec ADIF pour l'installation de notre solution sur des sections de voie à grande vitesse de Niveau 2, le plus exigeant en matière de sécurité dans la circulation. Par ailleurs, comme fruit de ce travail, sont en train de sortir de nos usines les premières unités équipées de notre propre technologie ERTMS on-board, dont certaines destinées aux marchés extérieurs.

La mise à jour continue des systèmes d'accumulation d'énergie et de fonctionnement autonome sans caténaire pour tramways, déjà opérants à Séville et à Saragosse et, prochainement, à Grenade ou Kaohsiung (Taiwan), alimente le succès commercial de notre famille de tramways URBOS qui, en 2014, a attiré de nouveau la faveur de nouvelles villes, comme Budapest ou Tallin, et qui nous a permis d'obtenir le prix de meilleur fabricant de matériel roulant de l'année 2014 en Grande-Bretagne, concrètement pour le travail réalisé pour la ville anglaise de Birmingham.

À remarquer également le contrat décroché avec les chemins de fer néerlandais pour la fourniture de 118 trains de la famille Civity, projet qui représente l'aval définitif de cette plateforme sur le marché ferroviaire régional européen, un des plus grands au monde pour son volume, et qui nous permet d'affronter avec optimisme des opportunités similaires sur tout le continent. Non moins important est l'accord conclu pour la construction de la connexion Mexico D.F.-Toluca, projet dont l'ingénierie et l'intégration seront conduites par CAF, et pour lequel nous fournirons des dispositifs ERTMS on-board, un poste de contrôle de trafic, des systèmes ATO et divers éléments électromécaniques, outre les trains eux-mêmes.

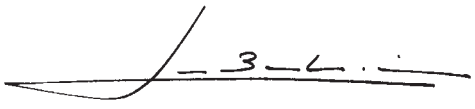
Un nouveau contrat en 2014, pour des métros à conduite automatique à Istanbul, assure la continuité des expériences préalables du Chili ou d'Helsinki dans ce créneau particulier qui croît rapidement. À tout cela se sont ajoutés divers marchés de métro conventionnel (Rome, Medellín, Bucarest) ou de véhicules légers (Boston) qui consolident notre position dans le domaine du transport urbain, ainsi que les extensions de contrats pour voitures et locomotives push-pull en Arabie Saoudite.

Une année encore, les activités de concessions, maintenance et roulements ont continué de contribuer de manière croissante au chiffre des ventes du Groupe, auxquelles s'ajouteront prochainement les travaux de réhabilitation de locomotives électriques de l'opérateur national italien (Trenitalia) et de convois du métro de la ville française de Lyon, une parcelle de marché que nous espérons développer dans de prochains exercices.

L'implication et l'apport de toutes les personnes qui conformons le Groupe CAF, que je remercie sincèrement à travers ces lignes, nous ont conduits jusqu'ici. Mais je ne peux pas manquer de vous encourager à continuer, à persévérer avec un enthousiasme renouvelé. L'effort et le travail que nous démontrons chaque jour, et d'abord à nous-mêmes, seront la clé pour progresser dans une ambiance de pression compétitive croissante, mais pleine d'espérance et d'opportunités.

Pour conclure, je tiens à transmettre également mes remerciements les plus sincères à nos actionnaires. Leur soutien constant, la confiance qu'ils ont en nous et leur contribution tout au long de ces années nous poussent à aller de l'avant, à nous marquer de nouveaux buts et à renforcer notre projet.

Merci beaucoup,



José María Baztarrica Garijo
Président

GRANDES LIGNES

GRANDE VITESSE

- Trains à grande vitesse et à écartement variable S-120 et S-121 (RENFE)
- Trains à grande vitesse (AVE) de la ligne Madrid-Séville
- Trains Navettes S-104 (RENFE)
- Trains à grande vitesse pour la Turquie

INTERCITY

- Trains basculants S/598 (RENFE)
- Trains diesel S/599 (RENFE)
- Trains éléctriques S/449 (RENFE)
- Trains diesel pour l'Algérie
- Intercity service Push-Pull Irlande
- Trains diesel Corce
- Trains diesel Tunisie
- Trains diesel France
- Trains d'Arabie Saoudite
- Trains diesel de Sardaigne
- Trains en Irlande du Nord
- Trains États-Unis

VOITURES DE VOYAGEURS

- Voitures compartiment et salon grand confort
- Wagons-lits et couchettes
- Wagons-restaurants et cafétéria

CAF, avec plus de cent ans d'expérience, conçoit, fabrique, fournit et entretient des équipements et composants pour systèmes ferroviaires dans le monde entier

URBAINS-SUBURBAINS

BANLIEUE

- Red Nacional de Ferrocarriles Españoles (RENFE)
- Eusko Trenbideak-Ferrocarriles Vascos (ET/FV)
- Ferrocarriles Españoles de Vía Estrecha (FEVE)
- Ferrocarrils de la Generalitat de Catalunya (FGC)
- Compañía Paulista de Trenes Metropolitanos (Brésil)
- Secretaría de Comunicaciones y Transportes (Mexico)
- Serveis Ferroviaris de Mallorca (SFM)
- Caminhos de Ferro Portugueses
- Finnish Railways (VR Ltd)
- Heathrow Airport Express (Royaume Uni)
- Hong-Kong Airport Express
- Irish Rail
- Izban (Turquie)
- Northern Ireland Railways
- Northern Spirit (Royaume Uni)
- Aéroport de Delhi
- Regione Autonoma Friuli Venezia Giulia (Italie)
- Companhia Brasileira de Trens Urbanos (Brésil)
- Montenegro
- Auckland (Nouvelle Zélande)
- Nederlandse Spoorwegen (NS)

UNITÉS ARTICULÉES

- Amsterdam
- Buenos Aires
- Monterrey
- Pittsburgh
- Sacramento
- Valence

MÉTROS

- Alger
- Barcelone
- Bilbao
- Bucarest
- Bruxelles
- Caracas
- Istanbul
- Helsinki
- Hong Kong
- Madrid
- Malaga
- Medellín
- Mexico
- New Delhi
- Palma de Majorque
- Rome
- Santiago du Chili
- São Paulo
- Séville
- Washington

TRAMWAYS

- Antalya
- Belgrade
- Besançon
- Bilbao
- Birmingham
- Boston
- Budapest
- Cadix-Chiclana
- Cincinnati
- Cuiabá
- Debrecen
- Édimbourg
- Stockholm
- Fribourg
- Grenade
- Houston
- Kansas
- Kaohsiung
- Lisbonne
- Nantes
- Séville
- Sydney
- St. Etienne
- Tallinn
- Valence
- Vélez-Málaga
- Vitoria
- Saragosse

RAPPORT DE GESTION 2014 DU GROUPE CONSOLIDÉ

RÉSULTATS

Le compte de résultats a un solde positif issu des opérations continues, de 62.129 milliers d'euros. La proposition d'application des résultats maintient la politique d'exercices antérieurs consistant à renforcer le patrimoine de la Compagnie, en proposant par conséquent de destiner 17.997 milliers d'euros à la distribution de dividendes, ce qui représenterait un montant brut de 5,25 euros par action

L'exercice 2014 présente les paramètres économiques suivants:

- Le compte de résultats fait apparaître un résultat positif issu des opérations continues, de 62.129 milliers d'euros, net d'impôt, et de 80.456 milliers d'euros avant impôts, face aux 91.037 milliers d'euros et 114.299 milliers d'euros en 2013, ce qui représente une réduction de 32% et 30%, respectivement.

- Les amortissements et dotations d'immobilisations s'élèvent à 31.440 milliers d'euros qui, ajoutés au résultat de l'exercice issu des opérations continues, avant impôts, représentent un cash-flow de 111.896 milliers d'euros, soit environ 40% de moins que celui de 2013, qui a été de 185.916 milliers d'euros.

- L'EBITDA issu d'opérations continues a atteint le chiffre de 146.425 milliers d'euros, ce qui représente environ 34% de moins que dans l'exercice 2013, qui a été de 222.928 milliers d'euros.

- Le montant du chiffre d'affaires a été de 1.447.141 milliers d'euros, 6% de moins que celui de l'exercice antérieur, qui a été de 1.535.240 milliers d'euros.

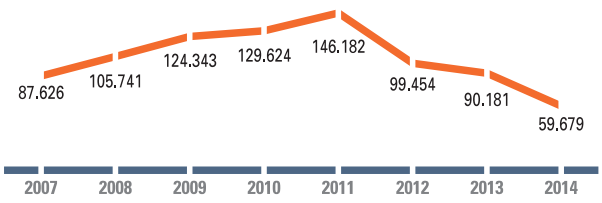
- Le portefeuille de commandes à la fin de l'année atteint le chiffre de 5.251.114 milliers d'euros, de 9% supérieur à celui de l'exercice antérieur, qui a été de 4.802.858. Ce portefeuille continue de garantir le développement normal de l'activité du Groupe.

- La proposition d'application de résultats suit la politique d'exercices antérieurs consistant à renforcer le patrimoine de la Compagnie, et prévoit donc de destiner 17.997 milliers d'euros des bénéfices de la société mère CAF, S.A. à la distribution de dividendes, soit un montant brut par action de 5,25 euros.

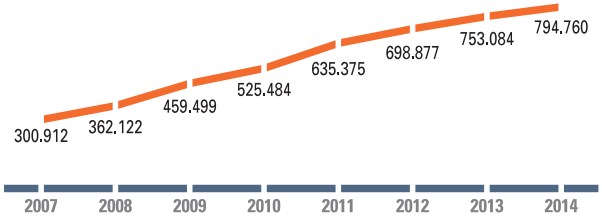
- Le montant de Patrimoine Net du Groupe, dans l'hypothèse d'acceptation de la proposition de distribution des bénéfices, sera augmenté de celui du résultat destiné aux réserves, pour atteindre un total de 730.916 milliers d'euros.

- Enfin, en accomplissement des normes, CAF informe que durant 2014, ni elle ni ses sociétés filiales n'ont acheté ou possédé des actions de la société.

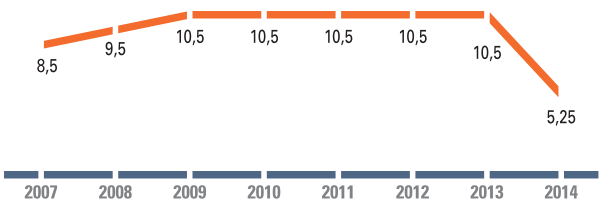
Résultat attribuable à la Société mère
(en millieres d'euros)



Ressources propres du Groupe
(en millieres d'euros)



Évolution dividendes/action
(en euros)



8 ACTIVITÉ COMMERCIALE

Le portefeuille à la clôture de l'exercice dépassait les 5.251 millions d'euros, ce qui représente un nouveau maximum historique, en retrouvant la tendance des dernières années

Le portefeuille de commandes à la clôture de l'exercice dépasse les 5.251 millions d'euros, ce qui se traduit par un nouveau maximum historique, avec récupération de la tendance des dernières années. Comme les années précédentes, le bilan entre apports au chiffre d'affaires par les marchés national et d'exportation est à nouveau dominé par l'activité sur le marché extérieur.

Les évènements les plus importants de l'année 2014 sont, sur le plan national, le contrat passé avec EuskoTren de vingt-huit trains à trois voitures, pour un montant de 150 millions d'euros et, sur le plan international, celui conclu par l'opérateur national néerlandais, Nederlandse Spoorwegen (NS), pour l'acquisition de cent dix-huit trains de banlieue, type Civity, pour un montant dépassant les 500 millions d'euros.

Le consortium dirigé au Mexique par CAF a été adjudicataire du train interurbain qui reliera la ville de Mexico à Toluca. Le contrat est adjugé par le Secrétariat de Communications et Transport du Mexique (SCT), pour lequel CAF fabriquera trente unités électriques à cinq voitures. D'autres entreprises du groupe CAF se chargeront en outre de la fourniture du système ATO, du centre de contrôle, des équipements embarqués ERTMS, des installations électromécaniques, de l'ingénierie d'intégration et de la coordination de ce projet.

À Budapest, capitale de la Hongrie, l'entreprise responsable du transport urbain a commandé à CAF trente-sept tramways à plancher bas dans les configurations de cinq et neuf modules, qu'elle a augmenté ensuite à dix autres tramways, ce qui représente un montant total du marché de 106 millions d'euros environ, avec le soutien financier de l'Union Européenne.

À Istanbul, CAF fournira vingt et une unités de métro qui fonctionneront avec la technologie sans conducteur dans le métro de la capitale turque. Le montant de ce marché s'élève à 119 millions d'euros.

Sur le continent d'Amérique du Nord, CAF a passé le contrat pour le métro de Boston, Massachusetts Bay Transport Authority (MBTA), de vingt-quatre véhicules légers, pour un montant supérieur à 85 millions d'euros, pour desservir la ligne Green Line, la plus ancienne de métro aux États-Unis.

Si, à cette variété de matériel ferroviaire qui a déjà fait l'objet d'un contrat, on ajoute la grande vitesse, représentée par le train Oaris, les systèmes de conduite sans caténaire ou d'économie d'énergie et les véhicules «mixtes», comme le train-tramway de la Baie de Cadix, on constate la grande capacité de CAF pour répondre aux besoins spécifiques de chaque client.

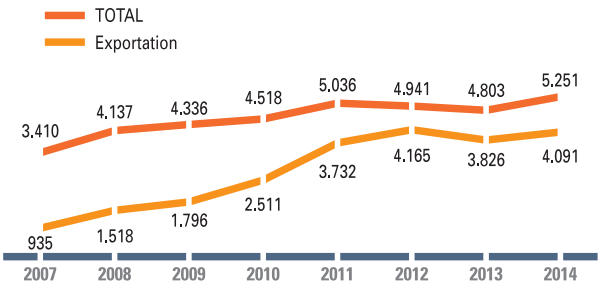
Comme résultat de tout cela, CAF a reçu un prix dans la catégorie de meilleur fabricant de matériel roulant de l'année, à la cérémonie des prix Light Rail Awards qui a eu lieu au Royaume Uni – Londres.

Par ailleurs, durant 2014, constatant le savoir-faire de CAF, divers clients ont étendu les portées de leurs contrats de fourniture. Ainsi, le Métro de Rome (Italie) augmente la dernière commande de trois unités, ce qui porte le nombre total de voitures fournies à ce lient à quatre cent vingt-six. Le Métro de Medellin (Colombie) augmente sa flotte de trois unités de plus et signe le contrat d''équipement pour ses atelier, pour un montant d'environ 15 millions d'euros. La société Metrorex, opératrice du système de métro de Bucarest (Roumanie), augmente la commande de seize unités passée en 2011 à huit de plus, avec le financement de la Banque Européenne d'Investissements (BEI).

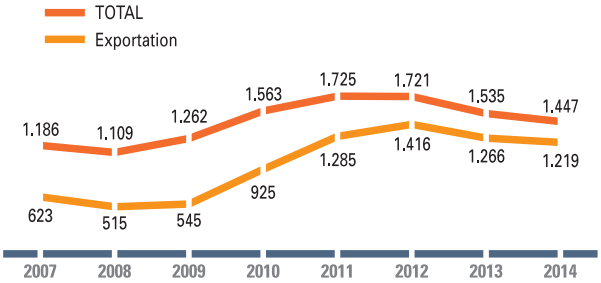
Dans le segment des tramways, a été signé pour Tallin (Estonie) un contrat pour quatre tramways qui viennent s'ajouter aux seize commandés à l'origine et, quant aux grandes lignes, les chemins de fer d'Arabie Saoudite –SAR– ont commandé de trois autres locomotives et seize voitures de plus.

Les activités de roulements et de maintenance continuent d'apporter un pourcentage significatif du portefeuille de commandes. Il y a lieu de signaler l'entrée sur les marchés de réhabilitation de matériel ferroviaire de l'Italie et de la France. Pour l'Italie, quarante locomotives électriques seront réhabilitées pour l'opérateur public Ferrovie dello Stato, et pour la France, trente-cinq trains seront réhabilités pour le métro de la ville de Lyon.

Portefeuille de commandes
(en millions d'euros)



Chifre d'affaires
(en millions d'euros)



10 ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

En 2014, 874 voitures de divers types ont été livrées : grandes et moyennes lignes, banlieue, locomotives, métros, tramways et autres, à des pays d'Europe, Amérique, Asie et Océanie

Au cours de l'exercice correspondant à l'année 2014, plusieurs des projets commencés les années précédentes ont été complétés, comme le contrat de 30 trains souscrit avec Euskotren, les 12 trains pour les chemins de fer catalans (FGC) ou la première phase de 16 trains pour le métro de Bucarest, des gammes EMU (Electrical Multiple Unit) et Metro. De la plateforme Civity, les 2 premiers trains du contrat conclu avec la région de Bari (Italie) ont été achevés ainsi que 4 trains destinés à circuler dans la région de Trieste (Italie) et en Autriche. Dans la gamme des tramways, les projets de 14 unités pour Malaga, 19 compositions pour la ville de Besançon, 18 tramways pour Debrecen et 40 unités pour Cuiaba (Brésil) ont été conclus. Par ailleurs, la fabrication de 8 trains à traction diesel pour la Sardaigne, dans ses deux versions de 3 et 4 voitures, a été achevée.

Durant cette période, les livraisons d'autres projets se sont poursuivies, comme les 28 voitures type Baggage pour grandes lignes, destinés à l'opératrice Amtrak des États-Unis, et les 4 compositions de locomotive et 5 voitures remorquées, pour l'opérateur SRO d'Arabie Saoudite, 18 des 26 trains du contrat signé avec le métro de Sao Paulo, 37 trains pour Auckland (Nouvelle Zélande), 20 tramways pour para Houston, 16 trains pour le métro de Rome, la première des 10 unités EMU pour la ville de Belo Horizonte (Brésil). La fabrication des 4 derniers tramways de la commande de 14 pour la ville de Malaga, 10 tramways dans les versions à 3 et 4 modules pour la ville de Stockholm, 7 tramways pour Debrecen, 16 tramways pour Birmingham, 5 tramways pour Sidney (Australie), 9 tramways para Kaoshiung (Taiwan) et le premier tramway du contrat des 20 pour la ville de Tallin (Estonie), a été également achevée.

Par ailleurs, les premières phases pour la fabrication des projets les plus récents ont commencé, comme le contrat de 35 trains pour CPTM, les 37 trains pour le métro du Chili, les 47 tramways pour la ville de Budapest, le nouveau projet de 28 trains pour Euskotren, les 8 trains supplémentaires pour le métro de Bucarest, le contrat de 5 tramways souscrit avec la ville de Cincinnati, et le projet de 20 trains pour le métro d'Helsinki.

Les produits les plus importants fabriqués durant l'année 2014 ont été les suivants:

UNITÉ DE VÉHICULES (NBRE. DE VOITURES)	
Longue distance voitures Amtrak	28
Locomotive pour l'Arabie Saoudite (SRO)	3
Composition remorques Arabie Saoudite (SRO)	15
Moyenne distance Civity Trieste-Autriche	20
Moyenne distance Civity Bari	8
Moyenne distance Sardaigne (3 voitures)	6
Banlieue Euskotren	4
Banlieue pour FGC (4 voitures)	28
Banlieue pour FGC (3 voitures)	9
Banlieue pour Auckland	111
Banlieue pour Belo-Horizonte	4
Métro de Sao Paulo	108
Métro de Bucarest	72
Métro de Rome	96
Tramway pour Malaga	20
Tramway pour Besançon	24
Tramway pour Stockholm (3 modules)	12
Tramway pour Stockholm (4 modules)	24
Tramway pour Debrecen	35
Tramway pour Birmingham	80
Tramway pour Cuiaba	42
Tramway pour Sidney	20
Tramway pour Kaohsiung	35
Tramway pour Fribourg	7
Tramway pour Tallin	3
Tramway pour Houston	60
TOTAL	**874**
BOGIES	
À châssis soudé	1.464
UNITÉ D'APPAREILS DE ROULEMENT ET COMPOSANTS	
Essieux montés (Moteur + Remorque)	5.607
Corps d'essieu en vrac	10.171
Roues monobloc	57.659
Roues élastiques	1.033
Attelages	997
Réductrices	2.315
Bandages	672

12

RESSOURCES HUMAINES

L'augmentation des effectifs s'est produite dans les activités de maintenance et en raison de l'augmentation de la capacité des usines aux États-Unis et au Brésil. En général, les actions prévues en matière de prévention de risques du travail ont été menées

L'augmentation des effectifs se produit autour des activités de maintenance. Dans la fabrication, les augmentations de capacité aux usines des USA et du Brésil ont revêtu une importance spéciale, dans le courant de l'exercice, mais plus réduite dans la dernière partie de l'année. Il y a lieu d'indiquer la prévision de réduction dans ces usines dès maintenant et en particulier dans l'exercice 2015.

EFFECTIFS	TOTAL	MOYENNE ANNUELLE
31.12.13	7.632	7.477
31.12.14	8.206	8.027

Au chapitre de Formation, les activités de développement des personnes ont été favorisées avec une plus grande individualisation, moyennant un meilleur tutorat individuel.

Le Plan de Formation 2013-2014, avec plus de 100.000 heures d'actions de formation, s'est centré sur la formation technique ou de produit, prévention de risques du travail, qualité et aptitudes de gestion d'équipements.

Une application informatique a été implantée, actuellement à CAF, S.A., CAF P&A, et CAF I+D, pour supporter l'ensemble

de traitements de gestion de personnes, qui peut permettre d'être étendue à d'autres sociétés du groupe.

En matière de communication, le Portail de l'Employé a été implanté. C'est maintenant le seul canal d'accès aux différentes applications et services et l'outil d'information au sein du groupe CAF. Nous avons également avancé dans la consolidation du magazine Osinberde, en transférant à l'ensemble des personnes de CAF des aspects importants de la gestion.

Les aptitudes internes et la mobilité des personnes ont été renforcées. Comme mécanismes pour répondre à différents besoins de ressources.

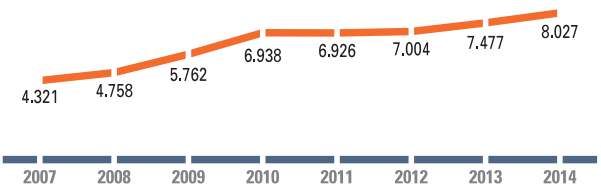
Au chapitre de Prévention de Risques du Travail, la certification selon la norme OHSAS 18001 a été maintenue pour les centres de Beasain, Irun et Saragosse.

Les actions prévues en matière de prévention ont été menées en règle générale, en améliorant dans certains cas les indicateurs d'accidentalité.

Sur le plan international, l'activité a été centrée sur la gestion des besoins pour la mise en route de nouveaux projets, tant de matériel mobile que de services de garantie et maintenance, et dans le déploiement de processus de gestion de personnes chez les filiales les plus solides.

Des activités pour améliorer le contrôle des coûts de travail dans les projets internationaux ont été également développées, la mobilité internationale a été gérée, surtout à l'usine d'Elmira.

Employés
(nombre de personnes)



14 ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTALE

CAF a renouvelé en 2014 son engagement d'offrir des moyens de transport plus efficaces et respectueux de l'environnement, et a continué d'appliquer des méthodologies d'éco-conception dans les procédés d'ingénierie, pour contrôler et optimiser, dès la conception même, les impacts environnementaux des produits tout au long de leur cycle de vie (ACV).
À titre indicatif, signalons que les émissions de gaz à effet de serre sont restées en dessous des droits d'émission assignés

Le Groupe CAF, conscient du fait que le développement industriel produit des effets sur l'environnement, intègre dans la politique générale de l'entreprise celle relative à l'environnement, en assumant la protection de l'environnement comme un objectif de l'organisation, ainsi que la garantie que les systèmes, équipements et matériel ferroviaire qu'elle fabrique atteignent les meilleures qualifications, non seulement du point de vue de leur sécurité et de leur efficacité, mais aussi en ce qui concerne l'environnement.

Aux usines de fabrication de CAF S.A., est implanté et certifié le Système de Gestion Environnementale, selon la norme ISO14001, depuis 2001, qui inclut la structure organisationnelle, la planification d'activités de protection de l'environnement, les responsabilités, les objectifs environnementaux et les ressources pour développer, réviser et tenir à jour la politique environnementale.

Aux mois de mai et novembre 2014 ont eu lieu les audits de maintien du certificat ISO 14001:2004, du Système de Gestion Environnementale, pour les usines de Beasain, Irun et Saragosse, avec un résultat satisfaisant.

Les actions menées visent à adopter les mesures nécessaires et économiquement viables pour contrôler et, le cas échéant, minimiser les aspects environnementaux significatifs, tels que les émissions dans l'atmosphère, la génération de déchets et la consommation d'énergie. Le tout, dans le but de préserver les ressources naturelles, en congruence logique avec les avantages environnementaux liés à la fabrication de moyens de transport ferroviaires, considérés favorablement pour leur impact environnemental réduit. Il faut signaler qu'actuellement, dans le but d'offrir des moyens de transport plus efficaces, respectueux de l'environnement et compétitifs sur un marché de plus en plus exigeant au sujet de l'environnement, CAF est en plein processus d'implantation de la « Fonction Durabilité de Produit » en introduisant des méthodologies d'éco-conception dans les processus d'ingénierie pour optimiser et contrôler dès leur conception, les impacts des produits tout au long de leur cycle de vie.

CAF intègre dans ses processus de conception, des méthodologies et des outils qui permettent d'évaluer et de choisir les meilleure solutions et configurations du produit moyennant:

- Analyse de la possibilité de recyclage conformément à la norme ISO 22628, pour effectuer la meilleure sélection des matériaux.
- Analyse du Cycle de Vie conformément à la norme ISO 14040, pour l'évaluation environnementale du produit dans toutes les phases de son cycle de vie.

Suite à cela, CAF a rénové en 2014 la vérification et la publication de la déclaration environnementale de produit (EPD) du train régional civity pour la Région Autonome de Friuli Venezia Giulia de 2012, qui se maintient avec celles réalisées les années précédentes pour le tramway Urbos de la ville de Stockholm, et pour le tramway de la ville de Saragosse. Elles ont toutes été rénovées, à partir d'une vérification externe conformément au standard PCR de Unife-Environdec et publiées sur son web (http://www.environdec.com).

À signaler, comme donnée indicative, que les émissions de gaz à effet de serre en 2014, en accomplissement du Protocole de Kyoto, sont restées en dessous des droits d'émission assignés.

16 INVESTISSEMENTS

Les investissements dans l'exercice 2014 ont atteint les 10.085 milliers d'euros. Ces investissements ont été destinés à la mise à niveau des systèmes de production et des installations en général, ainsi qu'à l'ingénierie et à l'informatique

Les investissements matériels réalisés par CAF durant l'année 2014 se sont élevés à 10.085 milliers d'euros. Parmi les plus remarquables effectués dans cet exercice, nous pouvons signaler:

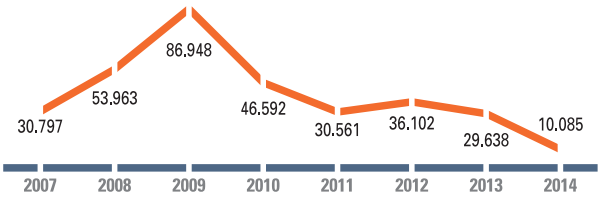
- A l'Unité d'Activité des Roulements, la dernière phase des investissements pour l'optimisation et l'automatisation de la ligne d'usinage des roues, que l'entreprise a réalisée dans les dernières années, a été achevée. Concrètement, la seconde cellule d'usinage a été mise en œuvre, l'investissement dans le système automatique de mesurage des roues et dans la robotisation de la section de peinture a été achevé, ainsi que l'implantation de l'amélioration du flux de production des roues. A tout cela s'ajoutent les diverses améliorations rattachées à l'augmentation de la productivité dans d'autres branches de la Division.

- À l'Unité d'Activité de Véhicules, les investissements ont été principalement destinés cette année à la mise au point et à la mise à niveau des installations générales, dans le but d'affronter les divers projets qui ont été incorporés à l'activité productive, ainsi qu'aux questions relatives à l'adaptation de machines et d'installations à la règlementation existante, et à la sécurité dans le travail.

- Quant aux autres branches, on remarque en Ingénierie et Informatique, outre la mise à niveau obligatoire des équipements informatiques et des moyens techniques, la réalisation d'améliorations dans le système de gestion d'accès, et une augmentation de la capacité de stockage. Le tout joint au développement obligé et continu de la sécurité informatique dans l'environnement de l'entreprise.

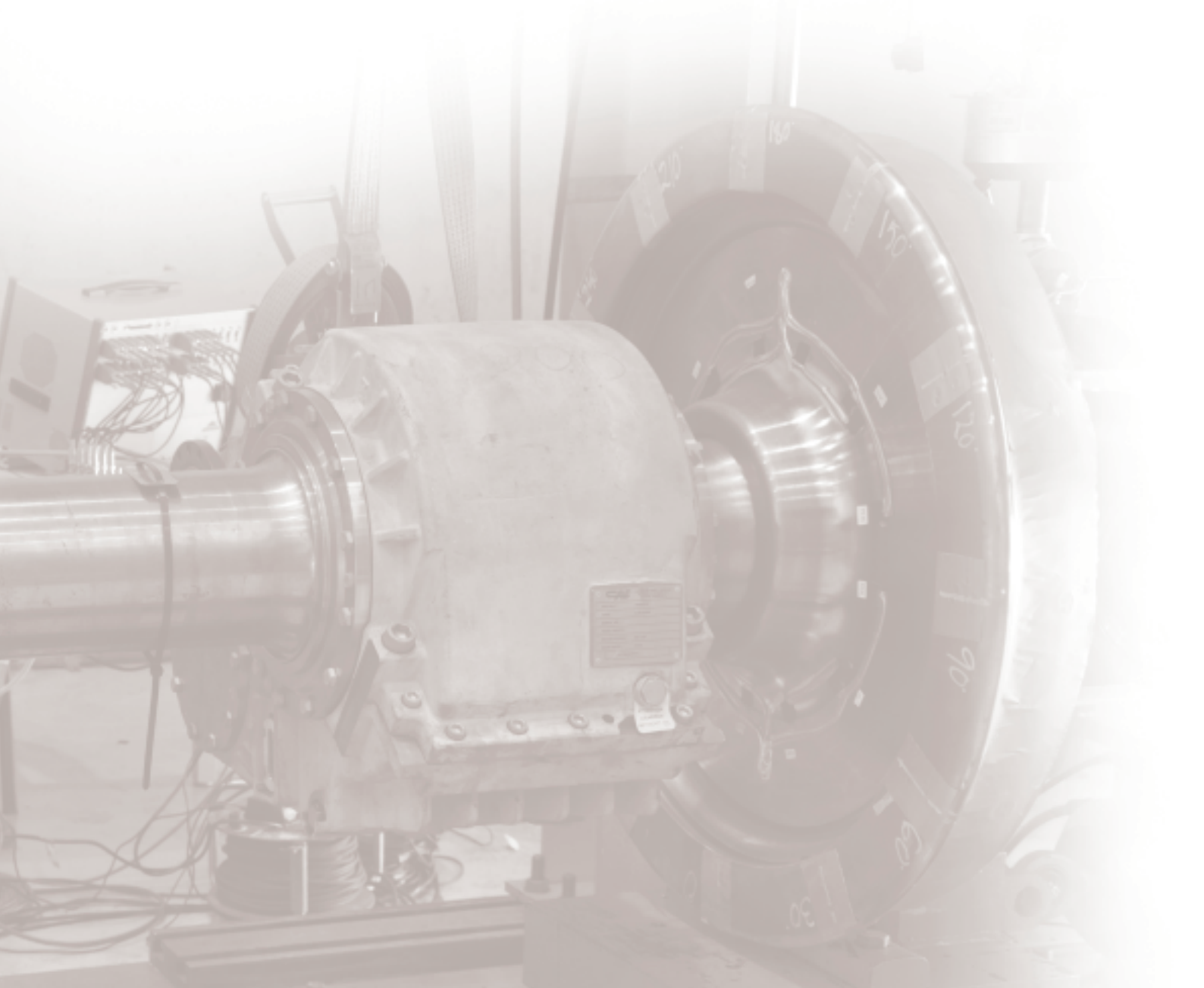
Enfin, en ce qui concerne les investissements à l'extérieur, il convient de signaler aussi ceux qui sont mis en œuvre pour doter d'une plus grande capacité l'usine d'Elmira, aux États-Unis, et qui sont directement liés aux besoins générés par des projets que CAF exécute actuellement dans ce pays.

Investissements
(en milliers d'euros)



18 DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Quant à CAF et CAF I+D, le total des projets du plan de technologie développés en 2014, a été de 81. Durant l'exercice 2014 également, le nouveau plan de technologie du groupe CAF pour la période 2015-2017 a été complété



En ce qui concerne CAF et CAF I+D, durant l'exercice 2014 a été complété le nouveau plan de technologie du groupe CAF pour la période 2015-2017 qui, aligné avec le Plan Stratégique, va entreprendre un total de 57 nouveaux projets de CAF et ses filiales et assurera la continuité de 49 autres. Le total de projets du plan de technologie durant l'année 2014 a été de 81.

Pour financer ces projets, nous avons bénéficié des différentes aides de soutien à l'activité de R+D correspondants à:

- Conseil Foral de Guipúzcoa.
- Gouvernement Basque.
- Ministère de l'Économie et de la Compétitivité.
- Ministère de l'Industrie, de l'Énergie et du Tourisme.
- Commission Européenne.

Dans le plan de technologie développé en 2014, on a insisté sur les projets dans lesquels participent CAF, CAF I+D et diverses Filiales, et l'on a continué de collaborer intensément avec divers centres technologiques et universités.

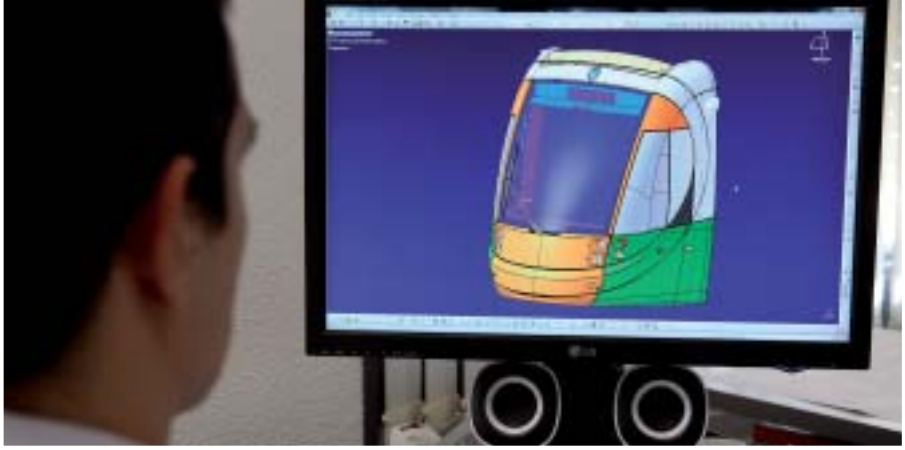
Les projets inclus dans le Plan de Technologie 2014-2016, abordent les champs suivants:

- Grande Vitesse.
- Produits ferroviaires spécifiques.
- Gestion de l'énergie et éco-conception, qui comprend des projets liés à la réduction de la consommation dans le train et dans le système global, le captage d'énergie pour les tramways sans caténaire, etc.
- Signalisation, tant embarquée que fixe.
- Intégration, qui comprend des projets sur des systèmes globaux de transport.
- Produits et technologies spécifiques sur des technologies ferroviaires de base, traction, roulements, réductrices, contrôle et communications, maintenance, etc.

Tous ces projets ont combiné l'exécution de projets orientés sur l'assimilation de technologies, avec le développement de produits basés sur les elles. Parmi les projets abordés, citons:

- Projets de développement de véhicules de divers types.
- Projet VEGA de développement électronique de sécurité.
- Projet d'électronique de contrôle de train comprenant les fonctions de sécurité.
- Projets de développement de spécialisation dans la Résistance à la marche, Compatibilité électromagnétique, Dynamique ferroviaire et Bruit et vibrations, Gestion de l'énergie, Systèmes d'accumulation d'énergie, soutenus par les administrations forale et régionale.
- Prototype OARIS de Train à Grande Vitesse.
- Système ERTMS-ETCS pour le développement d'un équipement de signalisation embarqué.

Dans ce groupe de projet, il y a lieu de signaler la fin des essais sur voie relatifs à l'interaction véhicule-voie (dynamique, aérodynamique, pantographe-caténaire, etc.) réalisés sur le prototype OARIS de trains à grande vitesse, et la mise à jour de ce prototype en vue des essais finaux d'homologation et mise en service.



DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Le Groupe CAF a participé également aux projets de collaboration avec RENFE, ADIF au niveau de l'État, et avec diverses administrations et entreprises internationales dans le cadre de programmes nationaux et dans le septième programme cadre européen. Parmi ces projets, citons:

Projets européens:

- SAFEJOINT pour le développement de structures hybrides métal-métal et métal-composite.
- TREND, orienté vers des environnements de validation pour EMC dans les véhicules ferroviaires.
- REFRESCO pour le développement de solutions de structures de caisse en matériau composé.
- OSIRIS, de réduction de consommation énergétique dans le transport ferroviaire urbain avec la participation des entreprises les plus importantes du secteur.
- MERLIN, pour l'établissement de stratégies de gestion énergétique au niveau global du réseau et développement d'outils pour l'optimisation de la consommation et coût associé à un réseau ferroviaire.
- NGTC destiné à l'étude d'interface entre l'ERTMS et le module de positionnement par satellite.
- EURAXLES, sur la minimisation de défaillance par fatigue d'essieux en service.

Dans le cadre de projets européens, signalons que CAF est un des 8 Membres Fondateurs de la JU (Joint Undertaking) Shift²Rail pour promouvoir l'activité R+D ferroviaire dans le programme Horizon 2020. Cette JU, avec un budget global de 920 M€, a démarré le 31 juillet 2014. Les travaux de développement de technologie de ce projet se prolongeront jusqu'en 2020.

Quant aux filiales, elles ont poursuivi leur activité normale de développement technologique, dont on peut citer les buts suivants:

- La réussite dans le service commercial du système d'accumulation d'énergie et de fonctionnement autonome sans caténaire, monté sur le tramway de Séville, son application sur les tramways de Saragosse et Grenade et sa future application à Kaohsiung (Taiwan) et Cuiaba (Brésil).
- Le développement d'équipements de traction couvrant une gamme de tensions de caténaire allant jusqu'à 25 kV, ce qui a permis de les commercialiser dans des projets pour Indian Railways, Metro Auckland et de réaliser des projets de réhabilitation de locomotives dans divers pays.
- Le développement et l'adjudication de diverses licitations à ADIF de produits ERTMS de voie.

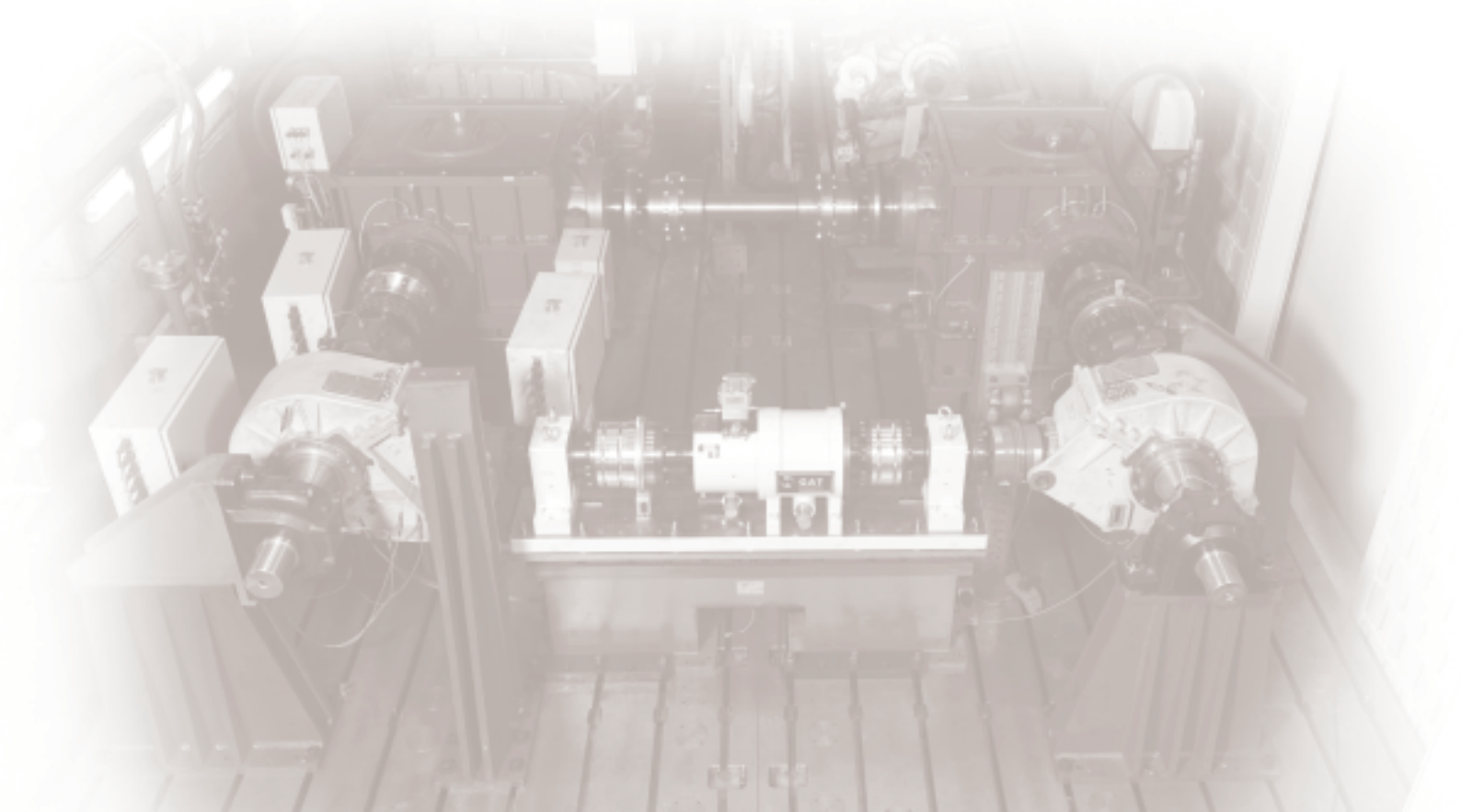
Les projets d'ingénierie les plus importants auxquels on a travaillé durant cet exercice ont été les suivants:

- Voitures remorquées pour Amtrak (USA).
- Métro Helsinki UTO (Finlande).
- Locomotives et voitures remorquées pour SAR (Arabie).
- Tramway de Cincinnati (USA).
- Tramway de Kaohsiung (Taiwan).
- Tramway de Tallin (Estonie).
- Tramway de Fribourg (Allemagne).
- Tramway de Cagliari (Italie).

Les projets suivants ont été mis en service en 2014:

- Métro de Santiago du Chili UTO (Chili).
- Unités pour Euskotren s/950.
- LRV pour le métro de Boston (USA).
- Train Civity pour NS (Pays-Bas).
- Tramway Kansas (USA).
- Tramway Budapest (Hongrie).

Le Groupe CAF a travaillé également au développement de base de nouveaux types de véhicules pour étendre sa gamme de produits.



POLITIQUE DE GESTION DE RISQUES

Les risques les plus importants auxquels s'affronte le Groupe peuvent se regrouper dans les catégories suivantes:

1. Risques de caractère financier

La gestion menée dans ce sens au sein du Groupe CAF se centre sur le maniement de l'incertitude des marchés financiers et tente de minimiser ses effets potentiels adverses sur la rentabilité financière du Groupe.

Le Département Financier du Groupe identifie, évalue et couvre les risques financiers en établissant des politiques pour la gestion du risque global, ainsi que pour des branches concrètes comme le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de liquidité, l'emploi de dérivés et non dérivés, investissement de l'excédent de liquidité et écarts des devis des projets.

a) Risque de marché

Les diverses sociétés du Groupe CAF opèrent à l'échelle internationale et, par conséquent, sont exposées à des risques de taux de change pour des opérations avec des devises, (actuellement le dollar américain, le real brésilien, la livres sterling, le dollar de Taiwan, la couronne suédoise, le dollar australien, le dollar néozélandais, le riyal saoudien et le peso mexicain, entre autres).

Pour contrôler le risque de taux de change qui surgit dans des transactions commerciales futures et des actifs et des passifs reconnus, les sociétés du Groupe utilisent des contrats d'assurance à terme. Le risque de taux de change survient quand les transactions commerciales futures ou les actifs et les passifs reconnus sont exprimés dans une monnaie qui n'est pas l'euro, monnaie fonctionnelle du Groupe.

C'est une pratique habituelle à CAF de couvrir, à condition que le coût soit raisonnable, le risque de marché dans ses contrats articulés dans des devises différentes de la monnaie fonctionnelle du Groupe. L'objectif de ces couvertures est de tenter d'éluder l'impact des variations sur les devises dans les différents contrats signés, de sorte que les résultats du Groupe soient le fidèle reflet de son activité industrielle et de services.

Pour les matières premières les plus importantes, CAF passe les commandes et arrête le prix à la mise en vigueur de chaque nouveau projet. Elle couvre ainsi le risque qu'une évolution à la hausse des prix des matières premières répercute négativement sur les marges contractuelles du Groupe.

b) Risque de crédit

La majorité des comptes à recouvrer et des travaux en cours que l'on possède, correspondent à plusieurs clients dans divers pays. Dans la plupart des cas, les contrats incluent des paiements à mesure qu'on avance dans le développement du projet.

C'est une pratique habituelle que la société assure certains risques de résolution ou de non-paiement des contrats d'exportation, moyennant la contraction de polices d'assurance à l'exportation conformément aux normes du Consensus OCDE pour ce type d'instrument. La décision de réaliser ou non la couverture est prise en fonction du type de client et du pays dans lequel l'activité est menée.

c) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien d'argent suffisant et de valeurs négociables ainsi que des disponibilités de financement pour faire face amplement et efficacement aux engagements financiers du Groupe.

Le risque de liquidité est géré dans le Groupe CAF moyennant les mécanismes suivants:

- La recherche et la sélection d'opportunités d'affaires avec le meilleur niveau possible d'autofinancement, dans les conditions existantes sur les marchés, pour chacun des contrats. Dans les projets de fabrication de véhicules, dont la période d'exécution moyenne est d'environ trois ans, les dates de facturation et l'exécution des travaux peuvent ne pas être alignées dans le temps, ce qui représente une consommation de ressources financières.
- L'implantation et la maintenance d'une gestion active de circulant moyennant le suivi continu de l'accomplissement des dates de facturation dans chacun des projets objet de contrat.
- La maintenance d'une ample position de liquidité à court terme.
- Le maintien de la capacité d'excédent de financement dont il n'a pas été disposé.

En ce qui concerne l'information sur la période moyenne de paiement aux fournisseurs, elle a été de 76,54 jours en 2014.

Pour réduire ce délai en l'adaptant autant que possible à la Loi 11/2013, la Société s'efforcera d'accommoder les évènements qui donnent lieu aux paiements à ceux de recouvrement de manière à pouvoir écourter le temps de paiement sans perdre la liquidité nécessaire.

d) Risque de taux d'intérêt des flux d'argent et de la valeur raisonnable

Le risque de taux d'intérêt du Groupe surgit de l'usage des ressources extérieures. Le groupe applique la politique, pour les opérations de financement de circulant, de faire appel à l'endettement avec des tiers, à travers des ressources extérieures à court terme et référencées à des taux variables de marché, normalement Euribor, qui permet de mitiger substantiellement ce risque de taux d'intérêt. Pour les opérations de financement à long terme, l'objectif fixé, dans la mesure où les marchés le permettent, est le maintien d'une structure fixe de taux d'intérêt.

e) Risque dérivé des écarts par rapport aux devis des projets

Les écarts par rapport aux devis des projets qui ont servi de base pour la préparation des offres respectives sont analysés et contrôlés moyennant l'utilisation d'un système d'information détaillé de chacun des postes de coût qui compare en permanence le devis de ces postes et la réalité de la situation des coûts de chaque projet, le tout en exerçant un suivi continu de ces données à travers une procédure interne créée à cet effet, dans laquelle intervient chacun des départements impliqués dans chaque projet. Ainsi, tout au long de la durée de vie des projets, est exercé un suivi continu de ces données moyennant un processus interne complexe créé à cet effet, dans laquelle interviennent chacun des départements impliqués dans chaque projet.

2. Risques dérivés de la production de données de caractère environnemental

CAF est totalement engagée dans la protection de l'environnement. Dans ce but elle a suivi les principes du programme d'action environnementale de l'Union Européenne basés sur la précaution préventive et la correction à l'origine. Dans cette ligne, la Société a implanté un programme d'actions sur divers aspects environnementaux relatifs à l'atmosphère, les rejets, les déchets, la consommation de matières premières, l'énergie, l'eau et les bruits, et a obtenu le Certificat ISO 14001.

3. Risques légaux et contractuels, dérivés essentiellement de la production de dommages aux tiers pour défauts ou retards dans la prestation de services

Les cahiers des offres et les contrats de fabrication de véhicules ferroviaires incluent de nombreuses exigences sur des aspects techniques et des niveaux de qualité (avec l'introduction de nouveaux produits à haut niveau technologique), exigences relatives à l'accomplissement de délais de livraison, besoins d'homologation, exigences de localisation de la fabrication et autres risques opérationnels, qui sont associés généralement à des niveaux de pénalités et à des clauses résolutoires ou suspensives. Dans ce sens peuvent surgir des divergences au sujet de ces exigences entre le Groupe CAF et ses clients, qui peuvent entraîner des réclamations pour retards, exécution incorrecte des travaux ou dans la réalisation de travaux additionnels.

Pour aborder les difficultés de gestion des projets, le Groupe CAF maintient opérationnel un système de gestion des risques, implicite dans le système de qualité du Groupe, qui commence par l'élaboration de l'offre et qui permet d'identifier et de gérer les différents risques auxquels est exposé le Groupe CAF dans le cours normal de ses activités.

Toutes les usines de CAF disposent des technologies les plus modernes disponibles, et emploient les techniques les plus avancées pour optimiser la production suivant les standards de la Norme ISO 9001.

Par ailleurs, CAF suit une politique exigeante de contrats d'assurance qui lui permet de bien se protéger des conséquences économiques qu'aurait la matérialisation de certains de ces risques pour la société.

4. Risques de caractère professionnel ou dommages sur les biens ou des actifs propres des usines

CAF dispose d'un Système de Prévention des Risques du Travail révisé par une firme externe. Dans le Manuel du Système de Prévention créé à cet effet, sont définis, entre autres, les activités d'évaluation de risques, la recherche d'accidents, les inspections de sécurité, la surveillance de la santé et la formation. Il y a aussi un Plan de Prévention, de caractère annuel, dans lequel sont planifiées comme il se doit les activités préventives de chaque année. CAF dispose également d'un Plan de Formation de travailleurs dans ce domaine.

24 PERSPECTIVES

Les perspectives du groupe pour les prochaines années se centreront dans les opérations suivantes:

- Développement du potentiel du Groupe dans des activités de services appliqués au secteur ferroviaire, comme les concessions, et la location et la maintenance de trains.
- Développement du potentiel du Groupe dans le domaine des systèmes clé en main et de signalisation ferroviaire, en offrant, si nécessaire avec des alliances, des systèmes complets prêts à opérer.
- Développement de nouveaux systèmes et véhicules de matériel roulant, et implantation de systèmes avancés de gestion intégrale de projets.
- Renforcement continu de la présence du Groupe sur les marchés internationaux de matériel ferroviaire.
- Application systématique et permanente des programmes de réduction des coûts et d'amélioration de la qualité, à toutes les branches d'activité du Groupe.
- Adaptation continue de l'organisation, des procédés et des systèmes dans un milieu changeant et basé essentiellement sur des marchés extérieurs à cultures et exigences différenciées.
- Action continue de l'implantation d'un modèle de gestion par procédés.

FAITS POSTÉRIEURS

Au 31 janvier 2015, il y avait un portefeuille de commandes fermes de 5.496.451 milliers d'euros.

RAPPORT ANNUEL DE GOUVERNEMENT CORPORATIF

Le rapport annuel de Gouvernement Corporatif correspondant à l'exercice 2014 fait partie du rapport de gestion et il est disponible sur le site web corporatif de CAF (www.caf.net), après sa communication à la Commission Nationale du Marché des Valeurs, comme fait important.

RAPPORT D'AUDIT

Deloitte S.L.
Pza. de Julio Caro Baroja, 2
20018 San Sebastián
España

Tel.: +34 943 26 78 00
Fax: +34 943 26 78 01
www.deloitte.es

Traduction d'un rapport dressé à l'origine en espagnol, basé sur notre travail réalisé conformément aux normes de régulation de l'activité d'audit des comptes en vigueur en Espagne, et de comptes annuels consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément aux cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe en Espagne (cf. notes 2 et 27). En cas de divergence, c'est la version en langue espagnole qui prévaut.

RAPPORT D'AUDIT INDÉPENDANT DES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Aux Actionnaires de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A.:

Rapport sur les comptes annuels consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels consolidés de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. (la Société mère) et de ses sociétés dépendantes (ci-après le Groupe, cf. Note 2.f), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2014, le compte de résultats consolidé, l'état des produits et charges reconnus, l'état des changements dans le patrimoine net, l'état des flux monétaires et l'annexe aux comptes consolidés, correspondant à l'exercice clos à cette date.

Responsabilité des Administrateurs en ce qui concerne les comptes annuels consolidés

Les Administrateurs de la Société mère sont responsables de dresser les comptes annuels consolidés ci-joints, de manière qu'ils reflètent l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats consolidés de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et sociétés dépendantes, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière adoptées par l'Union Européenne et autres dispositions du cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe en Espagne, et du contrôle interne qu'ils considèrent nécessaire pour permettre de préparer les comptes annuels consolidés libres d'incorrection matérielle due à une fraude ou à une erreur.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'émettre une opinion au sujet des comptes annuels consolidés ci-joints, basée sur notre audit. Nous avons réalisé notre audit conformément aux normes régulatrices de l'audit de comptes en vigueur en Espagne. Ces normes nous exigent d'accomplir les exigences d'éthique et de planifier et exécuter l'audit de manière à obtenir une certitude raisonnable que les comptes annuels consolidés sont libres d'incorrections matérielles.

Un audit requiert l'application de procédures pour obtenir l'évidence d'audit au sujet des montants et de l'information révélée dans les comptes annuels consolidés. Les procédures sélectionnées dépendent du jugement de l'auditeur, y compris l'évaluation des risques d'incorrection matérielle dans les comptes annuels consolidés, due à une fraude ou à une erreur. Lorsqu'il évalue le risque, l'auditeur tient compte du contrôle interne qui a de l'importance dans la formulation des comptes annuels consolidés par les Administrateurs de la Société mère afin de concevoir les procédures d'audit qui conviennent en fonction des circonstances et non pas dans le but d'émettre une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit inclut également l'évaluation de l'adaptation des politiques comptables appliquées et de la justesse des estimations comptables effectuées par la direction, ainsi que l'évaluation de la présentation des comptes annuels consolidés pris dans leur ensemble.

Nous estimons que l'évidence d'audit que nous avons obtenue apporte une base suffisante et adaptée pour pouvoir émettre notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les comptes annuels consolidés ci-joints reflètent, dans tous leurs aspects significatifs, l'image fidèle du patrimoine consolidé et de la situation financière consolidée de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et de ses sociétés dépendantes au 31 décembre 2014, ainsi que de ses résultats consolidés et des flux monétaires consolidés correspondant à l'exercice annuel clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière adoptées par l'Union Européenne, et autres dispositions du cadre règlementaire d'information financière applicables en Espagne.

Rapport relatif à d'autres exigences légales et réglementaires

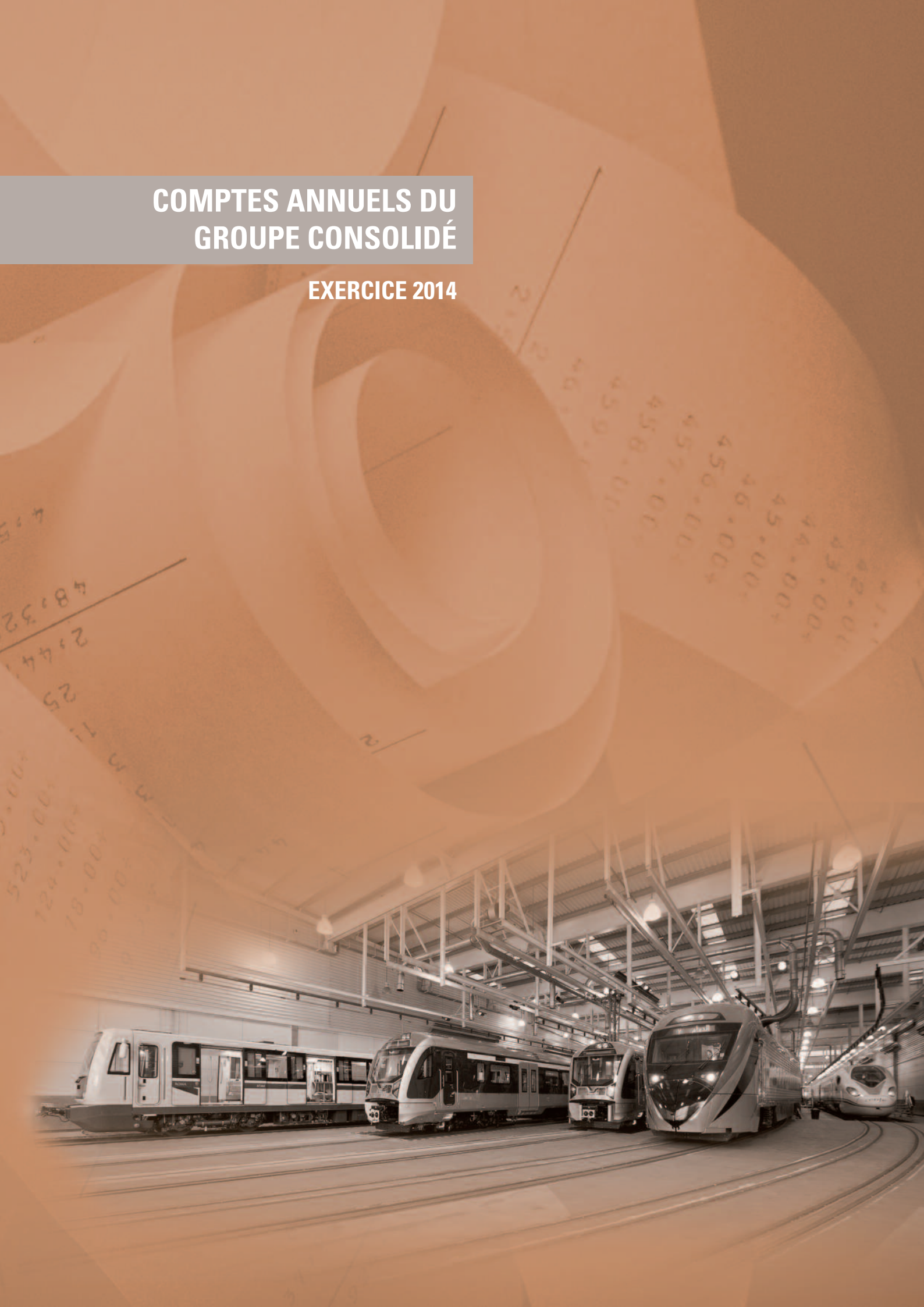
Le rapport de gestion consolidé ci-joint de l'exercice 2014 contient les explications que les Administrateurs de la Société mère considèrent opportunes sur la situation de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et de ses sociétés dépendantes, l'évolution de ses affaires et sur d'autres questions, et il ne fait pas partie intégrante des comptes annuels consolidés. Nous avons vérifié que l'information comptable que contient ce rapport de gestion consolidé concorde avec celle des comptes annuels consolidés de l'exercice 2014. Notre travail en qualité d'auditeurs est limité à la vérification du rapport de gestion consolidé dans les limites mentionnées à ce paragraphe et ne comprend pas la révision de toute autre information que celle obtenue des livres de comptabilité de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et de ses sociétés dépendantes.

DELOITTE, S.L.
Inscrite au R.O.A.C. N° S0692

Javier Giral Gracia
25 février 2015

COMPTES ANNUELS DU GROUPE CONSOLIDÉ

EXERCICE 2014



Traduction d'états financiers consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément au cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe en Espagne (voir Notes 2 et 27). En cas de divergences, c'est la version espagnole qui prévaut.

Bilans de Situation Consolidés

aux 31 décembre 2014 et 2013 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

Actif	31-12-14	31-12-13 (*)
Actif non courant:		
Immobilisations incorporelles (Note 7)		
Fonds de commerce	15	15
Autres immobilisations incorporelles	37.673	35.172
	37.688	**35.187**
Immobilisations corporelles, nettes (Note 8)	**271.839**	**286.593**
Investissements comptabilisés suivant la méthode de la participation (Note 9)	**12.257**	**14.902**
Actifs financiers non courants (Note 9)	**669.549**	**657.233**
Actifs pour impôt différé (Note 18)	**163.842**	**162.283**
Total actif non courant	**1.155.175**	**1.156.198**
Actif courant:		
Stocks (Note 11)	**180.504**	**159.857**
Créances commerciales et autres comptes à recouvrer		
Clients pour ventes et prestation de services (Notes 10, 11 et 12)	1.107.006	1.040.576
Autres créances (Notes 10 et 19)	188.410	206.739
Actifs pour impôt courant (Note 19)	6.493	17.604
	1.301.909	**1.264.919**
Autres actifs financiers courants (Note 13)	**123.945**	**97.703**
Autres actifs courants	**4.591**	**2.022**
Numéraire et autres actifs liquides équivalents	**197.111**	**127.150**
Total actif courant	**1.808.060**	**1.651.651**
Total Actif	**2.963.235**	**2.807.849**

Passif et Patrimoine Net	31-12-14	31-12-13 (*)
Patrimoine net (Note 14):		
Fonds propres		
Capital déclaré	10.319	10.319
Prime d'émission	11.863	11.863
Réserve de revalorisation	39.119	58.452
Autres réserves de la Société mère et des sociétés consolidées par intégration globale et par la méthode de la participation	691.777	618.264
Résultat de l'exercice attribué à la Société mère	59.679	90.181
	812.757	**789.079**
Ajustements pour changements de valeur		
Actifs financiers disponibles pour la vente (Note 9.b)	-	3.704
Opérations de couverture	(6.212)	(2.882)
Différences de conversion	(70.336)	(70.789)
	(76.548)	**(69.967)**
Patrimoine net attribué à la Société mère	**736.209**	**719.112**
Intérêts minoritaires	**12.704**	**10.249**
Total patrimoine net	**748.913**	**729.361**
Passif non courant:		
Provisions non courantes (Note 20)	**5.075**	**4.785**
Passifs financiers non courants (Notes 15 et 16)		
Dettes avec des entités de crédit	683.062	477.934
Autres passifs financiers	76.405	73.590
	759.467	**551.524**
Passifs pour impôts différés (Note 18)	**152.426**	**147.020**
Autres passifs non courants (Note 3.p)	**66.880**	**52.366**
Total passif non courant	**983.848**	**755.695**
Passif courant:		
Provisions courantes (Note 20)	**265.329**	**335.027**
Passifs financiers courants (Notes 15 et 16)		
Dettes avec des entités de crédit	158.039	232.705
Autres passifs financiers	46.733	39.074
	204.772	**271.779**
Dettes commerciales et autres comptes à payer		
Fournisseurs (Note 25)	463.067	460.652
Autres dettes (Notes 10, 11, 15, 19 et 20)	293.197	252.808
Passifs pour impôt courant (Note 19)	3.513	1.866
	759.777	**715.326**
Autres passifs courants	**596**	**661**
Total passif courant	**1.230.474**	**1.322.793**
Total Passif et Patrimoine Net	**2.963.235**	**2.807.849**

(*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison (Note 2.e).
Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante du bilan de situation consolidé au 31 décembre 2014.

Traduction d'états financiers consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément au cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe en Espagne (voir Notes 2 et 27). En cas de divergences, c'est la version espagnole qui prévaut.

Compte de Résultats Consolidé correspondants

aux exercices annuels clos aux 31 décembre 2014 et 2013 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

(Doit) Avoir	2014	2013 (*)
Opérations continues:		
Montant net du chiffre d'affaires (Note 6, 9 et 10)	1.447.141	1.535.240
± Variation des stocks de produits finis et en cours de fabrication	7.690	(149.530)
Travail réalisé par l'entreprise pour son actif	9.840	7.106
Approvisionnements (Note 21)	(743.140)	(560.010)
Autres produits d'exploitation (Note 21)	5.289	4.117
Charges de personnel (Note 22)	(406.236)	(394.460)
Autres charges d'exploitation (Note 21)	(174.159)	(219.535)
Amortissement des immobilisations (Notes 7 et 8)	(42.398)	(42.552)
Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations (Notes 7, 8 et 9)	10.958	(29.065)
Résultat d'exploitation	**114.985**	**151.311**
Produits financiers (Notes 3.d, 9, 10 et 13)	10.187	13.974
Charges financières (Notes 9 et 16)	(47.252)	(47.687)
Différences de change	(2.394)	(3.645)
Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers (Note 9)	4.357	1.013
Variation de la juste valeur dans des instruments financiers	373	(275)
Résultat financier	**(34.729)**	**(36.620)**
Résultat d'entités évaluées par la méthode de la participation (Note 9)	200	(392)
Résultat avant impôts	**80.456**	**114.299**
Impôt sur les bénéfices (Note 18)	(18.327)	(23.262)
Résultat de l'exercice issu d'opérations continues	**62.129**	**91.037**
Résultat consolidé de l'exercice	**62.129**	**91.037**
Attribué à:		
La Société mère	59.679	90.181
Intérêts minoritaires	2.450	856
Bénéfice par action (en euros)		
De base	17,41	26,31
Dilué	17,41	26,31

(*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison (Note 2.e).

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante du compte de résultats consolidé correspondant au 31 décembre 2014.

État des Produits et Charges Reconnus Consolidés

des exercices 2014 et 2013 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

	2014	2013 (*)
A) Résultat consolidé de l'exercice	**62.129**	**91.037**
B) Produits et Charges imputés directement au patrimoine net	**(2.877)**	**(37.016)**
Pour évaluation des instruments financiers	-	3.838
Pour couvertures de flux monétaire (Note 17)	(3.501)	1.594
Différences de conversion (Note 14)	454	(42.287)
Effet fiscal (Note 18)	170	(161)
C) Transferts au compte de résultats	**(3.703)**	**-**
Pour évaluation d'instruments financiers (Note 9.b)	(3.838)	-
Différences de conversion	-	-
Effet fiscal (Note 18)	135	-
Total Produits et Charges Reconnus (A+B+C)	**55.549**	**54.021**
Attribué à:		
La Société mère	53.098	53.171
Intérêts minoritaires	2.451	850

(*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison (Note 2.e).

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante des états de produits et charges reconnus consolidés correspondant au 31 décembre 2014.

État des Changements dans le Patrimoine Net Consolidé

des exercices 2014 et 2013 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

	Patrimoine net attribuable à la société mère								
	Fonds Propres								
	Capital social	Prime d'émission	Réserve pour réévaluation d'actif et de passifs non réalisés	Autres réserves	Résultat net de l'exercice	Ajustements dans le patrimoine pour évaluation	Différences de conversion	Intérêts minoritaires	Total Patrimoine
Soldes au 31 décembre 2012 (*)	**10.319**	**11.863**	**58.452**	**554.784**	**99.454**	**(4.449)**	**(28.508)**	**5.685**	**707.600**
Total produits/charges reconnus	**-**	**-**	**-**	**-**	**90.181**	**5.271**	**(42.281)**	**850**	**54.021**
Opérations avec des associés ou propriétaires	**-**	**-**	**-**	**-**	**(35.995)**	**-**	**-**	**3.714**	**(32.281)**
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(35.995)	-	-	(2.465)	(38.460)
Opérations avec des associés externes	-	-	-	-	-	-	-	6.179	6.179
Autres variations de patrimoine net	**-**	**-**	**-**	**63.480**	**(63.459)**	**-**	**-**	**-**	**21**
Transferts entre postes de patrimoine net	-	-	-	63.480	(63.459)	-	-	-	21
Soldes au 31 décembre 2013 (*)	**10.319**	**11.863**	**58.452**	**618.264**	**90.181**	**822**	**(70.789)**	**10.249**	**729.361**
Total produits/charges reconnus	**-**	**-**	**-**	**-**	**59.679**	**(7.034)**	**453**	**2.451**	**55.549**
Opérations avec des associés ou propriétaires	**-**	**-**	**-**	**-**	**(35.995)**	**-**	**-**	**4**	**(35.991)**
Distribution de dividendes	-	-	-	-	(35.995)	-	-	(895)	(36.890)
Opérations avec des associés externes	-	-	-	-	-	-	-	899	899
Autres variations de patrimoine net	**-**	**-**	**(19.333)**	**73.513**	**(54.186)**	**-**	**-**	**-**	**(6)**
Transferts entre postes de patrimoine net (Note 14.c)	-	-	(19.333)	73.513	(54.186)			-	(6)
Soldes au 31 décembre 2014	**10.319**	**11.863**	**39.119**	**691.777**	**59.679**	**(6.212)**	**(70.336)**	**12.704**	**748.913**

(*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison (Note 2.e).

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante de l'état des changements dans le patrimoine net consolidé le 31 décembre 2014.

Traduction d'états financiers consolidés dressés à l'origine en espagnol et préparés conformément au cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe en Espagne (voir Notes 2 et 27). En cas de divergences, c'est la version espagnole qui prévaut.

États des Flux Monétaires Consolidés

des exercices 2014 et 2013 (Notes 1, 2 et 3) (Milliers d'euros)

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le Groupe CAF

	2014	2013 (*)
Flux monétaire des activités d'exploitation:		
Résultat avant impôts	80.456	114.299
Ajustements du résultat		
Amortissements (Notes 7 et 8)	42.398	42.552
Corrections de valeur pour dépréciation (Notes 7 et 9)	(10.754)	27.800
Variations des provisions (Notes 3.l et 20)	(68.868)	(10.981)
Autres postes de résultats	1.757	12.641
Bénéfice dans la cession d'actifs non courants (Note 8)	(4.336)	73
Investissements comptabilisés par la méthode de la participation (Note 9)	(200)	392
Produits financiers	(10.187)	(13.974)
Charges financières	47.252	47.687
Changements dans le capital courant		
Créances commerciales et autres actifs courants (Notes 3.d et 12)	(66.236)	(258.466)
Stocks (Note 11)	(20.256)	85.914
Dettes commerciales	37.066	(89.841)
Autres passifs courants	4.476	158
Autres actifs et passifs non courants	35.662	24.140
Autres flux monétaires des activités d'exploitation		
Recouvrements/(Paiements) pour impôts sur les bénéfices (Note 19)	(4.064)	(23.783)
Autres recouvrements/(Paiements) d'activités d'exploitation	(1.735)	(2.050)
Flux nets monétaires d'activités d'exploitation (I)	**62.431**	**(43.439)**
Flux monétaire pour les activités d'investissement:		
Paiements pour investissements		
Entreprises du groupe et associées (Note 9)	-	(633)
Immobilisations corporelles, incorporelles et investissements immobiliers (Notes 7 et 8)	(24.306)	(49.482)
Autres actifs financiers (Notes 9 et 13)	(46.992)	(58.258)
Recouvrements pour investissements		
Immobilisations corporelles, incorporelles et investissements immobiliers (Notes 7 et 8)	475	237
Autres actifs financiers (Note 9 et 13)	52.979	105.373
Recouvrement d'intérêts (Note 13)	5.963	10.415
Flux nets monétaires des activités d'investissement (II)	**(11.881)**	**7.652**
Flux monétaires pour activités de financement:		
Émission de participations par des associés externes	899	1.829
Recouvrements/(Paiements) pour instruments de passif financier		
Émission (Notes 15 et 16)	421.162	245.304
Remboursement et amortissement (Notes 15 et 16)	(329.743)	(70.899)
Paiements pour dividendes et rémunérations d'autres instruments de patrimoine	(38.990)	(36.914)
Autres flux monétaires d'activités de financement		
Paiement d'intérêts (Note 16)	(38.471)	(42.921)
Flux nets monétaires des activités de financement (III)	**14.857**	**96.399**
Augmentation nette monétaire et équivalents au numéraire (I+II+III)	**65.407**	**60.612**
Numéraire et équivalent au numéraire au début de la période	127.150	76.682
Effet des variations de taux de change dans la trésorerie	4.554	(10.144)
Numéraire et équivalents au numéraire à la fin de la période	**197.111**	**127.150**

(*) Présenté exclusivement aux effets de comparaison (Note 2.e).

Les Notes 1 à 27 ci-jointes font partie intégrante de l'état des flux monétaires consolidé au 31 décembre 2014.

Annexe aux Comptes Consolidés

correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2014

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés Dépendantes (Groupe CAF)

1. NATURE ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. (ci-après CAF ou Société mère) a été constituée, pour un temps indéfini, à Saint-Sébastien (province de Guipúzcoa).

Son objet social est décrit à l'article 2 de ses Statuts Sociaux.

L'activité principale actuelle de la Société mère est la fabrication de matériel ferroviaire.

La Société mère, dans le développement de son activité, participe majoritairement dans le capital d'autres sociétés (Note 2.f).

2. BASES DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

a) Bases de présentation

Les comptes annuels consolidés du Groupe CAF de l'exercice 2014 ont été dressés par les Administrateurs :

– Conformément aux dispositions des Normes Internationales d'Information Financière (ci-après, IFRS) adoptées par l'Union Européenne selon le Règlement (CE) nº 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, y compris les Normes Internationales de Comptabilité (IAS), les interprétations émises par le International Financial Reporting Interpretations Comittee (IFRIC) et par le Standing Interpretations Comittee (SIC). La Note 3 résume les principes comptables et les critères d'évaluation les plus significatifs appliqués dans la préparation des comptes annuels consolidés ci-joints.

– En tenant compte de tous les principes et normes de comptabilité et des critères d'évaluation d'application obligatoire qui ont un effet significatif sur les comptes annuels consolidés, ainsi que les alternatives que permettent les normes à ce sujet et qui sont spécifiées à la Note 3.

– De manière à refléter l'image fidèle du patrimoine consolidé et de la situation financière consolidée du Groupe CAF au 31 décembre 2014 et des résultats de ses opérations, des changements dans le patrimoine net consolidé et des flux monétaires consolidés qui se sont produits dans le Groupe dans l'exercice clos à cette date.

– À partir des registres de comptabilité tenus par la Société mère et les autres sociétés intégrées dans le Groupe. Toutefois, étant donné que les principes comptables et les critères d'évaluation appliqués dans la préparation des comptes annuels consolidés du Groupe (IFRS) diffèrent de ceux utilisés par les sociétés qui y sont intégrées (normes locales), on a introduit dans le processus de consolidation les ajustements et les reclassements nécessaires pour homogénéiser entre eux ces principes et critères et pour les adapter aux Normes Internationales d'Information Financière.

Les comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant à l'exercice 2013 ont été approuvés par l'Assemblée Générale des Actionnaires de CAF du 7 juin 2014. Les comptes annuels consolidés du Groupe et les comptes annuels des sociétés qui y sont intégrées, correspondant à l'exercice 2014, sont en attente d'approbation par leurs Assemblées Générales d'actionnaires respectives. Cependant, le Conseil d'Administration de CAF entend que ces comptes annuels seront approuvés sans aucune modification.

b) Adoption des nouvelles normes et interprétations émises

Durant l'exercice annuel 2014, de nouvelles normes comptables sont entrées en vigueur et il en a donc été tenu compte dans l'élaboration des comptes annuels consolidés ci-joints.

Le groupe applique, depuis leur entrée en vigueur le 1er janvier 2014, les normes et interprétations suivantes qui ont représenté un changement de politique comptable pour le Groupe:

IFRS 10 États financiers consolidés, IFRS 11 Partenariats, IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, IAS 27 (Révisée) États financiers individuels et IAS 28 (Révisée) Participations dans des entreprises associées et coentreprises.

IFRS 10 : elle modifie la définition actuelle de contrôle. La nouvelle définition de contrôle comporte trois éléments à respecter obligatoirement: Le pouvoir sur la participée, l'exposition ou le droit aux résultats variables de l'investissement et la capacité d'utiliser ce pouvoir de manière à ce qu'il puisse avoir une influence sur le montant de ces retours.

L'IFRS 11, Partenariats, remplacera l'IAS 31 actuellement en vigueur. Le principal changement qu'apporte l'IFRS 11 par rapport à la norme actuelle est l'élimination de l'option de consolidation proportionnelle pour les entités contrôlées conjointement (coentreprises), qui seront désormais mises en équivalence.

Les amendements à l'IAS 27 et l'IAS 28 sont parallèles à l'émission des nouvelles IFRS mentionnées antérieurement. Dans le cas du Groupe, ils n'ont pas eu d'impacts autres que ceux mentionnés antérieurement.

Enfin, l'IFRS 12 est une norme qui regroupe toutes les exigences d'information à fournir concernant les comptes relatifs à des participations dans d'autres entités (dépendantes, associées, coentreprises ou autres), en incluant de nouvelles exigences d'information.

Amendements à l'IAS 32 Instruments financiers: compensation d'actifs et de passifs financiers.

L'amendement à l'IAS 32 introduit une série d'éclaircissements additionnels dans le guide de mise en application au sujet des exigences de la norme afin de pouvoir compenser un actif et un passif financier dans sa présentation dans le bilan. L'IAS 32 indique qu'un actif et un passif ne pourront être compensés que si l'entité possède actuellement le droit légalement exigible de compenser les montants reconnus.

À la Note 17 sont décrites toutes les hypothèses et la méthodologie utilisées dans l'évaluation des dérivés et, spécifiquement, de ceux associés au risque de crédit. L'impact au 1er janvier 2013 de cet amendement n'a pas été significatif pour le Groupe CAF. Le guide d'implantation modifié indique, entre autres aspects que, pour remplir cette condition, le droit de compensation ne doit pas dépendre d'évènements futurs et doit être légalement exigible, tant dans le cours normal des affaires qu'en cas de manquement, insolvabilité ou faillite de l'entité et toutes les contreparties. L'entrée en vigueur de cet amendement n'a pas changé les politiques comptables du Groupe par rapport à la compensation des actifs et passifs financiers.

Normes et interprétations émises qui ne sont pas en vigueur

À la date de présentation des présents comptes annuels consolidés, sont indiqués les nouvelles normes, amendements et interprétations les plus significatifs qui avaient été publiés par l'IASB mais n'étaient pas entrés en vigueur, soit parce que leur date de prise d'effet est postérieure à celle des comptes annuels consolidés, ou soit parce qu'ils n'ont pas encore été adoptés par l'Union Européenne:

Norme	Date effective IASB	Date effective Union Européenne
IFRIC 21 – Droits et Taxes	1er janvier 2014	17 juin 2014 (*)
Amendement IAS 19 – Contributions des membres du personnel aux régimes à prestation définie	1er juillet 2014	1er juillet 2014
Amendement IAS 16 et IAS 38 – Méthodes acceptables de dépréciation et amortissement	1er janvier 2016	En attente
Amendement IFRS 11 – Acquisitions de participations dans des opérations	1er janvier 2016	En attente
Amendement IFRS 10 et IAS 28 – Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et son associée/coentreprise	1er janvier 2016	En attente
Amendement IAS 27 – Méthode de mise en équivalence dans les États Financiers Séparés	1er janvier 2016	En attente
Amendement IAS 16 et IAS 41 – Installations de production	1er janvier 2016	En attente
IFRS 15 – Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1er janvier 2017	En attente
IFRS 9 – Instruments financiers	1er janvier 2018	En attente

(*) L'Union Européenne a endossé l'IFRIC 21 (Bulletin UE 14 de juin 2014), en reportant la date d'entrée en vigueur d'origine établie par l'IASB (1er janvier 2014) au 17 juin 2014.

IFRS 15 Reconnaissance de produits

L'IFRS 15, Produits issus de contrats conclus avec des clients, est la nouvelle norme concernant la reconnaissance de produits avec des clients, qui va remplacer les normes et interprétations suivantes actuellement en vigueur: IAS 18 Produits des activités ordinaires, IAS 11 Contrats de construction, IFRIC 13 Programmes de fidélisation de clients, IFRIC 15 Accords pour la construction d'immeubles, IFRIC 18 Transferts d'actifs issus de clients et SIC 31 Produits-Permutations de services de publicité dans les exercices commencés à partir du 1er janvier 2017.

À la date de présentation des présents comptes annuels consolidés, le Groupe est en train d'analyser les impacts de l'adoption de cette norme et il est donc impossible de faire une estimation raisonnable de ses effets tant que cette analyse ne sera pas complétée.

IFRS 9 Instruments financiers

L'IFRS 9 remplacera à l'avenir l'IAS 39. Il y a des différences très importantes avec la norme actuelle, dont les plus importantes sont la nouvelle approche, les catégories de classification et l'évaluation des actifs financiers ; un nouveau modèle de dépréciation basé sur des pertes attendues au lieu de pertes produites ainsi qu'une comptabilité de couvertures différente qui cherche à aligner la comptabilité et la gestion économique du risque.

À la date de présentation des présents comptes annuels consolidés, le Groupe est en train d'analyser tous les futurs impacts de l'adoption de cette norme et il est donc impossible de faire une estimation raisonnable de ses effets tant que cette analyse ne sera pas complétée.

c) Monnaie de fonctionnement

Les présents comptes annuels consolidés sont présentés en euros, puisque l'euro est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère le Groupe. Les opérations à l'étranger sont enregistrées conformément aux politiques décrites à la Note 2.f.

d) Estimations réalisées

Dans les comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant à l'exercice 2014 on a utilisé occasionnellement des estimations.

Malgré que ces estimations aient été faites en fonction de la meilleure information disponible au 31 décembre 2014 sur les faits analysés, il est possible que des événements pouvant avoir lieu à l'avenir obligent à les modifier (à la hausse ou à la baisse) dans les prochains exercices; cela serait fait conformément aux dispositions de l'IAS 8, de manière prospective, en reconnaissant les effets du changement d'estimation sur le compte de résultats consolidé correspondant.

Il n'y a pas eu de changements dans les estimations comptables par rapport à l'année 2013 qui ont eu un impact significatif sur ces comptes annuels consolidés.

e) Comparaison de l'information

Conformément aux exigences de l'IAS 1, l'information contenue dans cette annexe référée à l'exercice 2014 est présentée, aux effets de comparaison, avec l'information relative à l'exercice 2013.

Les comptes annuels consolidés de 2013 inclus aux effets de la comparaison ont également été dressés selon les dispositions des IFRS adoptées par l'Union Européenne, d'une manière cohérente avec celles appliquées dans l'exercice 2014.

f) Groupe consolidable et principes de consolidation

Périmètre de consolidation

Las comptes annuels consolidés ci-joints sont ceux de la Société mère et des sociétés qu'elle contrôle, étant entendu comme tel le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles pour tirer des bénéfices de leurs activités.

Les comptes annuels consolidés ci-joints correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2014 ont été préparés à partir des registres de comptabilité individuels à cette date de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. (Société mère - Note 1) et des sociétés dépendantes et associées détaillées ci-après :

	% de contrôle ou influence	Siège social	Activité	Audit
Consolidées par intégration globale				
Sous-groupe Industriel				
CAF, S.A.	Mère	Guipúzcoa	Commerciale et industrielle d'équipements et de composants ferroviaires	Deloitte
CAF USA, Inc.	100%	Delaware	Fabrication	G. Thornton
CAF México, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Brasil Industria e Comercio, S.A.	100%	Sao Paulo	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Argentina, S.A.	100%	Buenos Aires	Réparation et entretien	G. Thornton
CAF Rail UK, Ltda.	100%	Belfast	Réparation et entretien	Deloitte
CAF Italia, S.R.L.	100%	Rome	Réparation et entretien	Deloitte
CAF Chile, S.A.	100%	Santiago du Chili	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Turquía, L.S.	100%	Istanbul	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Argelia, E.U.R.L.	100%	Alger	Fabrication et entretien	CACF Audit
Trenes CAF Venezuela, C.A.	100%	Caracas	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Rail Australia Pty. Ltd.	100%	Sydney	Fabrication et entretien	Pitcher Partners
CAF India Private Limited	100%	Delhi	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF France, SAS	100%	Paris	Fabrication et entretien	Deloitte
Trenes de Navarra, S.A.U.	100%	Navarre	Fabrication	Deloitte
Construcciones Ferroviarias de Madrid, S.L.U.	100%	Madrid	Fabrication	G. Thornton
Construcciones Ferroviarias - CAF Santana, S.A.	83,73%	Jaén	Fabrication	Bsk
Tradinsa Industrial, S.A.	100%	Lérida	Réparation et entretien	Deloitte
CAF New Zealand Ltd	100%	Auckland	Fabrication et entretien	Staples Rodway
CAF Sisteme Feroviare SRL	100%	Bucarest	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Colombia, S.A.S.	100%	Medellín	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Arabia, Co.	100%	Riyadh	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Latvia SIA	100%	Riga	Fabrication et entretien	-
CAF Deutschland GmbH	100%	Munich	Fabrication et entretien	-
CAF Taiwan Ltd.	100%	Kaohsiung	Fabrication et entretien	Deloitte
CAF Hungría, K.F.T.	100%	Budapest	Fabrication et entretien	Deloitte

	% de contrôle ou influence	Siège social	Activité	Audit
Sous-groupe Technologique				
CAF I+D, S.L. (Société Unipersonnelle)	100%	Guipúzcoa	R+D	Deloitte
CAF Power & Automation, S.L.U.	100%	Guipúzcoa	Équipements de puissance et électroniques	Deloitte
Nuevas Estrategias de Mantenimiento, S.L.	85%	Guipúzcoa	Solutions technologiques	Bsk
Urban Art Alliance for Research on Transport A.I.E.	60%	Guipúzcoa	R+D	Deloitte
Vectia Mobility, S.L.	60%	Guipúzcoa	Solutions pour le transport urbain	-
CAF Transport Engineering, S.L.U.	100%	Biscaye	Ingénierie	Bsk
Centro de Ensayos y Análisis Cetest, S.L.	100%	Guipúzcoa	Essais	Bsk
Lander Simulation and Training Solutions, S.A.	57%	Guipúzcoa	Simulateurs	Bsk
Geminys, S.L.	100%	Guipúzcoa	Manuels d'opération	Bsk
CAF Signalling, S.L.U.	100%	Guipúzcoa	Signalisation	Deloitte
CAF Sinyalizasyon Sistemleri Ticaret Ltd. Sirketi	90%	Istanbul	Signalisation	Deloitte
Sous-groupe Services				
Actren, S.A.	51%	Madrid	Entretien	Deloitte
Sermanfer, S.A.	100%	Madrid	Entretien	Audyge
Sefemex, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Prestation de services	Almaguer
Corporación Trainemex, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Administration	Almaguer
Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A.	100%	Guipúzcoa	Encouragement entrepreneurial	Deloitte
Urbanización Parque Romareda, S.A.	100%	Saragosse	Détention d'actions	-
UPR Argentina, S.A.	100%	Buenos Aires	Détention d'actions	-
Ctrens Companhia de Manutençao, S.A.	100%	Sao Paulo	Services de location	Deloitte
Provetren, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Services de location	Deloitte
Regiotren, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Services de location	-
Sermantren, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Prestation services	Almaguer
Ennera Energy and Mobility, S.L.	100%	Guipúzcoa	Génération d'énergie	Bsk
Beasain Energía Solar, S.L.	100%	Guipúzcoa	Génération d'énergie	-
El Yelmo Energía Solar, S.L.	100%	Guipúzcoa	Génération d'énergie	-
Rail Line Components, S.L.U,	100%	Guipúzcoa	Commercialisation	Bsk
Miralbaida Energia XV, S.L.U.	100%	Guipúzcoa	Génération d'énergie	Bsk
Sous-groupe Construction				
Constructora de Sistemas Ferroviarios, S.L.	100%	Guipúzcoa	Équipement	Deloitte
Construción, Mantenimiento, Ferroviarias y Subsistemas, S.A. de C.V.	100%	Mexique D.F.	Équipement	Deloitte
Consolidées par la méthode de la participation (Note 9)				
Sous-groupe Industriel				
Compañia de Vagones del Sur, S.A.	29,3%	Jaén	Fabrication	-
Urban Transport Solutions B.V. (*)	49%	Amsterdam	Fabrication et entretien	-
Ferrocarril Interurbano, S.A. de C.V.	49,63%	Mexique D.F.	Fabrication et équipement	-

	% de contrôle ou influence	Siège social	Activité	Audit
Sous-groupe Technologique				
Asirys Vision Technologies, S.A.	22,33%	Guipúzcoa	Production automatique	-
Zhejiang Sunking Trainelec Traintic Electric Co., Ltd.	30%	Zhejiang	Équipements de puissance et électroniques	-
Tumaker, S.L.	24,9%	Guipúzcoa	Dispositifs d'impression	-
Sous-groupe Services				
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.	43,35%	Mexique D.F.	Prestation services de transport	Deloitte
Plan Metro, S.A.	40%	Madrid	Services de location	Deloitte
Consorcio Traza, S.A. (**)	25%	Saragosse	Détention d'actions	Deloitte
Arabia One for Clean Energy Investments PSC	40%	Ma'an	Génération d'énergie	-

(*) La Société maintient une participation de 100% dans la Société «Urban Transport Solutions, LLC» dont le siège social est en Russie.

(**) La Société maintient une participation de 80% dans la Société «S.E.M. Los Tranvías de Zaragoza, S.A.»

Variations dans le périmètre de consolidation

Durant l'exercice 2014 les sociétés Beasain Energía Solar, S.L., El Yelmo Energía Solar, S.L., CAF Hungria, K.F.T., UPR Argentina, S.A. et Ferrocarril Interurbano, S.A. de C.V. ont été constituées et les sociétés CAF Francia, S.A.S. et Houston LRV 100, LLC, toutes deux sans activité, ont été liquidées. Par ailleurs, une part de 24,9% a été acquise dans la société Tumaker, S.L. à travers une augmentation de capital de 200.000 euros.

En juillet 2014, a eu lieu une opération de réorganisation sociétaire dans le groupe avec la fusion par absorption d'Ennera Inversiones en Microgeneración, S.L.U. par Ennera Energy and Mobility, S.L.

Durant l'exercice 2014, la dénomination sociale de CFD Bagneres, S.A. a été modifiée pour devenir CAF France, S.A.S. et celle de Constructora Mexicana del Ferrocarril Suburbano, S.A. de C.V. est devenue Construcción, Mantenimiento, Ferrovías y Subsistemas, S.A. de C.V.

Durant l'exercice 2013 ont été constituées les sociétés CAF Taiwan, Ltd., Vectia Mobility, S.L., Regiotren, S.A. de C.V., Urban Transport Solutions B.V. et Arabia One for Clean Energy Investment PSC.

Durant l'exercice 2013 se sont produites deux opérations de réorganisation sociétaire dans le Groupe. D'une part, a eu lieu la fusion par absorption de Garraiotech, S.L. par Rail Line Components, S.L.U. (dénommée antérieurement Sempere Componentes, S.L.U.). D'autre part a eu lieu la scission de la participation qu'avait Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A. dans CAF Signalling, S.L.U., en faveur de Seinalia, S.L., pour ensuite les fusionner de manière inverse, la société résultante étant CAF Signalling, S.L.U.

De même, en 2013, le Groupe a consolidé par intégration globale son investissement dans Actren Mantenimiento Ferroviario, S.A., auparavant consolidé par intégration proportionnelle (Note 14.g).

Méthode de consolidation

On considère «sociétés dépendantes» celles sur lesquelles la Société mère a la capacité d'exercer le contrôle; capacité qui se manifeste quand la Société mère a la faculté de diriger les politiques financières et d'opération d'une société en participation afin de tirer des bénéfices de ses activités. Les comptes annuels des sociétés dépendantes sont consolidés avec ceux de la Société mère par application de la méthode d'intégration globale. Par conséquent, tous les soldes et effets des transactions effectuées entre les sociétés consolidées ont été éliminés dans le processus de consolidation.

Par ailleurs, les «sociétés associées» sont celles sur lesquelles la Société mère a la capacité d'exercer une influence significative, mais pas le contrôle ni le contrôle conjoint. Une «coentreprise» est un accord moyennant lequel les parties qui détiennent un contrôle conjoint sur la société ont des droits aux actifs nets de façon conjointe.

Sur les comptes annuels consolidés, les sociétés associées sont évaluées par la «méthode de la participation», c'est-à-dire, par la fraction de leur net patrimonial que représente la participation du Groupe dans leur capital, une fois pris en compte les dividendes touchés de ces sociétés et autres éliminations patrimoniales (dans le cas de transactions avec une associée, les pertes ou les gains correspondants sont éliminés dans le pourcentage de participation du Groupe dans son capital) moins toute dépréciation de valeur des participations individuelles.

Une opération conjointe est un accord conjoint selon lequel les parties qui détiennent un contrôle conjoint de l'accord ont droit aux actifs et obligations par rapport aux passifs relatifs à l'accord. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle décidé contractuellement, qui n'existe que si les décisions au sujet des activités importantes requièrent le consentement unanime des parties qui partagent le contrôle. Quand une société du Groupe mène ses activités dans le cadre d'opérations conjointes, le Groupe, en tant qu'opérateur conjoint, reconnaîtra par rapport à sa participation dans une opération conjointe :

– ses actifs et passifs, y compris sa part dans les actifs et passifs maintenus conjointement;

– sa participation dans les produits et charges dus à l'opération conjointe.

Conversion d'états financiers en monnaie étrangère

Les états financiers en monnaie étrangère ont été convertis en euros selon la méthode de «taux de change de clôture», qui consiste à convertir tous les biens, droits et obligations en euros en utilisant le taux de change en vigueur à la date de clôture et les postes du compte de résultats au taux de change moyen de l'exercice.

La différence entre le montant des fonds propres de la société étrangère convertis au taux de change historique (sauf le solde du compte de résultats, pour ce qui a été mentionné plus haut) et la situation patrimoniale nette qui découle de la conversion des biens, droits et obligations au taux de change de clôture à partir du 1er janvier 2004 sont enregistrés dans le Patrimoine Net du bilan consolidé au poste «Différences de conversion» après déduction de la part de cette différence qui correspond aux intérêts minoritaires, qui sont enregistrés au compte «Patrimoine Net - Intérêts minoritaires».

g) Correction d'erreurs

Dans l'élaboration des comptes annuels consolidés ci-joints aucune erreur significative n'a été détectée qui aurait supposé de ré-exprimer les montants inclus dans les comptes annuels consolidés de 2013.

3. PRINCIPES ET POLITIQUES COMPTABLES ET CRITÈRES D'ÉVALUATION APPLIQUÉS

Les principales normes d'évaluation utilisées par le Groupe CAF dans l'élaboration de ses comptes annuels consolidés au 31 décembre 2014 et 2013, ont été les suivantes :

a) Immobilisations incorporelles

Les applications informatiques et les projets de développement dont la réussite technique et commerciale n'offre aucun doute, sont évalués à leur coût d'acquisition (ou au coût cumulé de fabrication appliqué selon les normes d'évaluation des stocks - Note 3.e, selon les cas). Les applications informatiques sont amorties linéairement sur une période de cinq ans après leur acquisition (Note 7). Les projets de développement sont amortis linéairement sur cinq ans après leur acquisition ou achèvement, ou sont récupérés comme coût supérieur des contrats obtenus dans cette période relatifs au développement, auquel cas ils sont transférés aux stocks (Note 7).

b) Immobilisations corporelles

Les éléments du poste «Immobilisations corporelles» sont évalués à leur coût d'acquisition modifié, le cas échéant, par les diverses dispositions légales, dont la «Norme Forale» 11/1996, du 5 décembre (spécifique du pays basque) qui, selon les IFRS, les considère comme part du coût de ces actifs, et par l'alternative incluse dans la IFRS 1 selon laquelle on considère comme valeur de coût attribuée pour certains actifs concrets la juste valeur à la date de transition.

Les coûts d'agrandissement, de modernisation ou d'amélioration qui représentent une augmentation de la productivité, de la capacité ou du rendement, ou un allongement de la vie utile des biens, sont capitalisés comme coût augmenté des biens correspondants.

Les travaux que les sociétés consolidées réalisent pour leurs propres immobilisations sont enregistrés au coût cumulé de fabrication, appliqué conformément aux politiques comptables des stocks (Note 3.e).

L'amortissement des éléments des immobilisations corporelles s'effectue en suivant la méthode linéaire moyennant l'application des pourcentages résultants des années suivantes de vie utile estimée :

	Années de vie utile estimée
Constructions	25 - 50
Installations techniques et machines	6 - 10
Autres installations, outillage et mobilier	3 - 10
Autres immobilisations	10 - 20

En général, pour les immobilisations qui requièrent une période de temps supérieure à un an pour être en état d'usage, les coûts capitalisés incluent les charges financières générées avant la mise en état de fonctionner du bien et qui ont été tirées par le fournisseur ou correspondent à des prêts de financement extérieur, spécifique ou générique, directement attribuable à son acquisition ou à sa fabrication.

c) Dépréciation de la valeur des actifs

À la date de clôture, le Groupe CAF analyse la valeur de ses actifs non courants pour déterminer s'il y a un indice que ces actifs ont subi une perte pour dépréciation. Dans l'hypothèse où un tel indice existe, une estimation du montant récupérable de cet actif est faite pour déterminer le montant de l'assainissement dans le cas où finalement il est nécessaire. Le montant récupérable est celui qui est le plus élevé, entre la valeur de marché moins le coût de sa vente et la valeur en usage, celle-ci étant entendue comme la valeur actuelle des flux de caisse futurs estimés.

Dans le cas où le montant récupérable est inférieur à la valeur nette de l'actif sur les livres, la perte correspondante pour dépréciation est enregistrée pour la différence, en charge du poste «Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations» du compte de résultats consolidé ci-joint et au crédit du poste «Immobilisations corporelles» ou «Immobilisations incorporelles», dans chaque cas, du bilan de situation consolidé ci-joint.

Les pertes pour dépréciation reconnues sur un actif dans des exercices antérieurs sont reversées quand se produit un changement dans les estimations sur leur montant récupérable, en augmentant la valeur de l'actif jusqu'à hauteur de la valeur sur les livres qu'aurait eue l'actif si l'assainissement n'avait pas été effectué, sauf dans le cas de l'assainissement du fonds de commerce, qui n'est pas réversible.

d) Instruments financiers

Créances et autres comptes à recouvrer

Ils sont évalués au moment de leur reconnaissance dans le bilan consolidé à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif.

On enregistre les corrections correspondantes pour la différence qui existe entre le montant à récupérer des comptes à recouvrer et la valeur sur les livres à laquelle ils sont enregistrés conformément à ce qui est indiqué au paragraphe précédent. Aux 31 décembre 2013 il y avait des comptes à recouvrer à long terme sans intérêt explicite, essentiellement avec diverses Administrations Publiques (Note 9). Dans ce sens, à la clôture de l'exercice 2013, le Groupe maintenait une provision d'un montant de 799 milliers d'euros pour l'effet de l'actualisation financière des comptes à recouvrer à long terme sans intérêt explicite. Durant l'exercice 2014, le Groupe a recouvré une partie des comptes dont il estimait le délai à long terme, en prévoyant que le recouvrement des sommes en attente sera à court terme. C'est pourquoi le Groupe a reversé la provision à la rubrique «Produits financiers» du compte de résultats ci-joint (Note 9) (le Groupe a reversé 2.227 milliers d'euros dans l'exercice 2013).

Le Groupe dote une provision pour couvrir les dettes en situation irrégulière pour paiement en retard, suspension des paiements, insolvabilité ou autres causes, après une étude individualisée de leur comptabilité.

Par ailleurs, le Groupe annule les soldes de clients pour le montant des cessions de crédit dès que la Société a transféré substantiellement tous les risques et droits inhérents à la propriété de ces crédits (factoring sans recours). Au 31 décembre 2014, il n'y a pas de crédits cédés en vertu de contrats de factoring sans recours (31.292 milliers d'euros au 31 décembre 2013)

Investissements financiers

Le Groupe, conformément aux critères de classement fixés par l'IAS 39, maintient ses investissements financiers dans les catégories suivantes :

(1) Prêts et autres comptes à recouvrer à long terme. Ils sont évalués initialement à leur juste valeur et, ensuite, à leur coût amorti, en utilisant le taux d'intérêt effectif. On entend par coût amorti le coût initial moins les recouvrements du principal et toute réduction pour dépréciation ou impayé. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la valeur initiale à la totalité des flux.

(2) Investissements à maintenir jusqu'à l'échéance. Ils correspondent aux investissements à échéance fixe que le Groupe veut et à la capacité de maintenir jusqu'à leur échéance. Ces investissements sont également évalués initialement à leur juste valeur et, ensuite, à leur coût amorti.

(3) Actifs financiers négociables évalués à la valeur de marché à travers le compte de résultats consolidé. Ce sont des actifs qui présentent l'une des caractéristiques suivantes :

- Ils ont été classés comme une valeur négociable dès leur acquisition pour tirer un bénéfice à court terme moyennant des fluctuations de leur prix.
- Dérivés financiers à condition qu'ils n'aient pas été désignés dans une liste de couverture.
- Ils ont été inclus dans cette catégorie d'actifs dès leur reconnaissance initiale.

(4) Actifs financiers disponibles pour la vente. Ils sont évalués à leur juste valeur. Dans cette catégorie sont inclus les actifs financiers acquis qui ne se maintiennent pas dans une intention de négociation, non qualifiés comme investissement à terme ou à juste valeur avec des changements dans le résultat, et qui correspondent presque tous à des investissements financiers en capital. Ces investissements figurent également au bilan de situation consolidé à leurs valeurs de marché qui, dans le cas de sociétés non cotées, est obtenue à travers des méthodes alternatives, comme la comparaison avec des transactions similaires ou, si l'on dispose d'information suffisante, par l'actualisation des flux de caisse espérés. Les variations de cette valeur de marché sont enregistrées au débit ou au crédit du poste «Ajustements pour changement de valeur» du bilan de situation consolidé, jusqu'au moment où se produit la cession de ces investissements, quand le montant cumulé à ce poste, relatif à ces investissements, est imputé intégralement au compte de résultats consolidé.

Les investissements financiers en capital de sociétés non cotées, dont la valeur de marché ne peut être mesurée de manière fiable à travers des méthodes alternatives comme celles citées au paragraphe antérieur, sont évalués au coût d'acquisition.

Le Groupe CAF détermine le classement qui convient le mieux pour chaque actif au moment de l'acquisition.

L'évaluation des passifs et actifs financiers à leur juste valeur est décomposée par niveaux selon la hiérarchie suivante déterminée par l'IFRS 13 :

– Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments d'actifs et passifs identiques.

– Niveau 2 : Données autres que le prix coté incluses dans le Niveau 1 observables pour l'instrument d'actif ou de passif, tant directement (à savoir, les prix) qu'indirectement (à savoir, dérivés des prix).

– Niveau 3 : Données pour l'instrument d'actif ou de passif non basé sur des données observables de marché.

Le détail, au 31 décembre 2014 et 2013, des actifs et passifs du Groupe CAF, évalués à la juste valeur selon les niveaux de hiérarchie, est le suivant :

Exercice 2014

	Niveau 1	Niveau 2	Total
Actifs			
Dérivés (Note 17)	-	44.943	44.943
Actifs financiers maintenus pour négocier (Note 13)	52.018	-	52.018
Total Actif	**52.018**	**44.943**	**96.961**
Passifs			
Dérivés (Note 17)	-	46.256	46.256
Total Passif	**-**	**46.256**	**46.256**

Exercice 2013

	Niveau 1	Niveau 2	Total
Actifs			
Instruments de patrimoine (Note 9.b)	-	17.058	17.058
Dérivés (Note 17)	-	43.594	43.594
Actifs financiers maintenus pour négocier (Note 13)	52.359	-	52.359
Total Actif	**52.359**	**60.652**	**113.011**
Passifs			
Dérivés (Note 17)	-	26.910	26.910
Total Passif	**-**	**26.910**	**26.910**

Argent comptant et autres actifs liquides équivalents

À ce poste du bilan consolidé ci-joint, on enregistre l'argent en caisse et les dépôts à vue.

Dettes commerciales et autres comptes à payer

Les comptes à payer sont initialement évalués à leur valeur de marché et, ensuite, au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif.

Dettes avec des établissements de crédit et autres passifs financiers

Les dettes avec des établissements de crédit et autres passifs financiers sont enregistrées initialement pour l'argent reçu, net des coûts encourus dans la transaction, c'est-à-dire, équivalent à l'application postérieure de la méthode de coût amorti en employant pour cela le taux d'intérêt effectif. Les charges financières sont comptabilisées, selon le critère de production, au compte de résultats consolidé, en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, et sont ajoutées au montant sur les livres de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas liquidées dans la période où ils se produisent (Note 16).

Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise ces instruments dans des opérations de couverture tant des travaux sous contrat que dans certains investissements dans des sociétés en participation, pour couvrir les risques de variations dans les taux de changement auxquelles elles sont exposées et pour couvrir d'autre part le risque de variations dans les taux d'intérêt de prêts disposés (Notes 5 et 17).

La juste valeur des instruments financiers dérivés a été calculée en incluant le risque de crédit, propre dans le cas des dérivés de passif, et celui de la contrepartie dans celui des dérivés d'actif.

Le Groupe révise les critères nécessaires pour qu'un dérivé financier soit considéré de couverture, afin d'accomplir les exigences de (1) Couverture d'un des trois types de risque suivants («couverture de justes valeurs», «couverture de flux monétaires» ou «couverture d'investissements nets dans des affaires à l'étranger»); (2) Éliminer efficacement le risque inhérent à l'élément position couvert durant tout le délai prévu de couverture, et (3) Avoir documenté correctement que la concertation du dérivé financé a eu lieu spécifiquement pour servir de couverture de certains soldes ou transactions et le mode selon lequel on pensait obtenir et mesurer cette couverture, dès l'instant qu'il est cohérent avec la gestion des risques que mène le Groupe.

Le Groupe CAF a défini les objectifs et politiques de gestion de risques financiers, dans lesquels est établie, par écrit, tant la politique de concertation de dérivés que la stratégie de couverture.

Ces instruments financiers sont évalués initialement à leur valeur d'acquisition. Postérieurement, les variations dans la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ont été conçus et rendus effectifs comme couvertures sont enregistrés comme suit :

– Dans les couvertures de justes valeurs, les différences produites tant dans les éléments de couverture que dans les éléments couverts - en ce qui concerne le taux de risque couvert -, sont reconnus directement au poste «Résultat financier» du compte de résultats consolidé ci-joints. Le Groupe enregistre comme couverture de justes valeurs celles concertées pour des travaux quand sont remplies les conditions nécessaires pour ce type de couvertures (existence d'un engagement ferme).

– Dans les couvertures de flux monétaires, les différences d'évaluation surgies dans la part de couverture efficace des éléments de couverture sont enregistrées transitoirement au poste de patrimoine «Ajustements pour changements de valeur – Opérations de couverture». Ce critère est celui employé par le Groupe pour la couverture des travaux dans lesquels le risque couvert n'est pas un engagement ferme et signé mais une transaction future fortement probable et dans les couvertures de taux d'intérêt. Dans la mesure où la transaction hautement probable se traduit par un engagement ferme, les montants antérieurement reconnus dans le patrimoine sont reclassés dans les résultats.

– Dans les couvertures d'investissements nettes en affaires à l'étranger, les différences d'évaluation surgies dans la part de couverture efficace des éléments de couverture sont enregistrées transitoirement au poste du patrimoine «Différences de conversion». Cette couverture a été employée pour les fonds propres de CAF USA, Inc. et Provetren S.A. de C.V.

e) Évaluation des stocks

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements et de produits commerciaux sont évalués au prix moyen d'acquisition ou valeur nette réalisable, si cette dernière est inférieure.

Les produits en cours, finis et semi-finis, sont présentés nets des coûts déjà réglés, conformément à la procédure décrite à la Note 3.f, et sont évalués en fonction des critères suivants :

– Matériaux et charges imputés à chaque chantier, à leur prix moyen d'acquisition ou coût de production.

– Charges de transformation, en fonction de taux horaires standard d'absorption des coûts de main-d'œuvre et les charges directes et indirectes de fabrication qui ne diffèrent pas significativement des taux horaires réels.

– Coûts pour intérêts calculés en fonction des besoins de financement directement assignable à chacun des contrats.

f) Reconnaissance de produits et résultats

Pour les contrats de construction, le Groupe suit en général le critère d'enregistrer les produits et résultats correspondant à chaque contrat en fonction de leur degré d'avancement estimé, obtenu en fonction du pourcentage que représente le nombre d'heures imputées au contrat sur le total d'heures prévues au budget qui est cohérent avec d'autres méthodes de détermination de l'avancement en fonction des coûts engagés par rapport au budget. Les pertes qui pourraient se produire dans les projets dont les contrats sont signés, sont enregistrées à leur montant total, au moment où ces pertes sont connues ou peuvent être estimées.

Une fois que le résultat prévu dans chaque contrat a été déterminé, le Groupe applique les correcteurs suivants pour déterminer le résultat et les produits :

– Avec un degré d'avancement de 0 à 10%, aucun bénéfice ni produit ne sont enregistrés.

– À partir de 10% de degré d'avancement, on enregistre un pourcentage de bénéfices et produits équivalent au degré d'avancement.

En fonction des produits réalisés, du résultat prévu dans chaque contrat (obtenu comme indiqué aux paragraphes antérieurs) et du degré d'avancement, les stocks sont rayés pour le montant des coûts réglés en charge du compte de résultat consolidé correspondant et au crédit du poste «Stocks», enregistré en déduisant les «Stocks» de l'actif du bilan consolidé (Note 11).

Par ailleurs, les ventes de produits, essentiellement des appareils de roulement, les produits sont enregistrées au moment où les biens sont transmis et la propriété cédée.

g) Avances de clients et production exécutée

La différence entre les produits reconnus pour chaque chantier (Note 3.f) et le montant facturé pour celui-ci est enregistrée de la manière suivante :

– Si elle est positive, comme «Production exécutée en attente de facturation» (facturation différée) dans «Créances commerciales et autres comptes à recouvrer - Clients pour ventes et prestations de services» (Note 11).

– Si elle est négative, comme «Dettes commerciales et autres comptes à payer - Avances reçues pour commandes - Autres dettes» (facturation d'avance) (Note 11).

h) Transactions et autres engagements en monnaie étrangère

Les actifs et passifs en devise des sociétés étrangères consolidées ont été convertis en euros selon l'explication de la Note 2.f. Les autres actifs et passifs monétaires en devise ont été évalués au taux de change en vigueur à la clôture de chaque exercice, les différences de taux de change positives et négatives entre le taux de change comptabilisé et le taux de change de clôture étant imputées aux résultats. Les opérations réalisées en monnaie étrangère dans lesquelles le Groupe CAF a décidé de mitiger le risque de taux de change par la concertation de dérivés financiers sont enregistrées selon les principes écrits dans la Note 3.d.

i) Classement de dettes entre court («courant») et long terme («non courant»)

Dans les actifs et passifs courants sont classés des postes (facturation d'avance et facturation différée – Note 3.g et Provisions courantes) dont la réalisation peut avoir lieu dans un délai supérieur à douze mois. En considérant les postes dans leur ensemble, les estimations des Administrateurs indiquent que les actifs courants seront réalisés essentiellement dans le court terme et, quoi qu'il en soit, que les passifs courants à réaliser à plus de douze mois dépassent les actifs courants qui seraient réalisés à plus de 12 mois (Notes 11 et 20).

j) Subventions officielles

Pour comptabiliser les subventions reçues, les sociétés du Groupe suivent les critères suivants :

– Les subventions de capital sont enregistrées comme une moindre valeur de l'actif subventionné au moment de leur concession définitive, pour le montant accordé, et elles sont versées aux résultats selon le rythme d'amortissement des actifs subventionnés.

– Les subventions à l'exploitation sont versées aux résultats au moment de leur concession définitive, moyennant la réduction des coûts subventionnés.

k) Prestations post-emploi

Les obligations légales et contractuelles des sociétés consolidées envers une partie de leur personnel pour retraites et décès sont dotées moyennant le paiement d'une prime par un apport et une prestation définitifs aux fonds externes déposés ou en cours d'externalisation auprès de compagnies d'assurances indépendantes (Note 23). Le montant apporté en 2014 et 2013 pour diverses collectivités de son personnel s'est élevé à 4.360 milliers et 4.017 milliers d'euros, respectivement, en charge du poste «Charges de personnel» du compte de résultats consolidé ci-joint. Au 31 décembre 2014, le Groupe a 2.000 milliers d'euros provisionnés à court terme et en attente de paiement à ces titres (3.000 milliers d'euros au 31 décembre 2013). Par ailleurs, la Société mère, en vertu de la convention collective applicable, apporte en plus 2,3% du salaire de base annuel de tout le personnel de la Société mère à une entité de prévoyance sociale (Note 22).

Par ailleurs, les Administrateurs de la Société mère, d'après les conclusions de l'étude de leurs conseillers légaux, ont considéré dans l'exercice 2006 la consolidation d'un droit historique avec certains de leurs employés. Conformément au principe de production, au 31 décembre 2014 le Groupe a enregistré un actif d'un montant de 210 milliers d'euros (un actif de 34 milliers d'euros au 31 décembre 2013), à l'actif courant du bilan consolidé au 31 décembre 2014 et calculée par un expert indépendant. Ce montant est la différence entre la valeur actuelle des engagements de prestation définie générés et la juste valeur des actifs qui remplissent les conditions pour être considérés comme des «actifs rattachés». Les modifications futures de l'engagement assumé seront enregistrées contre le compte de résultats de l'exercice correspondant. Durant les exercices 2014 et 2013, le Groupe a effectué des paiements d'un montant de 528 milliers et 358 milliers d'euros, et il a doté 352 milliers et reversé 290 milliers d'euros, respectivement, en charge de la rubrique «Charges de personnel» du compte de résultats consolidé ci-joint (Notes 15, 18 et 22).

Dans les hypothèses de l'étude actuarielle réalisée par un tiers indépendant, ont été déduits les engagements futurs à un taux de marché et compte tenu d'augmentations salariales similaires à celles appliquées par le passé.

Enfin, certaines sociétés dépendantes maintiennent d'autres engagements avec leurs employés par obligation des législations des pays dans lesquels elles se trouvent, la provision enregistrée à ce titre aux rubriques «Provisions non courantes» et «Provisions courantes» au 31 décembre 2014 s'élevant respectivement à 1.815 milliers et 97 milliers d'euros (1.498 milliers et 168 milliers d'euros au 31 décembre 2013 - Note 20).

l) Retraites anticipées et indemnités d'arrêt

Au 31 décembre 2014, les postes «Passifs financiers non courants - Autres actifs financiers» et «Dettes commerciales et autres comptes à payer - Autres dettes» du bilan de situation consolidé ci-joint incluent des montants de 5.259 milliers et 4.185 milliers d'euros respectivement (9.904 milliers et 7.291 milliers d'euros dans l'exercice 2013), qui correspondent à la valeur actuelle estimée par les Administrateurs de la Société mère des paiements futurs à verser aux travailleurs qui, en décembre 2014 étaient adhérés au plan de préretraites approuvé dans l'exercice 2014 ou avaient signé des contrats de relève. La dotation à cette provision a été enregistrée au crédit du poste «Charges de personnel» du compte de résultats consolidé (Notes 18 et 22) pour un montant de 1.567 milliers d'euros (12.243 milliers d'euros dotés dans l'exercice 2013).

m) Impôt sur les Sociétés

La charge correspondant à l'impôt sur les sociétés et aux impôts de nature similaire applicables aux sociétés étrangères consolidées est reconnue sur le compte de résultats consolidé, sauf si elle est la conséquence d'une transaction dont les résultats sont enregistrés dans le patrimoine net, auquel cas l'impôt correspondant est enregistré aussi dans le patrimoine net.

La charge correspondant à l'impôt sur les bénéfices de l'exercice est calculée comme la somme de l'impôt courant résultant de l'application du taux d'imposition sur la base imposable de l'exercice, après avoir appliqué les déductions fiscalement admissibles, plus la variation des actifs et des passifs pour impôts anticipés et différés et les crédit fiscaux, tant pour les bases imposables négatives que pour les déductions.

Les actifs et passifs pour impôt différé incluent les différences temporaires identifiées comme les montants à payer ou récupérables pour les différences entre les montants sur les livres des actifs et des passifs sur les états financiers consolidés et leur valeur fiscale, ainsi que les bases imposables négatives en attente de compensation et les crédits pour déductions fiscales, non appliqués fiscalement. Ces montants sont enregistrés en appliquant à la différence temporaire ou au crédit qui correspond le taux d'imposition auquel on espère les récupérer ou les régler.

On reconnaît des passifs pour impôt différé pour toutes les différences temporaires imposables sauf, en général, si la différence temporaire provient de la reconnaissance initiale de fonds de commerce. De leur côté, les actifs pour impôt différé, identifiés avec les bases imposables négatives, déductions en attente de compensation et les différences temporaires, ne sont reconnus que dans le cas où il est estimé probable que les sociétés consolidées aient à l'avenir suffisamment de gains fiscaux contre lesquels pourvoir les rendre effectifs, la période considérée dans le Groupe consolidé CAF étant la période couverte par le portefeuille de commandes.

Selon les IFRS, les actifs et passifs pour impôt différé sont classés comme des actifs et passifs non courants.

n) Locations

Le Groupe CAF classe comme leasing les contrats de location dans lesquels le loueur transmet au locataire tous les risques et bénéfices de la propriété du bien. Les autres locations sont classées comme locations d'exploitation.

Dans les opérations de leasing dans lesquelles le Groupe agit en tant que loueur, un crédit pour la valeur actuelle des paiements minimums à toucher pour la location, plus la valeur résiduelle de l'actif, est reconnu dès le départ, escompté au taux d'intérêt implicite du contrat. La différence entre le crédit enregistré dans l'actif et la somme à recouvrer, correspondant aux intérêts non échus, est imputée au compte de résultats consolidé de l'exercice à mesure qu'ils arrivent à échéance, selon la méthode du taux d'intérêt effectif (Note 9.e).

Au 31 décembre 2014 et 2013, le Groupe a divers contrats de location d'exploitation pour lesquels il a enregistré durant les exercices 2014 et 2013 un montant de 7.342 milliers et 7.223 milliers d'euros, respectivement, en charge de la rubrique «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé ci-joint. La Société prévoit de continuer de louer ces biens (essentiellement des équipements pour le traitement de l'information et des immeubles), dont les coûts sont référencés à l'IPC.

Les engagements de paiement pour des exercices futurs en ce qui concerne des locations d'exploitation en vigueur au 31 décembre 2014 s'élèvent à 18.594 milliers d'euros dans les prochaines années, dont 6.309 milliers d'euros seront réalisés en 2015 (15.057 millier d'euros et 5.146 milliers d'euros à payer en 2014, au 31 décembre 2013).

Les charges générées dans les immeubles actifs loués sont imputées au poste «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé durant la vie du contrat, suivant le critère de production.

ñ) Provisions et contingences

Les Administrateurs de la Société mère dans la formulation des comptes annuels consolidés font la différence entre :

a) Provisions: soldes créditeurs qui couvrent des obligations actuelles dérivées d'événements passés, dont il est probable que l'annulation entraîne une sortie de ressources, mais qui sont indéterminés quant à leur montant et/ou au moment de l'annulation (Note 20).

b) Passifs contingents: obligations possibles surgies par suite d'événements passés, dont la matérialisation future est conditionnée au fait que se produisent un ou plusieurs événements futurs indépendants de la volonté du Groupe (Note 25).

Les comptes annuels consolidés reprennent toutes les provisions par rapport auxquelles il est estimé que le fait de devoir couvrir l'obligation est plus probable que le contraire. Les passifs contingents ne sont pas reconnus sur les comptes annuels consolidés, mais une information en est donnée dans les notes de l'annexe consolidée, dans la mesure où ils ne sont pas considérés fortuits.

La compensation à toucher d'un tiers au moment de la liquidation de l'obligation, s'il n'y a pas de doute au sujet de son remboursement, est enregistrée comme actif, sauf dans le cas où il existe un lien légal selon lequel a été extériorisée une partie du risque, et en vertu duquel le Groupe n'est pas tenu de répondre. Dans cette situation, la compensation sera prise en compte pour estimer le montant auquel figurera la provision correspondante, le cas échéant.

En vertu de la législation en vigueur, le Groupe est tenu au paiement d'indemnisations aux employés avec lesquels, sous certaines conditions, il cesse ses relations de travail. Par conséquent, les indemnisations pour licenciement susceptibles de quantification raisonnable sont enregistrées comme une charge dans l'exercice dans lequel est prise la décision du licenciement. Sur les comptes annuels consolidés ci-joints, aucune provision n'a été dotée à ce titre, puisqu'aucune situation de cette nature n'est prévue.

o) Aspects environnementaux

Le Groupe suit le critère d'enregistrer les investissements environnementaux à leur coût d'acquisition ou de production, net de leur amortissement cumulé, en les classant au poste correspondant des immobilisations en fonction de leur nature (Notes 8 et 21.c).

Les charges encourues par exigence de la législation environnementale applicable sont classées par nature au poste «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé ci-joint (Note 21.c).

p) Produits et charges

Les produits et charges sont imputés en fonction du critère de production, c'est-à-dire, quand se produit le courant réel des biens et services qu'ils représentent, indépendamment du moment où a lieu le flux monétaire ou financier qui en dérive.

Selon le principe de prudence, le Groupe ne comptabilise que les bénéfices obtenus à la date de clôture de l'exercice, tandis que les risques prévisibles et les pertes, même éventuelles, sont comptabilisés dès qu'ils sont connus.

Les intérêts obtenus d'actifs financiers sont reconnus, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et les dividendes, quand est déclaré le droit de l'actionnaire à les toucher. Quoi qu'il en soit, les intérêts et dividendes d'actifs financiers générés après l'acquisition sont reconnus comme des produits sur le compte de résultats consolidé.

La rubrique «Autres passifs non courants» du bilan consolidé ci-joint au 31 décembre 2014 correspond entièrement aux produits touchés d'avance destinés à faire face aux coûts estimés de grandes réparations à réaliser dans le cadre de contrats de maintenance. Durant l'exercice 2014 la dotation nette a été de 14.514 milliers d'euros en charge de la rubrique «Approvisionnements» du compte de résultats ci-joint.

q) État des flux monétaires

Dans l'état des flux monétaires consolidé, préparé selon la méthode indirecte, on utilise les expressions suivantes avec le sens indiqué :

– Flux monétaires: entrées et sorties d'argent liquide et de ses équivalents.

– Activités d'exploitation: activités typiques des sociétés qui forment le Groupe consolidé, et autres activités qui ne peuvent pas être classées comme d'investissement ou de financement.

– Activités d'investissement: celles d'acquisition, cession ou disposition par d'autres moyens. d'actifs à long terme et autres investissements non inclus dans l'argent et ses équivalents.

– Activités de financement: activités qui entraînent des changements dans la taille et la composition du patrimoine net et des passifs qui ne font pas partie des activités d'exploitation.

r) Bénéfices par action

Le bénéfice de base par action est calculé comme le quotient de la division du bénéfice net de la période attribuable à la Société mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant cette période.

Dans le cas des comptes annuels consolidés du Groupe CAF correspondant aux exercices annuels clos les 31 décembre 2014 et 2013, le bénéfice de base par action coïncide avec le dilué, puisque il n'y a pas eu d'actions potentielles en circulation durant ces exercices (Note 14.a).

s) Opérations en discontinuité

Une opération en discontinuité est une ligne d'activité suffisamment significative qu'il a été décidé d'abandonner et/ou de céder, dont les actifs, les passifs et les résultats peuvent être distingués physiquement, opérationnellement et aux effets d'information financière. Les produits et charges des opérations en discontinuité sont présentés séparément sur le compte de résultats consolidé.

t) Transactions avec des sociétés rattachées

Le Groupe réalise toutes ses opérations avec des rattachées aux valeurs de marché. En outre, les prix de transfert sont bien supportés, ce pourquoi les Administrateurs de la Société mère considèrent qu'il n'y a pas de risques significatifs à ce sujet dont pourraient découler des passifs futurs importants.

u) Concessions administratives

Les contrats de concessions entre une entité publique concédante et des sociétés du Groupe CAF pour prêter des services publics tels que services de maintenance préventive, corrective et de révision des différentes lignes ferroviaires par l'exploitation de l'infrastructure. Par ailleurs, les produits dérivés de la prestation du service peuvent être touchés directement auprès des utilisateurs ou parfois, à travers l'entité concédante elle-même, qui régule les prix pour prestation du service.

Le droit de concession suppose généralement le monopole de l'exploitation du service concédé pour un temps déterminé, au bout duquel l'infrastructure affectée à la concession nécessaire pour prêter le service est reversée à l'entité concédante, généralement sans contreprestation. C'est une caractéristique nécessaire que le contrat de concession prévoie la gestion ou l'exploitation de l'infrastructure correspondante. L'existence d'obligations d'acquisition ou de construction de tous les éléments nécessaires à la prestation du service objet de concession tout au long de la durée du contrat est également une caractéristique courante.

Ces contrats de concession sont enregistrés selon les dispositions de l'IFRIC 12 «Accords de Concession de Services». En général, on distingue deux phases bien différenciées, une première dans laquelle le concessionnaire prête des services de construction ou amélioration qui sont reconnus selon le degré d'avancement selon l'IAS 11 «Contrats de Construction», avec une contrepartie dans un actif incorporel ou financier, et une seconde phase, dans laquelle est prêtée une série de services de maintenance ou d'exploitation de ladite infrastructure qui sont reconnus selon l'IAS 18 «Produits ordinaires».

Un actif incorporel est reconnu quand le risque de demande est assumé par le concessionnaire, et un actif financier, quand le risque de demande est assumé par le concédant, le concessionnaire ayant un droit contractuel inconditionnel de toucher les recouvrements pour les services de construction ou amélioration. Les concessions consolidées par le Groupe (Note 9) sont considérées comme un actif financier.

4. DISTRIBUTION DU RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

La distribution du bénéfice de l'exercice 2014 de la Société mère proposée par ses Administrateurs est la suivante :

Distribution	Milliers d'euros
Aux réserves volontaires	9.045
Aux dividendes	17.997
Total	**27.042**

5. POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS ET AUTRES

Les activités que développe le Groupe CAF sont exposées à divers risques financiers: risque de marché (y compris risque de taux de change, risque d'intérêt de la juste valeur et risque des prix), risque de crédit, risque de liquidité, risque de taux d'intérêt des flux monétaires et risque d'écarts dans des projets.

La gestion menée dans ce sens au sein du Groupe CAF consiste à affronter l'incertitude des marchés financiers et tente de minimiser les effets potentiels adverses sur la rentabilité financière du Groupe.

Le Département Financier du Groupe identifie, évalue et couvre les risques financiers en établissant des politiques pour la gestion du risque global, ainsi que pour des branches concrètes comme le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de liquidité, l'emploi ou non de dérivés et investissement de l'excédent de liquidité.

a) Risque de marché

Les diverses sociétés du Groupe CAF opèrent à l'échelle internationale et, par conséquent, sont exposées à des risques de taux de change pour des opérations avec des devises (actuellement le dollar américain, le real brésilien, la livre sterling, le dollar taïwanais, la couronne suédoise, le dollar australien, le dollar néozélandais, le riyal saoudien et le peso mexicain, entre autres).

Pour contrôler le risque de taux de change qui surgit dans des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs reconnus, les sociétés du Groupe utilisent des contrats d'assurance à terme. Le risque de taux de change survient quand les transactions commerciales futures, les actifs et les passifs reconnus sont exprimés dans une monnaie qui n'est pas l'euro, monnaie fonctionnelle du Groupe.

C'est une pratique habituelle du Groupe de couvrir, si le coût est raisonnable, le risque de marché dans ses contrats articulés dans des devises différentes de la monnaie fonctionnelle du Groupe, à savoir, l'euro. L'objectif de ces couvertures est de tenter d'éluder l'impact des variations sur les devises dans les différents contrats signés, de sorte que les résultats du Groupe soient le fidèle reflet de son activité industrielle et de service. L'impact ou la sensibilité sur le compte de résultats de l'exercice 2014 face à une dévaluation de 10% du real brésilien par rapport à l'euro au taux de change à la clôture au 31 décembre 2014 serait une perte de 7.148 milliers d'euros (2.153 milliers d'euros au 31 décembre 2013). La sensibilité du compte de résultats aux autres devises n'est pas significative.

Aux 31 décembre 2014 et 2013, le Groupe est exposé au risque de taux de change sur l'investissement net des filiales dont la monnaie fonctionnelle est autre que l'euro, sauf dans le cas du dollar des États-Unis, dont l'exposition est couverte.

La contrevaleur en milliers d'euros des actifs et passifs des sociétés dépendantes dont la monnaie fonctionnelle est autre que l'euro, aux 31 décembre 2014 et 2013, répond au détail suivant :

	Contrevaleur en milliers d'euros					
	31.12.14			31.12.13		
Devise	**Actifs**	**Passifs**	**Exposition nette**	**Actifs**	**Passifs**	**Exposition nette**
Peso chilien	15.532	14.023	1.509	11.392	10.704	688
Peso mexicain	31.279	17.306	13.973	33.340	24.120	9.220
Peso argentin	4.781	2.841	1.940	3.816	2.085	1.731
Real brésilien	746.292	553.286	193.006	639.129	459.726	179.403
Dollar des États-Unis (Note 3.d) (*)	506.947	389.829	(711)	466.940	395.626	154
Livre britannique	7.567	6.391	1.176	6.417	5.702	715
Dinar algérien	4.050	2.841	1.209	4.458	3.619	839
Lire turque	13.248	11.423	1.825	13.359	11.941	1.418
Bolivar	272	265	7	1.150	635	515
Roupie indienne	9.827	174	9.653	8.942	658	8.284
Dollar australien	1.841	1.472	369	670	453	217
Peso colombien	1.427	974	453	2.436	1.824	612
Riyal saoudien	8.792	8.041	751	7.739	7.549	190
Dollar néozélandais	3.312	3.118	194	1.678	1.588	90
Leu roumain	456	392	64	1.120	1.115	5
Nouveau dollar taïwanais	22.917	21.886	1.031	18.075	18.005	70
Florin hongrois	345	338	7	-	-	-
Total	**1.378.885**	**1.034.600**	**226.456**	**1.220.661**	**945.350**	**204.151**

(*) Au 31 décembre 2014 il existait des couvertures de l'investissement net à l'étranger (Note 17) d'un montant de 117.829 milliers d'euros, en appliquant le taux de change de clôture de l'exercice (71.160 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Dans le cas d'une augmentation ou d'une réduction totale de toutes les devises de 10%, l'effet sur le Patrimoine Net du groupe serait de 22.646 milliers d'euros au 31 décembre 2014 (20.400 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Le détail des principaux soldes de sociétés dépendantes en monnaie étrangère, selon la nature des postes qui les intègrent, est le suivant :

	Contrevaleur en milliers d'euros			
	31.12.14		31.12.13	
Nature des soldes	**Actifs**	**Passifs**	**Actifs**	**Passifs**
Immobilisations incorporelles	221	-	226	-
Immobilisations corporelles	66.890	-	66.560	-
Immobilisations financières et impôts différés actifs	674.787	-	649.070	-
Stocks	124.230	-	79.277	-
Créances commerciales et autres comptes à recouvrer	405.736	-	324.884	-
Autres actifs financiers courants	25.122	-	45.861	-
Trésorerie et autres actifs liquides équivalents	81.899	-	54.783	-
Passif non courante	-	541.787	-	566.764
Passif courant	-	492.813	-	378.586
Total	**1.378.885**	**1.034.600**	**1.220.661**	**945.350**

Pour les matières premières les plus importantes, le Groupe passera la commande et fixera le prix à la date d'entrée en vigueur de chaque nouveau projet. Le risque qu'une évolution à la hausse dans les prix des matières premières répercute négativement sur les marges contractuelles est ainsi couvert.

b) Risque de crédit

La majorité des comptes à recouvrer et des travaux en cours que l'on possède, correspondent à plusieurs clients dans divers pays. Dans la plupart des cas, les contrats incluent des paiements à mesure qu'on avance dans le développement du projet.

C'est une pratique habituelle que le Groupe assure certains risques de résolution ou de non-paiement des contrats d'exportation, moyennant la prise de polices d'assurance à l'exportation conformément aux normes du Consensus OCDE pour ce type d'instrument. La décision de réaliser ou non la couverture est prise en fonction du type de client et du pays dans lequel on opère.

Aux 31 décembre 2014 et 2013 le Groupe a une partie de ses comptes à recouvrer, avec des clients dans son activité dans certains pays étranger, garantie par des assurances de crédit (Note 12).

c) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien d'argent suffisant et de valeurs négociables ainsi que des disponibilités de financement pour faire amplement et efficacement face à tous ses engagements financiers (Notes 13 et 16).

Le risque de liquidité est géré dans le Groupe CAF au moyen des mécanismes suivants:

– La recherche et la sélection d'opportunités d'affaires au plus haut niveau possible d'autofinancement, dans les conditions existantes sur les marchés, pour chacun des contrats. Dans les projets de fabrication de véhicules, dont la période d'exécution moyenne est d'environ trois ans, les dates de facturation et l'exécution des travaux peuvent ne pas être alignés dans le temps, ce qui représente une consommation de ressources financières.

– L'implantation et la maintenance d'une gestion active de circulant moyennant le suivi continu de l'accomplissement des dates de facturation dans chacun des projets objet de contrat.

– La maintenance d'une position confortable de liquidité à court terme.

– Le maintien de la capacité d'excédent de financement dont il n'a pas été disposé.

d) Risque de taux d'intérêt des flux monétaires et de la juste valeur

Le risque de taux d'intérêt du Groupe surgit de l'usage des ressources extérieures. La politique du Groupe pour des opérations de financement de circulant consiste à faire appel à l'endettement avec des tiers à travers des ressources extérieures à court terme et référencées à des taux variables de marché, normalement Euribor, qui permet de mitiger substantiellement ce risque de taux d'intérêt. Pour les opérations de financement à long terme, l'objectif est le maintien d'une structure de taux d'intérêt fixe, pour autant que les marchés le permettent.

Dans ce sens, une grande part de l'endettement financier au 31 décembre 2014 est rattachée aux concessions obtenues au Brésil et au Mexique (Notes 9 et 16) et, également, à la dette de la Société mère du groupe pour le financement de son activité et celle d'autres sociétés du Groupe.

La dette relative à la société de location de trains au Brésil est une dette structurée sous la modalité de Project Finance, sans recours au reste des sociétés du Groupe et référencée au TJLP (taux à long terme divulgué par la Banque Centrale du Brésil), tandis que pour la dette relative à la société de location de trains au Mexique, le Groupe a contracté un swap de taux d'intérêt pour convertir la référence variable de taux d'intérêt du prêt en une référence fixe, pour 80% du montant disposé du prêt et en affectant en même temps 80% de sa durée de vie utile.

Quant à la dette de la Société mère au 31 décembre 2014, un montant de 145 millions d'euros référencés à des taux d'intérêt de marché a été disposé et 200 millions d'euros à taux fixe (dont 20 millions d'euros fixes moyennant des dérivés de taux d'intérêt) (Notes 16 et 17). À la clôture de l'exercice antérieur, toute la dette vive avec des entités de crédit était sujette à la variation de taux d'intérêt.

Vu le solde aux 31 décembre 2014 et 2013, si la moyenne des taux d'intérêt référencés des ressources extérieures avait été 100 points de base supérieure ou inférieure en maintenant le reste des variables constantes, et vu les politiques de couverture décrites, la charge financière dérivée des dettes financières aurait augmenté respectivement d'environ 5.024 milliers et 5.598 milliers d'euros.

e) Risque dérivé des écarts sur les devis des projets

Les écarts par rapport aux devis des projets qui ont servi de base pour préparer les offres respectives sont analysés et contrôlés moyennant l'utilisation d'un système d'information détaillée de chacun des postes du coût, qui compare en permanence le devis de ces postes avec la réalité de la situation des coûts de chaque projet. Ainsi, pendant toute la durée des projets, un suivi continu de ces données est exercé selon un processus interne complexe créé à cet effet, dans lequel intervient chacun des départements impliqués dans chaque projet.

f) Risques légaux et contractuels, dérivés essentiellement de la production de dommages à des tiers pour défauts ou retards dans la prestation de services

Les cahiers des offres et les contrats de fabrication de véhicules ferroviaires incluent de nombreuses exigences sur des aspects techniques et des niveaux de qualité (avec l'introduction de nouveaux produits à haut niveau technologique), exigences relatives à l'accomplissement de délais de livraison, besoins d'homologation, exigences de localisation de la fabrication et autres risques opérationnels, qui sont associés généralement à des niveaux de pénalités et à des clauses résolutoires ou suspensives. Dans ce sens peuvent surgir des divergences au sujet de ces exigences entre le Groupe CAF et ses clients, qui peuvent entraîner des réclamations pour retards, exécution incorrecte des travaux ou dans la réalisation de travaux additionnels.

Pour aborder les difficultés de gestion des projets, le Groupe CAF maintient opérationnel un système de gestion des risques, implicite dans le système de qualité du Groupe, qui commence par l'élaboration de l'offre et qui permet d'identifier et de gérer les différents risques auxquels est exposé le Groupe CAF dans le cours normal de ses activités.

Toutes les usines de CAF disposent des technologies les plus modernes disponibles et emploient les techniques les plus avancées pour optimiser la production en suivant les standards de la Norme ISO 9001.

En outre, CAF suit une politique exigeante de contraction d'assurances, qui lui permet de bien se protéger contre les conséquences économiques qu'aurait pour le Groupe la matérialisation de certains de ces risques.

6. SEGMENTATION

a) Critères de segmentation

Les critères appliqués au moment de présenter l'information segmentée du Groupe CAF incluse dans les comptes annuels consolidés ci-joints, sont les suivants :

– La segmentation primaire a été réalisée selon les unités d'activité, en séparant les activités opérationnelles de «Ferroviaire» et «Appareils de roulement et composants».

– Une information selon des critères géographiques du Groupe est également incorporée.

b) Bases et méthodologie de l'information par segments

Les produits et charges ordinaires du segment correspondent à ceux directement attribuables au segment et ils n'incluent donc pas les intérêts, les dividendes, les gains ni les pertes issus de la vente d'investissements ou d'opérations de rachat ou extinction de dette. Les actifs et passifs des segments sont ceux directement liés à leur exploitation ou à la participation dans des sociétés menant cette activité.

Ayant tenu compte des bases pour la segmentation principale, selon les Normes Internationales (IFRS 8 «Segments opérationnels»), le Groupe CAF a considéré les deux unités d'activité dans lesquelles il a opéré comme segment principal, puisqu'il considère que leur structure organisationnelle et leur gérance, ainsi que leur système d'information interne pour l'organe d'administration et exécutif, sont tels que les risques et rendements sont influencés de manière prédominante par le fait que leurs opérations sont réalisées dans l'une ou l'autre branche d'activité, étant entendu comme telle l'ensemble de produits et services rattachés. En définitive, on identifie par la segmentation les composants identifiables du Groupe CAF caractérisés par le fait qu'ils sont soumis à des risques et rendements de nature différente de ceux qui correspondent à d'autres composants opérationnels qui mènent leur activité dans des environnements différents.

Ainsi, conformément à son expérience historique, le Groupe a déterminé l'existence des segments suivants qui remplissent, à son avis, les conditions d'homogénéité interne quant à la similitude des conditions économiques ou politiques ou aux risques dérivés des régulations applicables, taux de change ou proximité des activités, et qui se différencient des autres pour des raisons identiques :

– Ferroviaire

– Appareils de roulement et composants

Nous présentons ci-après l'information par segments d'activité:

	2014 (Milliers d'euros)				
Segmentation par unités d'activité	**Ferroviaire**	**Roulement et composants**	**Général**	**Intersegments**	**Total**
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES:					
Ventes externes	1.364.873	82.268	-	-	1.447.141
Ventes inter-segments	-	38.423	-	(38.423)	-
Total ventes	**1.364.873**	**120.691**	**-**	**(38.423)**	**1.447.141**
RÉSULTATS:					
Résultat d'exploitation	99.579	4.846	10.560	-	114.985
Résultat financier (*)	(27.909)	78	(6.898)	-	(34.729)
Participations aux gains nets de sociétés associées	200	-	-	-	200
Résultat avant impôts	**71.870**	**4.924**	**3.662**	**-**	**80.456**
Impôt sur les bénéfices (*)	-	-	(18.327)	-	(18.327)
Résultat net de l'exercice issu d'opérations continues	**71.870**	**4.924**	**(14.665)**	**-**	**62.129**
Résultat attribué aux intérêts minoritaires	(2.450)	-	-	-	(2.450)
Résultat attribué à la société mère	**69.420**	**4.924**	**(14.665)**	**-**	**59.679**
Amortissements de l'exercice (Notes 7 et 8)	30.964	10.966	468	-	42.398
ACTIFS	**2.237.084**	**92.584**	**633.567**	**-**	**2.963.235**
PASSIFS	**1.451.747**	**27.676**	**734.899**	**-**	**2.214.322**
Additions d'immobilisations incorporelles et matérielles (Notes 7 et 8)	21.225	3.175	-	-	24.400
AUTRES POSTES N'AFFECTANT PAS LES FLUX DE CAISSE:					
Détérioration d'actifs - Produit (Charge) (Notes 7, 8 et 9)	(46)	-	11.004	-	10.958

Segmentation par unités d'activité	Ferroviaire	Roulement et composants	Général	Intersegments	Total
		2013 (Milliers d'euros)			
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES:					
Ventes externes	1.457.357	77.883	-		1.535.240
Ventes inter-segments	-	35.062	-	(35.062)	-
Total ventes	**1.457.357**	**112.945**	**-**	**(35.062)**	**1.535.240**
RÉSULTATS:					
Résultat d'exploitation	165.807	(2.456)	(12.040)	-	151.311
Résultat financier (*)	(27.129)	-	(9.491)		(36.620)
Participations aux gains nets de sociétés associées	(392)	-	-		(392)
Résultat avant impôts	**138.286**	**(2.456)**	**(21.531)**	**-**	**114.299**
Impôt sur les bénéfices (*)	-	-	(23.262)	-	(23.262)
Résultat net de l'exercice issu d'opérations continues	**138.286**	**(2.456)**	**(44.793)**	**-**	**91.037**
Résultat attribué aux intérêts minoritaires	(856)	-	-	-	(856)
Résultat attribué à la société mère	**137.430**	**(2.456)**	**(44.793)**	**-**	**90.181**
Amortissements de l'exercice (Notes 7 et 8)	30.986	11.098	468	-	42.552
ACTIFS	**2.164.922**	**103.846**	**539.081**	**-**	**2.807.849**
PASSIFS	**1.503.003**	**19.892**	**555.593**	**-**	**2.078.488**
Additions d'immobilisations incorporelles et matérielles (Notes 7 et 8)	43.116	7.793	-	-	50.909
AUTRES POSTES N'AFFECTANT PAS LES FLUX DE CAISSE:					
Détérioration d'actifs - Produit (Charge) (Notes 7, 8 et 9)	(17.392)	(58)	(11.615)	-	(29.065)

(*) Le coût financier de la dette spécifique et la dépréciation d'actifs sont inclus dans le segment. Le résultat financier restant et la charge de l'impôt de sociétés sont inclus dans la colonne «Général» car diverses entités légales coïncident et il n'y a pas de critères raisonnables pour les assigner par segment.

Les actifs et passifs d'usage général ainsi que les résultats qu'ils génèrent, parmi lesquels on remarque les postes de trésorerie et autres actifs financiers courants, n'ont pas fait l'objet d'assignation au reste des segments. De même, les postes de conciliation qui surgissent de la comparaison du résultat de l'intégration des états financiers des différents segments d'activité (dressés selon des critères de gestion), avec les états financiers consolidés du groupe CAF n'ont pas fait non plus l'objet d'une assignation.

Dans le montant des ventes externes du segment ferroviaire de l'exercice 2014 sont incluses des ventes de biens d'un montant de 997.512 milliers d'euros (1.110.145 milliers d'euros dans l'exercice 2013).

L'information selon des critères géographiques est la suivante :

a) La distribution des ventes par zones géographiques au 31 décembre 2014 et 2013 est la suivante (en milliers d'euros) :

Zone géographique	**2014**	**%**	**2013**	**%**
Espagne	228.430	15,78	269.596	17,56
Reste du monde	1.218.711	84,22	1.265.644	82,44
Total	**1.447.141**	**100,00**	**1.535.240**	**100,00**

b) La distribution des investissements nets en immobilisations corporelles par segments géographiques au 31 décembre 2014 et 2013 est la suivante (en milliers d'euros) :

Zone géographique	**2014**	**2013**
Espagne	203.125	218.230
Reste du monde	68.714	68.363
Total	**271.839**	**286.593**

7. AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Le mouvement enregistré durant les exercices clos le 31 décembre 2014 et 2013 sur les différents comptes du poste d'autres actifs incorporels et leurs amortissements cumulés correspondants a été le suivant:

	Milliers d'euros			
	Charges de développement	**Applications informatiques et autres**	**Fonds de commerce**	**Total**
Solde coût 31.12.12				
Net	**74.047**	**14.540**	**15**	**88.602**
Coût				
Différences de conversion	1	(75)	-	(74)
Entrées ou dotations	20.013	1.258	-	21.271
Transferts	(242)	293	-	51
Transferts aux stocks	(657)	-	-	(657)
Sorties, éliminations ou réductions	-	(21)	-	(21)
Solde coût 31.12.13	**93.162**	**15.995**	**15**	**109.172**
Différences de conversion	-	1	-	1
Entrées ou dotations	12.932	1.383	-	14.315
Transferts	-	-	-	-
Transferts aux stocks	(1.201)	-	-	(1.201)
Sorties, éliminations ou réductions	(694)	-	-	(694)
Solde coût 31.12.14	**104.199**	**17.379**	**15**	**121.593**
Amortissement cumulé				
Différences de conversion	-	33	-	33
Entrées ou dotations	(9.886)	(1.094)	-	(10.980)
Transferts	243	(117)	-	126
Sorties, éliminations ou réductions	-	7	-	7
Solde amortissement cumulé 31.12.13	**(44.222)**	**(12.862)**	**-**	**(57.084)**
Différences de conversion	-	1	-	1
Entrées ou dotations	(9.487)	(1.126)	-	(10.613)
Transferts	-	-	-	-
Sorties, éliminations ou réductions	412	-	-	412
Solde amortissement cumulé 31.12.14	**(53.297)**	**(13.987)**	**-**	**(67.284)**
Dépréciation de la valeur				
Dépréciation au 31.12.12	**(281)**	**-**	**-**	**(281)**
Dotation de l'exercice 2013	(16.620)	-	-	(16.620)
Dépréciation au 31.12.13	**(16.901)**	**-**	**-**	**(16.901)**
Eliminations de l'exercice 2014	280	-	-	280
Dépréciation au 31.12.14	**(16.621)**	**-**	**-**	**(16.621)**
Net 31.12.13	**32.039**	**3.133**	**15**	**35.187**
Net 31.12.14	**34.281**	**3.392**	**15**	**37.688**

Les additions des exercices 2014 et 2013 enregistrées comme développement correspondent aux coûts engagés dans des projets de nouveaux produits et des projets parmi lesquels se distinguent le train à grande vitesse, un tramway adapté au marché américain et le développement, avec un associé, d'un autobus électrique.

Durant l'exercice 2013, un montant de 16.620 milliers d'euros a été déprécié en charge de la rubrique «Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations» au titre de divers projets en phase de développement, les Administrateurs considérant qu'il y avait des doutes raisonnables au sujet de leur rentabilité économico-commerciale future. Durant l'exercice 2014 le Groupe n'a enregistré aucun montant à titre de dépréciation de valeur de l'actif corporel.

Selon ce qui est décrit à la Note 3.a durant l'exercice 2014 le Groupe a transféré 1.201 milliers d'euros environ des Charges de Développement activées pour des projets à divers contrats obtenus qui incorporaient la technologie développée (657 milliers d'euros en 2013).

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le mouvement enregistré durant les exercices clos le 31 décembre 2014 et 2013 sur les différents comptes du poste des immobilisations corporelles et leurs amortissements cumulés a été le suivant:

	Milliers d'euros					
	Terrains et constructions	**Installations techniques et machines**	**Autres installations, outillage et mobilier**	**Autres immobilisations**	**Avances et en cours**	**Total**
Solde au 31.12.12	**250.457**	**276.427**	**21.042**	**36.514**	**4.485**	**588.925**
Coût						
Entrées	10.198	11.837	1.019	2.099	4.485	29.638
Transferts	5.806	3.001	(538)	29	(8.425)	(127)
Sorties, éliminations ou réductions	(275)	(7.417)	(199)	(3.578)	-	(11.469)
Différences de conversion	(6.469)	(4.575)	(320)	(157)	(215)	(11.736)
Solde au 31.12.13	**259.717**	**279.273**	**21.004**	**34.907**	**330**	**595.231**
Entrées	3.005	3.568	723	672	2.117	10.085
Transferts de stocks	-	-	-	3.550	-	3.550
Transferts	1.591	567	22	110	(2.282)	8
Sorties, éliminations ou réductions	(1.134)	(1.263)	(168)	(948)	-	(3.513)
Différences de conversion	2.645	1.885	26	62	1	4.619
Solde au 31.12.14	**265.824**	**284.030**	**21.607**	**38.353**	**166**	**609.980**
Amortissement cumulé						
Entrées ou dotations	(5.950)	(22.536)	(1.556)	(2.583)	-	(32.625)
Transferts	119	(200)	409	13	-	341
Sorties, éliminations ou réductions	56	7.395	108	3.587	-	11.146
Différences de conversion	868	1.523	103	121	-	2.615
Solde amortissement cumulé 31.12.13	**(84.462)**	**(185.955)**	**(12.466)**	**(18.752)**	**-**	**(301.635)**
Entrées ou dotations	(6.317)	(21.428)	(1.384)	(2.606)	-	(31.735)
Transferts	(6)	1	2	(6)	-	(9)
Sorties, éliminations ou réductions	929	1.155	106	948	-	3.138
Différences de conversion	(296)	(549)	(15)	(37)	-	(897)
Solde amortissement cumulé 31.12.14	**(90.152)**	**(206.776)**	**(13.757)**	**(20.453)**	**-**	**(331.138)**
Dépréciation de la valeur						
Solde dépréciation de valeur 31.12.12	**(5.711)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**(5.711)**
Dotation de l'exercice 2013	585	(1.329)	-	(13)	-	(757)
Reclassement	(535)	-	-	-	-	(535)
Solde dépréciation de valeur 31.12.13	**(5.661)**	**(1.329)**	**-**	**(13)**	**-**	**(7.003)**
Solde dépréciation de valeur 31.12.14	**(5.661)**	**(1.329)**	**-**	**(13)**	**-**	**(7.003)**
Net 31.12.13	**169.594**	**91.989**	**8.538**	**16.142**	**330**	**286.593**
Net 31.12.14	**170.011**	**75.925**	**7.850**	**17.887**	**166**	**271.839**

Durant l'exercice 2014, le Groupe a réalisé des investissements dans ses usines dans le but d'améliorer sa capacité productive. Ces investissements ont été destinés essentiellement à la modernisation de la structure productive du Groupe et à l'usine de CAF USA, où ont été agrandies les zones de structures, de finition et d'essais. Par ailleurs, des investissements ont été destinés à des tâches d'urbanisation de terrains, à l'adaptation de bâtiments et à des parkings.

Dans des exercices antérieurs, le Groupe a procédé au transfert aux immobilisations corporelles de la valeur récupérable estimée pour les locomotives fabriquées pour un client avec lequel le contrat a été finalement annulé (Note 20). Les Administrateurs de la Société mère estiment qu'il n'y a pas de dépréciation après l'analyse de leur récupération. Au 31 décembre 2014 la valeur nette comptable de ces locomotives s'élève à 10.299 milliers d'euros (10.871 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Aux 31 décembre 2014 et 2013, le Groupe avait des engagements fermes d'achat d'investissement pour un montant de 726 milliers et 3.150 milliers d'euros, environ, principalement en Espagne.

Les sociétés consolidées suivent le critère de prendre des polices d'assurance pour bien couvrir leurs éléments d'immobilisations. Aux 31 décembre 2014 et 2013 les polices d'assurance contractées couvraient la valeur nette comptable des immobilisations à cette date.

Le coût brut des actifs totalement amortis et en usage, aux 31 décembre 2014 et 2013, s'élevait à 185.734 milliers et 168.844 milliers d'euros, environ.

Les pertes qui se sont produites dans la cession des éléments d'immobilisations corporelles dans l'exercice 2014 se sont élevées à 46 milliers d'euros environ, et ont été enregistrées à la rubrique de «Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations» du compte de résultats consolidé ci-joint (les pertes de l'exercice 2013 ont atteint 73 milliers d'euros).

Comme conséquence de l'analyse de la valeur en usage de divers éléments d'immobilisations effectuée par le Groupe (appuyées sur des études de prix de vente sur des terrains, construction et certaines machines, réalisées par des experts indépendants), durant l'exercice 2013 un montant net de 757 milliers d'euros a été doté en charge de la rubrique «Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations» du compte de résultats consolidé, aucun montant n'ayant été doté en 2014.

Le Groupe déduit de la valeur comptable de l'actif le montant des subventions de capital reçues pour son acquisition. Le montant net en attente d'amortissement des subventions reçues s'élève à 3.002 milliers d'euros au 31 décembre 2014 (4.165 milliers d'euros au 31 décembre 2013). Le montant porté aux résultats dans l'exercice 2014 s'élève à 1.169 milliers d'euros (1.379 milliers d'euros en 2013) et est enregistré au poste de «Amortissement des immobilisations» du compte de résultats consolidé ci-joint.

Les Administrateurs estiment qu'il n'y a pas d'indices de dépréciation dans les actifs du Groupe ni au 31 décembre 2014, autres que ceux déjà décrit dans cette même note.

9. INVESTISSEMENTS COMPTABILISÉS PAR LA MÉTHODE DE LA PARTICIPATION ET ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Le mouvement enregistré durant les exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013 sur les différents comptes des rubriques «Investissements comptabilisés selon la méthode de la participation» et «Actifs financiers non courants», a été le suivant:

Milliers d'euros

	Investissements dans des associées (Note 9.a)	Instruments de patrimoine		Autres actifs financiers	Instruments financiers dérivés (Note 17)	Prêts et comptes à recouvrer		Total
	Coût	Coût	Provision (Note 9.b)	Coût	Valeur de marché	Coût	Provision	
Solde au 31.12.12	**13.167**	**23.118**	**(1.203)**	**23.795**	**4.497**	**733.479**	**(22.858)**	**773.995**
Variations dans le périmètre (Note 2.f)	633	-	-	-	-	-	-	633
Différences de conversion	(3)	-	-	(3.365)	(176)	(81.734)	4.744	(80.534)
Entrées ou dotations	(392)	687	(22)	1.492	5.074	187.328	(9.389)	184.778
Sorties, éliminations ou réductions	-	-	-	(1.619)	-	(751)	-	(2.370)
Transferts et annulations	-	200	-	(2.170)	(202)	(207.479)	(51)	(209.702)
Actifs financiers disponibles pour la vente	-	3.838	-	-	-	-	-	3.838
Opérations de couverture (Note 17)	1.497	-	-	-	-	-	-	1.497
Solde au 31.12.13	**14.902**	**27.843**	**(1.225)**	**18.133**	**9.193**	**630.843**	**(27.554)**	**672.135**
Différences de conversion	(28)	-	-	130	202	33.948	(615)	33.637
Entrées ou dotations	200	380	(180)	960	8.198	125.126	11.803	146.487
Sorties, éliminations ou réductions	-	(17.058)	-	(535)	-	(2.307)	-	(19.901)
Transferts (Note 3.d et 3.u)	147	(61)	-	(1.024)	-	(146.651)	-	(147.588)
Opérations de couverture (Note 17)	(2.964)	-	-	-	-	-	-	(2.964)
Solde au 31.12.14	**12.257**	**11.104**	**(1.405)**	**17.664**	**17.593**	**640.959**	**(16.366)**	**681.806**

Le détail des actifs financiers non courants du Groupe au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013 est donné ci-après, par nature et catégorie aux effets d'évaluation :

	Milliers d'euros				
	31.12.14				
Actifs financiers: nature/catégorie	**Actifs financiers disponibles pour la vente**	**Prêts et postes à recouvrer**	**Investissements maintenus jusqu'à échéance**	**Dérivés de couverture**	**Total**
Instruments de patrimoine	9.699	-	-	-	9.699
Dérivés de couverture (Note 17)	-	-	-	17.593	17.593
Autres actifs financiers	-	624.593	17.664	-	642.257
Long terme/non courants	**9.699**	**624.593**	**17.664**	**17.593**	**669.549**

	Milliers d'euros				
	31.12.13				
Actifs financiers: nature/catégorie	**Actifs financiers disponibles pour la vente**	**Prêts et postes à recouvrer**	**Investissements maintenus jusqu'à échéance**	**Dérivés de couverture**	**Total**
Instruments de patrimoine	26.618	-	-	-	26.618
Dérivés de couverture (Note 17)	-	-	-	9.193	9.193
Autres actifs financiers	-	603.289	18.133	-	621.422
Long terme/non courants	**26.618**	**603.289**	**18.133**	**9.193**	**657.233**

Le détail par échéance des postes qui font partie de la rubrique «Actifs financiers non courants» est le suivant (en milliers d'euros):

Exercice 2014

	2016	**2017**	**2018**	**2019 et suivants**	**Total**
Prêts et postes à recouvrer	127.685	132.901	126.337	237.670	624.593
Investissements maintenus jusqu'à échéance	781	933	-	15.950	17.664
Dérivés de couverture	6.208	9.233	685	1.467	17.593
Total	**134.674**	**143.067**	**127.022**	**255.087**	**659.850**

Exercice 2013

	2015	**2016**	**2017**	**2018 et suivants**	**Total**
Prêts et postes à recouvrer	137.496	117.128	119.480	229.185	603.289
Investissements maintenus jusqu'à échéance	1.263	111	65	16.694	18.133
Dérivés de couverture	3.325	401	1.132	4.335	9.193
Total	**142.084**	**117.640**	**120.677**	**250.214**	**630.615**

a) Participations dans des sociétés associées

L'information importante des participations dans des sociétés associées, évaluées par la méthode de la participation, est donnée ci-après (en milliers d'euros):

Nom	Siège social	Activité	Fraction de capital	Investissements dans des associées	Données financières de base (1) Capital	Réserves, prime et résultats cumulé (Note 17)	Résultat 2014	Chiffre d'affaires	Actif
Asirys Vision Technologies, S.A.(4)	Guipúzcoa (Espagne)	Production automatique	22,33%	41	154	5	-	-	166
Plan Metro, S.A.(4) (5)	Madrid (Espagne)	Services de location	40%	-	60	(14.575)	(2.474)	46.492	432.468
Consorcio Traza, S.A.(4)	Saragosse (Espagne)	Détention d'actions	25%(2)	12.068	575	46.534	1.162	26.224	295.579
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.(3)	Mexique D.F.	Prestation de services de transport	43,35%	-	106.865	(48.586)	(23.378)	38.185	365.304
Zhejiang Sunking Trainelec Traintic Electric Co, Ltd.(4)	Zhejiang (Chine)	Équipements de puissance et électroniques	30%	57	695	(267)	(238)	-	420
Urban Transport Solutions B.V.(4) (6)	Amsterdam	Fabrication et maintenance	49%	91	300	(76)	(39)	-	187
				12.257					

(1) Après ajustements et homogénéisations de consolidation (en milliers d'euros).
(2) La Société Consorcio Traza, S.A. consolide une participation de 80% dans la société S.E.M. Los Tranvías de Zaragoza, S.A.
(3) Audité par Deloitte.
(4) Non audité.
(5) Les actions de cette société sont nanties en faveur de certaines entités financières.
(6) La société Urban Transport Solutions, B.V. consolide une part de 100% dans la société Urban Transport Solutions, LLC.

	Milliers d'euros	
	2014	**2013**
Solde initial	**14.902**	**13.167**
Résultat de Sociétés	200	(392)
Différences de conversion	(28)	(3)
Changements de valeur pour opérations de couverture (Note 17)	(2.964)	1.497
Variation dans le périmètre et transferts	147	633
Solde final	**12.257**	**14.902**

Dans la consolidation des participations, les marges dans la vente de matériel ferroviaire par le Groupe ont été éliminées proportionnellement à la participation. Étant donné que cela n'a pas entraîné d'obligations légales ni explicite et que n'ont pas été effectués des paiements au nom des associées par le Groupe CAF il n'est pas nécessaire d'intégrer les pertes additionnelles dues à ces associées qui sont évaluées à zéro.

b) Portefeuille de valeurs non courant

Nom	% Participation	Coût investissement (milliers d'euros)	
		2014	2013
Alquiler de Trenes AIE	5%	1.202	1.202
Metro de Sevilla, Sociedad Concesionaria de la Junta de Andalucía, S.A.	-	-	17.058
Ferromovil 3000, S.L.	10%	3.181	3.181
Alquiler de Metros AIE	5%	66	66
Plan Azul 07, S.L.	5,2%	1.381	1.381
Arrendadora de Equipamientos Ferroviarios, S.A.	15%	1.908	1.908
Iniciativa FIK, AIE	12,49%	1.302	1.102
FIK Advanlife, S.L.	10,29%	1	1
Albali Señalización, S.A.	3%	398	398
Autres		260	321
Total		**9.699**	**26.618**

Le 10 mars 2014, le Groupe a vendu la part qu'il avait dans la Société Metro de Sevilla Sociedad Concesionaria de la Junta de Andalucía, S.A., qu'il avait enregistrée à la rubrique «Actifs financiers disponibles pour la vente» pour un montant de 17.058 milliers d'euros, le montant de la transmission de 17.587 milliers d'euros a été totalement recouvré, ce qui a permis au Groupe d'enregistrer un bénéfice de 4.367 milliers d'euros à la rubrique «Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint, dont un montant de 3.838 milliers d'euros (sans tenir compte de l'effet fiscal) était enregistré au 31 décembre 2013 à la rubrique «Ajustement pour changements de valeur - Actifs financiers disponibles pour la vente» du bilan consolidé.

Le reste des investissements a été évalué au coût d'acquisition, car il n'est pas possible de déterminer sa juste valeur de manière fiable, bien qu'il y ait des indices de dépréciation sur ces participations (Note 3.d).

Durant l'exercice 2008, le Groupe souscrivit des participations de 6,25% et 6% du capital social d'Iniciativa FIK, AIE et FIK Advantlife S.L., sociétés dont l'objet social est la recherche, le développement et l'exploitation de connaissances scientifiques et technologiques. La valeur nominale des participations souscrites s'élève à 3.125 milliers et 313 euros, respectivement. Dans l'exercice 2013, après des modifications des accords entre actionnaires, qui n'ont pas représenté de déboursements supplémentaires pour le Groupe, un nouveau calendrier de déboursement a été établi, le Groupe détenant alors une participation de 12,5% dans Iniciativa FIK, AIE (auparavant de 6,25%). Au 31 décembre 2014, les déboursements en attente pour ces participations s'élèvent à 798 milliers d'euros (418 milliers d'euros à long terme et 380 milliers d'euros à court terme), payables en versements semestriels de 190 milliers d'euros. Par ailleurs, durant l'exercice 2014, le Groupe a enregistré une dépréciation d'un montant de 180 milliers d'euros comme correction de valeur de ces participations en charge de la rubrique «Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint.

c) Autres actifs financiers

Au 31 décembre 2014, le Groupe a 15.044 milliers d'euros enregistrés à la rubrique «Autres actifs financiers» à long terme à titre de cautions rattachées à l'augmentation de la dette financière de la société dépendante Ctrens Companhia

Manutençao (Note 16). Cette caution produit un intérêt à taux de marché et correspond aux six dernières mensualités du prêt, qui seront versées de novembre 2025 à avril 2026.

d) Instruments financiers dérivés

À ce poste est incluse la valeur de marché des contrats d'assurance de taux de change avec une échéance à long terme (Note 17).

e) Prêts et comptes à recouvrer

Le détail des prêts et postes à recouvrer à long terme est le suivant (milliers d'euros) :

	31.12.14	31.12.13
Prêts au personnel	5.091	5.149
Engagement de Plan de Participation	432	1.226
Administrations publiques long terme (Note 19)	53.488	52.824
Provisions administrations publiques (Note 19)	(16.366)	(26.756)
Clients à long terme	562.301	554.214
Provision de clients à long terme	-	(799)
Crédits à des sociétés associées (Note 10)	19.111	16.067
Crédits à des tiers	536	1.364
Total	**624.593**	**603.289**

Prêts au personnel

La Société mère accorde, en vertu des conventions signées avec le personnel, divers prêts à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché dont l'échéance oscille entre 10 et 15 ans. Le Groupe n'actualise pas ces montants car il estime que cet effet est peu significatif.

Engagement de Plan de Participation (Cartera Social)

En 1994 a été constitué le «Plan de Participation» pour faciliter l'accès des employés de la Société mère à contrat fixe au capital social de la Société moyennant la création de Cartera Social, S.A. Cette société est titulaire d'actions de CAF, S.A., et les employés de la Société mère y sont représentés fiduciairement par 8 employés de cette dernière. Cartera Social, S.A. a vendu depuis lors à la Société mère des «droits» sur les actions de CAF, S.A. qu'elle possède.

Aux rubriques «Actifs financiers non courants - Prêts et postes à recouvrer» et «Autres actifs financiers courants» du bilan consolidé ci-joint est inclus l'investissement dans ces «droits», appartenant au «Plan de Participation» acquis à Cartera Social, S.A. Cette acquisition a été réalisée dans le seul but de les revendre dans une période de plusieurs années à ses employés.

Ce Plan s'est déroulé essentiellement en trois phases, la première dans l'exercice 1994, avec l'acquisition par la Société mère de 632.000 «droits» sur des actions de CAF, S.A. appartenant à Cartera Social, S.A., pour un montant de 26,9 millions d'euros. La seconde, avec l'acquisition de 210.150 «droits» dans l'exercice 2005 pour 14,3 millions d'euros. À la fin de l'exercice 2007, a été décidée dans la troisième phase l'acquisition de 171.747 «droits» supplémentaires, à un coût d'acquisition pour CAF, S.A. de 50,7 millions d'euros.

Étant donné que la Société mère a acheté les «droits» en question à un prix qui a été supérieur à la somme du prix de vente à ses employés et des apports que fait au Plan Cartera Social, S.A. elle-même, les acquisitions de droits indiqués plus haut ont entraîné des pertes pour la Société mère qui ont été enregistrées intégralement dans des exercices antérieurs pour un montant de 49.587 milliers d'euros après avoir tenu compte des actualisations applicables.

Par conséquent, au 31 décembre 2014, la Société mère a enregistré, à la rubrique «Actifs financiers non courants - Prêts et postes à recouvrer» du bilan consolidé ci-joint au 31 décembre 2014, un montant brut de 432 milliers d'euros (1.226 milliers d'euros au 31 décembre 2013), pour ces «droits» et 2.122 milliers d'euros à la rubrique «Autres actifs financiers courants» (5.202 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Durant l'exercice 2014 ont été vendus des droits dont la valeur de coût et la provision s'élevaient respectivement à 6.084 et 684 milliers d'euros (10.355 et 5.558 milliers d'euros en 2013) environ.

Durant l'exercice 2014, le Groupe a reversé 203 milliers d'euros de provision au crédit de la rubrique de «Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint (1.036 milliers d'euros dans l'exercice 2013).

Quant à cet engagement, Cartera Social, S.A. est la seule propriétaire des actions de CAF, S.A., et jouit donc pleinement de tous les droits politiques et économiques qui lui reviennent en tant qu'actionnaire de la Société mère. Par conséquent, CAF, S.A. n'a ni droits, ni obligations, ni risques sur les bénéfices et les pertes économiques qui pourraient se produire pour Cartera Social, S.A. La Société mère a uniquement l'engagement de vendre à un prix fixé, et les travailleurs celui d'acquérir ces «droits» en 84 échéances mensuelles similaires, comptées à partir de la mise en œuvre de chacune des phases du Plan. Les actions en question appartiennent à Cartera Social, S.A. jusqu'à l'exercice du «droit», lequel ne peut avoir lieu avant la cessation de la relation de travail de chaque employé avec CAF, S.A. Durant cette période, Cartera Social, S.A. finance la propriété de ces actions essentiellement au moyen du montant versé par CAF, S.A. pour l'achat des droits en question.

Au 31 décembre 2014, Cartera Social, S.A. possède 915.828 actions de CAF, S.A. représentant 26,72% du capital de cette société (Note 14). Au 31 décembre 2013, le nombre d'actions qu'elle détient est de 996.617, soit 29,07% du capital.

Administrations Publiques à long terme

Le Groupe a enregistré au 31 décembre 2014, à la rubrique «Actifs financiers non courants - Prêts et postes à recouvrer», un montant de 53.448 milliers d'euros à titre de comptes à recouvrer auprès des Administrations Publiques étrangères pour la taxe à la valeur ajoutée (52.824 milliers d'euros au 31 décembre 2013). Durant l'exercice 2014 le Groupe a mené des actions pour accréditer les soldes provisionnés auprès des administrations publiques brésiliennes, après quoi un montant de 11.004 millier d'euros a été reversé (dotation de 11.615 milliers d'euros en 2013) en charge de la rubrique «Dépréciation et résultat pour cession d'immobilisations» du compte de résultats consolidé ci-joint en fonction des meilleures estimations réalisées par les Administrateurs sur la récupération de ces impôts.

Clients à long terme

Les clients à long terme incluent un compte à recouvrer à long terme d'un montant de 7.949 milliers d'euros et 1.044 milliers d'euros à court terme (8.813 et 985 milliers d'euros, respectivement, au 31 décembre 2013) correspondant à un contrat de location financière de matériel roulant pour un montant total à recouvrer de 10.570 milliers d'euros, pour lequel le Groupe touchera des mensualités constantes de location durant une période de 120 mois. Durante l'exercice 2014, un montant de 1.500 milliers d'euros a été touché, avec l'enregistrement de 695 milliers d'euros au crédit de la rubrique «Produits financiers du compte de résultats consolidé ci-joint, pour le taux d'intérêt implicite dans l'opération (Note 3.n) (1.375 et 754 milliers d'euros respectivement durant l'exercice 2013).

De plus, au 31 décembre 2013, étaient inclus 21.429 milliers d'euros correspondant à des comptes à recouvrer auprès de tiers étrangers au groupe ayant des difficultés financières, essentiellement des Administrations Publiques, motif pour lequel ce compte à recouvrer a été reclassé à long terme, une provision de 799 milliers d'euros étant enregistrée. Durant l'exercice 2014, le Groupe a touché un montant de 17.777 milliers d'euros des crédits dont il estimait le délai à long terme et il a reclassé la part en attente de recouvrement à court terme en éliminant la provision. La différence entre les montants provisionnés à la clôture de chaque exercice a été enregistrée à la rubrique «Produits financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint de 2014 (Notes 3.d et 12).

Le 19 mars 2010, la société du Groupe Ctrens-Companhía de Manutençao, S.A. et Companhia Paulista de Trens Metropolitanos (CPTM) ont signé un contrat de concession à 20 ans pour la fabrication de 36 trains et la prestation de

services de location, maintenance préventive et corrective et de révision générale, ainsi que de modernisation de la flotte de la ligne 8 - Diamante à Sao Paulo (Brésil).

Les principales caractéristiques de cet accord, outre celles indiquées ci-dessus, sont :

– Les montants sont garantis par CPTM. La société concessionnaire devra remplir certaines conditions de capital minimum en valeur absolue et en pourcentage de l'actif.

– La société concessionnaire garantit par caution bancaire l'accomplissement correct de ses obligations vis-à-vis de CPTM (Note 25.a), celles-ci s'élevant au 31 décembre 2014 à 30.673 milliers de reis (9.524 milliers d'euros).

– Tous les biens associés à la concession, sauf les biens de capital, acquis, produits ou implantés par la concessionnaire pour l'exécution de la prestation de services objet du contrat seront reversés à CPTM à la fin de la concession dans aucune contreprestation.

Le 31 mai 2010, la société du Groupe Provetren, S.A. de C.V. et la société Sistema de Transporte Colectivo (STC) ont signé un contrat à 15 ans pour la construction de 30 trains et la prestation de services de location, maintenance intégrale et de révision générale de la Ligne 12 du métro de la Ville de Mexico.

Les principales caractéristiques de cet accord, outre celles indiquées ci-dessus, sont :

– Les montants à payer par STC sont garantis subsidiairement par un système de fidéicommis avec des fonds issus des Reports des Participations Fédérales.

– La société concessionnaire garantit par caution bancaire de 10% des paiements qu'elle prévoit encaisser dans l'année en cours, l'accomplissement correct de ses obligations envers STC (Note 25.a).

– Tous les biens associés à la concession, sauf les biens de capital, acquis, produits ou implantés par la concessionnaire pour l'exécution de la prestation de services objet du contrat, seront reversés à STC à la fin de la concession sans aucune contreprestation.

L'enregistrement de ces concessions est réalisé moyennant l'application de la norme IFRIC 12 - Accord de concession de services, parce que les conditions pour cela sont remplies, et il a été procédé, conformément aux stipulations de cette norme, à la ségrégation des différentes activités menées (construction, exploitation/maintenance et financement).

Par conséquent, le Groupe a enregistré aux rubriques «Prêts et comptes à recouvrer» de l'actif financier non courant et «Autres créances» de l'actif courant un solde de 554.352 et 114.981 milliers d'euros, respectivement au 31 décembre 2014 (523.972 milliers d'euros et 122.902 milliers d'euros au 31 décembre 2013), correspondant à l'activité de construction et prestation de services réalisée jusqu'à cette date, net de la facturation émise. L'investissement correspondant à l'activité de construction en 2014 a été de 21.978 milliers d'euros, aucun investissement n'ayant été effectué en 2014.

Le commencement des prestations de services de location et maintenance a eu lieu surtout au premier semestre 2011, pour la concession de la Ligne 8 (Brésil), et au second semestre 2012, pour la Ligne 12 (Mexique).

Dans les deux contrats, les flux futurs pour versements sont totalement déterminés et garantis dès le moment de leur signature initiale. Le seul montant potentiellement variable dans les versements se réfère exclusivement aux pénalités pouvant exister au sujet de la performance technique du matériel ferroviaire mis à disposition des clients. Il a été tenu compte de cet aspect lors de la détermination des flux à recouvrer. Il n'y a pas de risque de demande pour le Groupe CAF dans ces contrats, parce qu'il n'y a pas de rapport entre les flux financiers à toucher et l'affluence de voyageurs.

10. SOLDES ET OPÉRATIONS AVEC DES PARTIES RATTACHÉES

Le détail des transactions réalisées avec des sociétés associées et avec d'autres, qui sont des parties rattachées et qui n'ont pas été éliminées dans le processus de consolidation (Note 2.f), est le suivant:

Milliers d'euros

Société	2014			2013		
	Services prêtés ou ventes enregistrés	Services reçus ou achats enregistrés	Produits financiers	Services prêtés ou ventes enregistrés	Services reçus ou achats enregistrés	Produits financiers
Plan Metro, S.A.	7.590	-	2.788	4.868	-	-
Consorcio Traza, S.A. (*)	592	-	-	2.235	-	-
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.	10.822	38	-	12.234	38	-
Tumaker, S.L.	200	-	-	-	-	-
	19.204	**38**	**2.788**	**19.337**	**38**	**-**

(*) Inclut les transactions avec sa société participée S.E.M. Los Tranvías de Zaragoza, S.A.

Les marges générées dans des opérations réalisées avec des sociétés associées ont été dûment éliminées dans le processus de consolidation proportionnellement à leur pourcentage de participation (Note 9.a).

Comme résultat des opérations du présent exercice, de celles d'années antérieures et des avances accordées, les principaux soldes que le Groupe avait avec les sociétés en participation non consolidées par intégration globale au 31 décembre 2014 et 2013, étaient les suivants (Note 2.f) :

Milliers d'euros

Société	31.12.14				31.12.13			
	Comptes à recouvrer	Comptes à payer	Avances nettes de degré d'avancement	Crédits à long terme (Note 9.e)	Comptes à recouvrer	Comptes à payer	Avances nettes de degré d'avancement	Crédits à long terme (Note 9.e)
Plan Metro, S.A. (Note 9.e)	2.555	-	(7.132)	19.111	2.726	-	(8.096)	16.067
Sociedad de Economía Mixta los Tranvías de Zaragoza, S.A.	-	-	-	-	9.746	-	-	-
Ferrocarriles Suburbanos, S.A. de C.V.	516	11	-	-	5	4	-	-
Tumaker, S.L.	42	-	-	-	-	-	-	-
	3.113	**11**	**(7.132)**	**19.111**	**12.477**	**4**	**(8.096)**	**16.067**

Durant l'exercice 2011, la société dépendante Inversiones en Concesiones Ferroviarias, S.A. a avancé à Plan Metro, S.A. 15.104 milliers d'euros afin que celle-ci fasse face à certains engagements financiers de manière temporaire en raison du changement de profil de paiements par le client final. Ce crédit ne fait pas partie de l'investissement net puisqu'il a, quoi qu'il en soit, une échéance et qu'il est assorti de garanties suffisantes pour le recouvrer. En raison de quelques retards de paiement de la part de son client, cette associée a négocié en 2013 avec les entités financières l'adaptation du modèle financier aux nouvelles circonstances. Il a été estimé que le contexte résultant permettra de récupérer les sommes avancées par le Groupe CAF. De même, le Groupe est parvenu à un accord avec Plan Metro, S.A. selon lequel ils ont harmonisé les différentes interprétations des contrats mentionnés plus haut, et ils ont procédé à l'enregistrement d'un produit financier de 2.788 milliers d'euros pour les intérêts produits par le crédit, versés à la rubrique «Produits financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint.

À la rubrique «Créances commerciales et autres comptes à recouvrer - Autres créances» du bilan au 31 décembre 2014, est inclus un compte à recouvrer avec Cartera Social, S.A. d'un montant de 880 milliers d'euros. Durant l'exercice 2014 le compte de crédit de 24.500 milliers d'euros dont Cartera Social, S.A. avait entièrement au 31 décembre 2013 a été annulé. Ce crédit a produit des intérêts d'un montant de 321 milliers d'euros au crédit de la rubrique «Produits financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint (771 milliers d'euros en 2013), selon les conditions de marché établies dans le contrat annuel signé le 24 décembre 2013.

11. STOCKS ET CONTRATS DE CONSTRUCTION

La composition des stocks au 31 décembre 2014 et 2013 est la suivante :

	Milliers d'euros	
	31.12.14	**31.12.13**
Matières premières et autres approvisionnements, produits en cours, finis et semi-finis (Note 21)	149.513	129.605
Avances aux fournisseurs	30.991	30.252
Total	**180.504**	**159.857**

Au 31 décembre 2014, le Groupe avait des engagements fermes d'achat de matières premières pour un montant de 401.882 milliers d'euros, environ (Note 26), (453.427 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Les sociétés consolidées suivent le critère de prendre des polices d'assurance pour couvrir convenablement leurs stocks. Au 31 décembre 2014 et 2013 les polices d'assurance contractées couvraient la valeur des stocks à cette date.

Tel que cela est décrit dans la Note 3.e, le Groupe capitalise les charges financières supportées durant l'exercice et qui sont en rapport avec les stocks dont le cycle de production est supérieur à un an. Le montant capitalisé à cet effet avant de considérer l'imputation aux résultats pour ventes dans les exercices 2014 et 2013 a été de 2.817 milliers et 1.756 milliers d'euros, respectivement.

Contrats de construction

Le montant de la somme cumulée de coûts encourus et gains reconnus (moins ceux correspondant aux pertes reconnues) et le montant des avances reçues au 31 décembre 2014 et 2013 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	31.12.14	**31.12.13**
Facturation différée (actif) (Notes 3.g et 12)	818.730	672.451
Facturation anticipée (passif) (Note 3.g)	(203.196)	(156.421)
Net	**615.534**	**516.030**
Coûts encourus plus gains et pertes reconnus par degré d'avancement	2.278.578	1.525.742
Facturation émise sans considérer les avances	(1.459.848)	(853.291)
Avances reçues	(203.196)	(156.421)
Net	**615.534**	**516.030**

12. CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES COMPTES À RECOUVRER

La composition du poste créances commerciales et autres comptes à recouvrer au 31 décembre 2014 et 2013 est la suivante :

	Milliers d'euros	
	31.12.14	**31.12.13**
Clients en euros	612.395	710.296
Clients en monnaie étrangère (Note 3.h)	497.610	333.512
Provisions pour dépréciation (Note 3.d)	(2.999)	(3.232)
Total	**1.107.006**	**1.040.576**

Ces soldes à recouvrer ont été générés, principalement, par suite de la reconnaissance du degré d'avancement selon ce qui est décrit à la Note 3.f. Une part de ces soldes (environ 26% en 2014, 35% en 2013) est facturée à des clients. Le reste correspond à «Production exécutée en attente de facturation» (Note 11), dont le principal solde, d'un montant de 137.235 milliers d'euros (136.583 milliers d'euros en 2013), correspond à un contrat avec le Métro de Caracas, et son recouvrement est garanti par une police d'assurances et une provision (Note 20). Les principaux soldes sont en euros.

Au 31 décembre 2014, 45% des soldes facturés en attente de recouvrement correspondent aux cinq clients principaux (41% au 31 décembre 2013). Le solde de clients inclut des retenues dans les recouvrements au 31 décembre 2014 d'un montant de 1.126 milliers d'euros (6.808 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Le montant des soldes échus du poste de «Créances commerciales et autres comptes à recouvrer», aux 31 décembre 2014 et 2013, y compris les comptes à recouvrer classés comme non courants (Note 9.e), est le suivant :

	Milliers d'euros	
	31.12.14	**31.12.13**
Échus > 90 jours	14.591	31.234
Échus > 180 jours (*)	77.868	115.066
Total	**92.459**	**146.300**

(*) Ce poste inclut les retenues effectuées par les clients sur des factures.

Après leur analyse individualisée, le Groupe CAF a estimé que 2.999 milliers et 3.232 milliers d'euros au 31 décembre 2014 et 2013, respectivement, présentaient un risque de recouvrement, et les provisions correspondantes pour dépréciations ont été dotées. Durant les exercices 2014 et 2013, le mouvement net de la provision existante pour dépréciation des comptes à recouvrer, en plus de ce qui est indiqué à la Note 9 pour l'effet d'actualisation, a représenté une dotation enregistrée à la rubrique «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé ci-joint, pour un montant d'environ 894 milliers et 1.586 milliers d'euros, respectivement.

13. AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Au 31 décembre 2014 et 2013 le détail de ce poste est le suivant :

Exercice 2014

	Milliers d'euros				
Actifs financiers: Nature/catégorie	**Prêts et postes à recouvrer (Note 9.e)**	**Investissements maintenus jusqu'à échéance**	**Actifs financiers détenus pour négocier (Note 3.d)**	**Dérivés de couverture (Note 17)**	**Total**
Dérivés financiers	-	-	-	27.350	27.350
Autres actifs financiers	3.122	41.455	52.018	-	96.595
Court terme/courants	**3.122**	**41.455**	**52.018**	**27.350**	**123.945**

Exercice 2013

	Milliers d'euros				
Actifs financiers: Nature/catégorie	**Prêts et postes à recouvrer (Note 9.e)**	**Investissements maintenus jusqu'à échéance**	**Actifs financiers détenus pour négocier (Note 3.d)**	**Dérivés de couverture (Note 17)**	**Total**
Dérivés financiers	-	-	-	34.401	34.401
Autres actifs financiers	6.194	4.749	52.359	-	63.302
Court terme/courants	**6.194**	**4.749**	**52.359**	**34.401**	**97.703**

Aux postes «Investissements maintenus jusqu'à l'échéance» et «Actifs financiers maintenus pour négocier» sont inclus les excédents de trésorerie en dette publique repos, dépôts à court terme, placements à échéance fixe, billets à ordre de marché ou fonds de placement à revenu fixe. Il s'agit d'investissements à court terme dont les résultats sont enregistrés au crédit de la rubrique «Produits financiers» du compte de résultats consolidé ci-joint. Durant les exercices 2014 et 2013, le Groupe a enregistré des produits à ce titre de 5.205 milliers et 7.532 milliers d'euros, respectivement.

14. PATRIMOINE NET

a) Capital social de la Société mère

Au 31 décembre 2014 et 2013, le capital social de la Société mère était représenté par 3.428.075 actions d'une valeur nominale de 3,01 euros chacune, représentées par des annotations au compte, totalement souscrites et libérées, toutes cotées en Bourse.

Les Sociétés ou entités actionnaires possédant au 31 décembre 2014 et 2013 plus de 3% du capital social de la Société mère sont :

	% Participation 2014	% Participation 2013
Cartera Social, S.A. (Note 9) (*)	26,72	29,07
Kutxabank, S.A.	19,06	19,06
Caixabank, S.A.	-	3,01
Norges Bank	-	3,34
Templeton Investment Counsel, LLC.	3,03	3,03

(*) Les actionnaires de cette société sont employés de la Société Mère (Note 9).

Le 8 juin 2013, à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Société mère, le Conseil d'Administration a été autorisé à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, moyennant l'émission de nouvelles actions et en charge d'apports numéraires, pour le délai de cinq ans et jusqu'à concurrence de la moitié du capital social. À la date de présentation des présents comptes annuels il n'y a pas eu d'augmentations de capital après cet accord.

Le 5 juin 2010, l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires a habilité le Conseil d'Administration pour l'acquisition d'actions propres dans un délai de cinq ans à partir de cette date. À la date de formulation des présents comptes annuels aucune action propre n'a été acquise dans le cadre de cet accord.

b) Prime d'émission

Le solde de la prime d'émission est disponible dans la mesure où il n'y a pas de restrictions spécifiques à son usage.

c) Réserve de revalorisation

Le montant maintenu dans cette réserve durant les exercices 2014 et 2013 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	31.12.14	**31.12.13**
Revalorisation d'actifs corporels :		
Terrains (IFRS1)	30.418	30.418
Actualisation Loi 9/1983	-	7.954
Actualisation «Décret Foral» 13/1991	-	11.379
Actualisation «Norme Forale» 11/1996	8.701	8.701
Total	**39.119**	**58.452**

Actualisation Loi 9/1983 et «Décret Foral» 13/1991

Conformément aux normes en vigueur le solde de ces comptes était à libre disposition, ce pourquoi la Société mère les a transférés aux réserves volontaires durant l'exercice 2014.

Actualisation Norme Forale 11/1996

Ce solde peut être destiné à éliminer les résultats comptables négatifs, à augmenter le capital social ou aux réserves non distribuables, quant au solde du compte en attente d'application. Si l'on disposait de ce solde de ce compte d'une manière différente de celle prévue dans la «Norme Forale» 11/1996, ce solde serait alors soumis à l'impôt.

d) Réserve légale

Conformément au Texte Remanié de la Loi des Sociétés de Capitaux, un montant égal à 10% du bénéfice de l'exercice doit être destiné à la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne au moins 20% du capital social. La réserve légale pourra être utilisée pour augmenter le capital dans la part de son solde qui dépasse 20% du capital après augmentation. Sauf pour la finalité indiquée antérieurement, et tant qu'elle ne dépassera pas 20% du capital social, cette réserve ne pourra être destinée qu'à compenser des pertes et à condition qu'il n'y ait pas d'autres réserves disponibles suffisantes pour cela. À la clôture des exercices 2014 et 2013, cette réserve est totalement constituée.

e) Réserves restreintes et non disponibles

Sur les comptes annuels individuels des sociétés consolidées il y a des réserves pour un montant total d'environ 61.641 milliers et 45.338 milliers d'euros aux 31 décembre 2014 et 2013, respectivement, correspondant aux concepts de réserve légale, réserve d'actualisation de bilans, réserve pour investissements productifs (Norme Forale 2/2014), réserve pour capital amorti et autres, qui sont considérées restreintes et non disponibles. Par ailleurs, certaines sociétés ont des restrictions dérivées de contrats de financement (Note 16).

Tant que le poste des charges de développement n'aura pas été totalement amorti, la distribution de dividendes est interdite, à moins que le montant des réserves disponibles soit au moins égal au montant des soldes non amortis. Par conséquent, à la clôture de l'exercice 2014 les réserves, d'un montant de 34.681 milliers d'euros (32.039 milliers d'euros à la clôture de l'exercice 2013), ne sont pas disponibles.

f) Différences de conversion

Le détail, par société, du poste «Différences de conversion» aux 31 décembre 2014 et 2013 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	31.12.14	**31.12.13**
CAF México, S.A. de C.V.	(550)	(688)
CAF Brasil Industria e Comercio, S.A.	(17.787)	(18.381)
CAF Argentina, S.A.	(1.237)	(1.049)
CAF USA, Inc.	(89)	(23)
CAF Rail UK, Ltda.	(6)	(70)
CAF Chile, S.A.	30	(28)
Sefemex, S.A. de C.V.	(55)	(56)
Construcción, Mantenimiento, Ferrovías y Subsistemas, S.A. de C.V.	(571)	(563)
Corporación Trainemex, S.A. de C.V.	(15)	(17)
CAF Turquia, L.S.	(706)	(761)
CAF Argelia, E.U.R.L.	(119)	(144)
CAF India Private Limited	(749)	(1.697)
Ctrens Companhia de Manutençao, S.A.	(48.312)	(49.785)
Trenes CAF Venezuela, C.A.	(619)	(171)
Provetren, S.A. de C.V.	597	2.744
CAF Sinyalizasyon Sistemleri Ticaret Ltd Sirket	(76)	(87)
CAF Rail Australia Pty, Ltd.	4	(3)
CAF Colombia, S.A.S.	(144)	6
Sermantren, S.A. de C.V.	(2)	(2)
CAF Arabia, Co.	62	(5)
CAF New Zealand Ltd.	8	(2)
Zhejiang Sunking Trainelec Traintic Electric Co, Ltd.	14	(3)
CAF Taiwan Ltd.	23	(4)
Urban Transport Solutions, B.V.	(37)	-
Total	**(70.336)**	**(70.789)**

g) Intérêts minoritaires

Le mouvement et la composition du poste «Patrimoine net - Intérêts minoritaires» du bilan de situation consolidé ci-joint durant les exercices 2014 et 2013 est le suivant :

	Milliers d'euros
Solde au 31 décembre 2012	**5.685**
Bénéfices attribuables aux intérêts minoritaires	856
Différences de conversion	(6)
Variation dans le périmètre (Note 2.f)	6.179
Dividendes	(2.465)
Solde au 31 décembre 2013	**10.249**
Bénéfices attribuables aux intérêts minoritaires	2.450
Différences de conversion	1
Variation dans le périmètre	899
Dividendes	(895)
Solde au 31 décembre 2014	**12.704**

h) Gestion du capital

La gestion du capital du Groupe est telle qu'on puisse arriver à une structure financière qui optimise le coût de capital, en maintenant une solide position financière. Cette politique permet de rendre compatible la création de valeur pour l'actionnaire et l'accès aux marchés financiers à un coût compétitif pour couvrir les besoins, tant de refinancement de dette que de financement du plan d'investissements non couverts par la génération de fonds de l'activité.

Les Administrateurs du Groupe CAF considèrent comme indicateurs de l'accomplissement des objectifs fixés que le niveau de levier avec recours à la maison mère soit le plus bas possible. Au 31 décembre 2014 et 2013 la plupart de l'endettement est directement assignée à des activités telles que les concessions du Brésil et du Mexique (Notes 3.u et 9.e). Par niveau de levier on entend le rapport entre le montant de la dette financière nette et le patrimoine net :

	Milliers d'euros	
	31.12.14	**31.12.13**
Dette financière nette :		
Avances remboursables avec des intérêts (Note 15)	8.391	3.736
Dettes avec des établissements de crédit - Passif non courant (Note 16)	683.062	477.934
Dettes avec des établissements de crédit - Passif courant (Note 16)	158.039	232.705
Investissements Financiers - Actif non courant (Note 9.c)	(15.911)	(16.874)
Investissements Financiers Temporaires (Note 13)	(93.473)	(58.149)
Numéraire et autres actifs liquides équivalents	(197.111)	(127.150)
	542.997	**512.202**
Patrimoine net :		
Attribué à la Société mère (Note 14)	736.209	719.112
Intérêts minoritaires (Note 14)	12.704	10.249
	748.913	**729.361**

15. AUTRES PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS ET AUTRES ENGAGEMENTS

Le détail des passifs financiers du Groupe au 31 décembre 2014 et 2013, présentés par nature et catégorie, aux effets d'évaluation est le suivant :

	Milliers d'euros		
	31.12.14		
Passifs financiers: Nature/catégorie	**Débits et postes à paye**	**Dérivés de couverture**	**Total**
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	683.062	-	683.062
Autres passifs financiers (sans dérivé de couverture)	57.848	-	57.848
Dérivés de couverture (Note 17)	-	18.557	18.557
Dettes à long terme/Passifs financiers non courants	**740.910**	**18.557**	**759.467**
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	158.039	-	158.039
Autres passifs financiers (sans dérivé de couverture)	19.034	-	19.034
Dérivés de couverture (Note 17)	-	27.699	27.699
Dettes à court terme/Passifs financiers courants	**177.073**	**27.699**	**204.772**
Total	**917.983**	**46.256**	**964.239**

	Milliers d'euros		
	31.12.13		
Passifs financiers: Nature/catégorie	**Débits et postes à paye**	**Dérivés de couverture**	**Total**
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	477.934	-	477.934
Autres passifs financiers (sans dérivé de couverture)	64.561	-	64.561
Dérivés de couverture (Note 17)	-	9.029	9.029
Dettes à long terme/Passifs financiers non courants	**542.495**	**9.029**	**551.524**
Dettes avec des entités de crédit (Note 16)	232.705	-	232.705
Autres passifs financiers (sans dérivé de couverture)	21.193	-	21.193
Dérivés de couverture (Note 17)	-	17.881	17.881
Dettes à court terme/Passifs financiers courants	**253.898**	**17.881**	**271.779**
Total	**796.393**	**26.910**	**823.303**

Le détail de «Autres passifs financiers non courants» par concept est le suivant :

	Milliers d'euros	
	31.12.14	**31.12.13**
Avances remboursables	50.866	52.897
Engagements avec le personnel (Notes 3.l et 22)	5.259	9.904
Autres passifs (Note 16)	1.723	1.760
Total	**57.848**	**64.561**

Le détail par échéance dans les prochaines années d'autres passifs financiers non courants est le suivant (en milliers d'euros) :

	2014		**2013**
2016	11.502	2015	10.801
2017	10.407	2016	10.990
2018	10.185	2017	10.058
2019	5.094	2018	8.293
2020 et suivants	20.660	2019 et suivants	24.419
Total	**57.848**	**Total**	**64.561**

Avances remboursables

Le Groupe a reçu certaines aides pour des programmes de Recherche et Développement pour la réalisation de projets de recherche et développement qui sont enregistrées au moment de leur encaissement effectif ou, le cas échéant, quand le coordinateur du projet conjoint les touche. Ces aides ont consisté en :

– Subventions pour faire face partiellement aux charges et coûts de ces projets.

– Avances remboursables consistant en des prêts, en général sans intérêt, qui ont généralement une période initiale de carence de 3 ans et sont amortis sur une période de plus de 10 ans.

Le mouvement enregistré dans les exercices 2014 et 2013 pour les différents programmes mentionnés, pour la partie à long terme (à la valeur actuelle) a été :

	Milliers d'euros
	Avances remboursables
Solde au 31.12.12	**56.472**
Additions	6.400
Transferts à court terme	(9.975)
Solde au 31.12.13	**52.897**
Additions	6.157
Régularisation et autres	1.979
Transferts à court terme	(10.167)
Solde au 31.12.14	**50.866**

Par ailleurs, le montant enregistré à court terme au titre des soldes créditeurs pour avances remboursables s'élève à 17.136 milliers et 17.235 milliers d'euros, respectivement, au 31 décembre 2014 et 2013.

Engagements vis-à-vis du personnel

Le Groupe a enregistré les engagements futurs envers les travailleurs soumis aux plans de préretraite (Note 3.l). Les engagements correspondant au court terme sont enregistrés à la rubrique «Autres créances» du bilan consolidé ci-joint, pour un montant de 4.185 milliers d'euros au 31 décembre 2014 (7.291 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Par ailleurs, le détail de la valeur actuelle des engagements assumés par le Groupe en matière de rétributions post-emploi et autres à long terme, des actifs destinés à leur couverture à la clôture des exercices 2014 et 2013, est le suivant (Note 3.k) :

	Milliers d'euros	
	31.12.14	**31.12.13**
Valeur actuelle des engagements assumés-	21.414	20.790
Moins - Juste valeur des actifs affectés	(21.624)	20.824
Dettes commerciales et autres comptes à payer - Autres dettes	**(210)**	**(34)**

La valeur actuelle des engagements assumés a été déterminée par des actuaires indépendants qualifiés, qui ont appliqué les critères suivants dans leur quantification :

– Méthode de calcul : «Unité de crédit projetée», qui considère chaque année de service comme génératrice d'une unité additionnelle de droit aux prestations, en évaluant chaque unité séparément.

– Hypothèses actuarielles utilisées: non biaisées et compatibles entre elles. En général, les hypothèses actuarielles les plus significatives qui ont été considérées dans les calculs ont été les suivantes :

Hypothèses actuarielles	**2014**	**2013**
Taux d'intérêt technique	3,20% (1)	4,41% (1)
Tables de mortalité	PERM/F/2000P	PERM/F/2000P
Taux annuel de révision des pensions	2%	3%
Âge de la retraite	65-67	65 - 67

(1) Durant les 30 premières années. Ensuite à 1,15% (2,42% selon les hypothèses employées à la clôture de l'exercice 2013).

La juste valeur des actifs affectés a été calculée à la clôture de l'exercice selon la méthode de calcul unité de crédit projetée.

16. DETTES AVEC DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

La composition de ce poste du bilan de situation consolidé ci-joint est la suivante :

	Milliers d'euros			
	31.12.14		**31.12.13**	
	Non courant	**Courant**	**Non courant**	**Courant**
Prêts et comptes de crédit avec des établissements financiers	683.062	154.151	477.934	228.727
Intérêts produits en attente d'échéance	-	3.888	-	3.978
Total (Note 15)	**683.062**	**158.039**	**477.934**	**232.705**

En application de l'IAS 39, les montants des dettes avec des établissements de crédit sont présentés au bilan corrigés par les coûts engagés dans l'ouverture et la concertation des prêts.

Quant à l'opération de location de trains de CPTM décrite à la Note 9.e, la société filiale Ctrens-Companhia de Manutençao, S.A. (Ctrens) a souscrit le 10 mai 2011, avec Banco Nacional de Desenvolvimiento Econômico e Social (BNDES), un contrat de financement d'un montant maximum de 946.890 milliers de réis brésiliens. Le taux d'intérêt que produit le prêt est l'équivalent au TJLP (Taxa de Juros de Longo Prazo) plus un différentiel. Le principal du prêt sera amorti moyennant 160 versements mensuels et successifs, dont le premier en janvier de 2013. Au 31 décembre 2014 le solde dont il a été disposé s'élève à 805.064 milliers de réis brésiliens, équivalant à 249.972 milliers d'euros, dont, 235.232 milliers d'euros avaient une échéance à long terme et 14.740 milliers d'euros à court terme. À la même date en 2013, le solde était de 850.476 milliers de reis brésiliens, équivalant à 261.096 milliers d'euros dont 247.101 milliers d'euros avaient une échéance à long terme et 13.995 milliers d'euros à court terme.

Ce contrat inclut certaines clauses restrictives qui limitent la société Ctrens-Companhia de Manutençao, S.A, entre autres, l'obtention de nouveaux prêts bancaires, donner des garanties, effectuer des remboursements de capital, distribuer des dividendes, et l'obligation de maintenir certaines conditions financières à partir de janvier 2013, parmi lesquelles est inclus l'Indice de Couverture du Service de la Dette (qui doit être supérieur à 1,2) et le Formule de Structure de Capital Minimum (qui doit être supérieure à 0,24).

Par ailleurs, le 15 juin 2011, la société filiale a signé avec la BNDES un contrat de cession fiduciaire par lequel elle cède en garantie les droits de recouvrement que CTRENS a vis-à-vis de CPTM, ainsi que les garanties accordées par CPTM en faveur de la filiale et tout montant qui sera exigible par la filiale à CPTM, la Société Mère et CAF Brasil.

En ce qui concerne le Contrat de Prestation de Services de location de trains à long terme (PPS - Ligne 12) décrit à la Note 9.e, la société filiale Provetren, S.A. de C.V. a signé le 7 décembre 2012 avec un syndicat bancaire, formé par BBVA Bancomer, S.A., Banco Nacional de México, S.A., Banco Santander (México) S.A., Sumitomo Mitsui Banking Corporation et Caixabank, S.A., un contrat de financement à long terme d'un montant maximum de 300 millions de dollars des États-Unis. Le taux d'intérêt que produit l'emprunt est référencé au LIBOR. Pour éviter des fluctuations de la courbe de taux d'intérêt, et comme cela est courant dans ce type de financements, Provetren a conclu un Contrat de Couverture de Taux d'Intérêt pour 80% du financement et pour 80% du délai (Note 17).

Le principal du prêt sera amorti moyennant 39 versements trimestriels consécutifs, en s'ajustant au profil de recouvrements sous le PPS. Le premier versement sera en octobre 2013. Au 31 décembre 2014 le passif financier selon la méthode de coût amorti s'élève à 207.069 milliers de dollars, équivalant à 170.562 milliers d'euros, dont 150.448 milliers d'euros avaient une échéance à long terme et 20.114 milliers d'euros à court terme. À la même date, en 2013, le solde était de 255.070 milliers de dollars, équivalant à 184.951 milliers d'euros, dont 148.732 milliers d'euros avaient une échéance à long terme et 36.219 milliers d'euros à court terme.

Ce contrat inclut certaines clauses restrictives qui limitent la société Provetren, S.A., de C.V. en ce qui concerne, entre autres, l'obtention de nouveaux prêts bancaires, l'octroi de garanties, les remboursements de capital, la distribution de dividendes si certains ratios ne sont pas atteints, et le maintien de certaines conditions financières à partir d'octobre 2013, dont le Taux de Couverture du Service de la Dette (qui doit dépasser 1,15).

D'autre part, à la même date, le 7 décembre 2012, la société filiale a signé avec Banco Invex, en tant que Fiduciaire, et BBVA Bancomer, S.A., en tant que Fidéicommissaire en Premier Lieu, un Contrat de Fidéicommis selon lequel elle cède en garantie les droits de recouvrement qu'a Provetren sous le PPS, les droits de recouvrement dérivés du Contrat de Couverture de Taux d'Intérêt, les droits de recouvrement sous les contrats de fabrication et maintenance, tout produit à titre de récupération de TVA, ainsi que les sommes dérivées des Polices d'Assurance.

Les actions des filiales Ctrens-Companhia de Manutençao, S.A. et Provetren, S.A. de C.V. sont gagées en faveur de la BNDES et du Syndicat bancaire mentionné plus haut, respectivement. Dans aucun des deux contrats de financement à long terme décrits les prestataires n'ont recours à aucune action des Sociétés qui composent le Groupe CAF, au-delà de celles de caractère technique.

Durant l'exercice 2014, la Société mère a contracté 9 nouveaux prêts pour un montant total de 295.000 milliers d'euros et en a annulé 8 d'un montant de 132.000 milliers d'euros. Par ailleurs, la Société mère a renouvelé un prêt d'un montant de 50.000 milliers d'euros. Ces prêts ont été contractés dans des conditions de marché. Du montant disposé, 200.000 milliers d'euros sont référencés à des taux d'intérêt fixe (20.000 milliers d'euros moyennant un swap de taux d'intérêt, Note 17) et 145.000 milliers d'euros qui produisent un intérêt référencé à l'Euribor. Au 31 décembre 2014, le solde disposé, selon la méthode de coût amorti, s'élève à 280.478 milliers d'euros à long terme et 63.750 milliers d'euros à court terme (70.000 milliers d'euros à long terme et 112.000 milliers d'euros à court terme au 31 décembre 2013).

Durant l'exercice 2013, la Société mère a contracté quatre nouveaux prêts d'un montant total de 70.000 milliers d'euros, dont l'échéance est à long terme. De même, la Société a renouvelé trois prêts d'un montant total de 78.000 milliers d'euros et contracté deux prêts additionnels d'un montant total de 34.000 milliers d'euros, dont l'échéance est à court terme. Ces prêts ont été contractés dans des conditions de marché et produisent un intérêt référencé à Euribor. De plus, au 31 décembre 2013, la Société mère a disposé de lignes de crédit à échéance inférieure à un an, d'un montant de 53.295 milliers d'euros.

La Société dépendante CAF Brasil Industria e Comercio, S.A. dispose de facilités de crédit disposées dans le but de financer le circulant, d'un montant approximatif de 133.800 milliers de reis, équivalant à 41.544 milliers d'euros, (60.000 milliers de reis au 31 décembre 2013), dont 12.420 milliers d'euros ont une échéance à long terme et 29.124 milliers d'euros à court terme (6.140 milliers d'euros à long terme et 12.332 milliers d'euros à court terme au 31 décembre 2013).

La société dépendante CAF USA, Inc. a disposé en 2014 d'une ligne de crédit d'un montant de 30.000 milliers de dollars (24.730 milliers d'euros) à échéance à court terme destinée à financer ses besoins de circulant.

Le reste de la dette financière, d'un montant de 6.177 milliers d'euros, dont 1.693 milliers d'euros ont une échéance à court terme (6.847 milliers dont 886 milliers d'euros à court terme au 31 décembre 2013), correspond à des prêts obtenus par diverses sociétés dépendantes, référencés à un taux d'intérêt de marché.

Durant 2013, la Société mère a contracté une ligne de crédit référencée à Euribor pour financer certains projets de recherche et développement à échéance en 2015, avec une limite de 125.000 milliers d'euros. Ce crédit est soumis à l'accomplissement de certains ratios financiers. Au 31 décembre 2014 et 2013, la Société mère n'a disposé d'aucun montant concernant cette facilité de crédit.

Outre la ligne de crédit indiquée ci-dessus et la dette disposée par le Groupe, mentionnée aux alinéas précédents, les sociétés du Groupe disposent de facilités de crédit non disposées, d'un montant de 299.975 milliers d'euros (148.112 milliers d'euros au 31 décembre 2013), instrumentées sous forme de prêts non disposés, lignes de crédit et factoring, référencés essentiellement à Euribor plus un différentiel de marché.

Les amortissements prévus pour dettes avec des entités de crédit à long terme sont les suivants (milliers d'euros) :

	31.12.14		**31.12.13**
2016	71.242	2015	53.885
2017	72.076	2016	88.040
2018	62.381	2017	36.343
2019	237.975	2018	34.390
2020 et suivants	239.388	2019 et suivants	265.276
Total	**683.062**	**Total**	**477.934**

17. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe CAF utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir les risques auxquels sont exposées ses activités, ses opérations et ses flux monétaires futurs, surtout des risques dérivés des variations des taux de change (Note 5.a). Le Groupe CAF utilise des dérivés comme couverture de taux de change pour mitiger l'effet négatif possible que les variations dans les taux de change peuvent représenter sur les flux de caisse futurs correspondant à des transactions et à des prêts en monnaies différentes de la monnaie fonctionnelle de la société correspondante.

De même, certaines sociétés intégrées par la méthode d'intégration globale et de la participation maintiennent des contrats de couverture de taux d'intérêt (Note 5.a).

Les détails des compositions des soldes nets qui reprennent l'évaluation de dérivés, essentiellement de couverture de juste valeur, du bilan de situation consolidé au 31 décembre 2014 et 2013, sont les suivants :

Exercice 2014

Dérivés de vente en devise au 31.12.14 (couverture de juste valeur)	Échéance (en devise) 2015	2016	2017 et suivants
Couvertures :			
Assurances de change de Dollars (*)	421.624.251	96.014.491	135.817.996
Assurances de change de Livres sterling	4.903.048	89.463	-
Assurances de change d'Euros	31.493.289	-	-
Assurances de change de Réis brésiliens	121.244.649	-	-
Assurances de change de Couronnes suédoises	253.221.468	31.664.353	-
Assurances de change de Dollars australiens	16.774.529	-	-
Assurances de change de Dollars néozélandais	6.409.759	-	-
Assurances de change de Lires turques	1.034.918	-	-
Assurances de change de Dollars taïwanais	1.546.385.865	77.422.500	-
Assurances de change de Riyals saoudiens	595.270.630	9.944.560	-
Assurances de change de Pesos mexicains	394.308.394	1.854.650.000	-

(*) Inclut la couverture de l'investissement net dans CAF USA, Inc. et dans Provetren pour 143.057 milliers d'USD.

Dérivés d'achat en devise au 31.12.14 (couverture de juste valeur)	Échéance (en devise) 2015	2016	2017 et suivants
Couvertures :			
Assurances de change de Dollars	7.913.422	1.800.000	700.000
Assurances de change d'Euros	36.794.294	-	-
Assurances de change de Réis brésiliens	44.983.891	-	-
Assurances de change de Pesos mexicains	198.327.459	-	-
Assurances de change de Livres sterling	600.000	-	-

	Milliers d'euros			
	Juste valeur		Flux de trésorerie	
	31.12.14	31.12.13	31.12.14	31.12.13
Couvertures :				
Assurances de change en Dollars	(879)	11.713	-	-
Assurances de change en Livres sterling	140	94	-	-
Assurances de change en Pesos mexicains	103	(368)	-	-
Assurances de change en Réis brésiliens	442	380	-	-
Assurances de change de Francs suisses	(131)	(131)	-	-
Assurances de change en Euros	986	3.950	-	-
Assurances de change de Dollars australiens	39	441	-	-
Assurances de change en Couronnes suédoises	(157)	(176)	-	-
Assurances de change de Leus roumains	-	(56)	-	-
Assurances de change de Dollars néozélandais	(34)	7	-	-
Assurances de change de Riyals saoudiens	(1.316)	(84)	-	-
Assurances de change de Dollars taïwanais	(39)	914	-	-
Assurances de change de taux d'intérêt	(96)	-	(371)	-
Évaluation à la clôture (*)	**(942)**	**16.684**	**(371)**	**-**

(*) Avant de considérer leur effet fiscal.

	Échéance (en devise)		
Dérivés de taux d'intérêt (couverture de flux de trésorerie)	**2015**	**2016**	**2017 et suivants**
Swap Euribor	-	-	20.000.000 EUR
Cross-currency-swap CDI	63.800.000 BRL	-	-
Swap LIBOR	19.534.698 USD	20.206.653 USD	130.071.328 USD

Exercice 2013

	Échéance (en devise)		
Dérivés de vente en devise au 31.12.13 (couverture de juste valeur)	**2014**	**2015**	**2016 et suivants**
Couvertures :			
Assurances de change de Dollars (*)	493.833.384	139.626.362	11.618.797
Assurances de change de Livres sterling	18.525.640	2.355.052	89.463
Assurances de change d'Euros	17.765.804	13.506.809	-
Assurances de change de Réis brésiliens	168.884.775	-	-
Assurances de change de Couronnes suédoises	428.707.270	63.815.900	31.664.353
Assurances de change de Dollars australiens	22.931.513	15.441.320	-
Assurances de change de Dollars néozélandais	7.794.375	-	-
Assurances de change de Leus roumains	2.900.000	-	-
Assurances de change de Dollars canadiens	416.481	-	-
Assurances de change de Dollars taïwanais	1.303.011.183	876.064.543	-
Assurances de change de Riyals saoudiens	81.212.210	361.295.479	-

(*) Inclut la couverture de l'investissement net dans CAF USA, Inc. et dans Provetren pour 98.138 milliers d'USD.

	Échéance (en devise)		
Dérivés d'achat en devise au 31.12.13 (couverture de juste valeur)	**2014**	**2015**	**2016 et suivants**
Couvertures :			
Assurances de change de Dollars	30.512.719	1.810.394	-
Assurances de change d'Euros	34.059.205	-	-
Assurances de change de Réis brésiliens	43.040.891	-	-
Assurances de change de Pesos mexicains	257.066.278	91.943.459	-
Assurances de change de Livres sterling	500.000	-	-
Assurances de change de Dollars australiens	532.000	-	-
Assurances de change de Dollars néozélandais	454.898	-	-

À la clôture des exercices 2014 et 2013, la société associée S.E.M. Los Tranvías de Zaragoza, S.A. (Note 9.a) a des contrats de diverses permutations financières rattachées au nominal de ses dettes financières. Ces permutations financières ont été désignées comme instrument de couverture de flux de trésorerie pour risque de taux d'intérêt, l'évaluation négative correspondant au Groupe s'élevant à 5.850 milliers d'euros au 31 décembre 2014 nets de l'effet fiscal (2.886 milliers d'euros au 31 décembre 2013). Ce montant a été enregistré en charge de la rubrique «Patrimoine net - Ajustements pour changement de valeur - Opérations de couverture» du bilan consolidé au 31 décembre 2014.

L'échéance de l'instrument de couverture coïncide avec l'exercice dans lequel on espère que se produisent les flux de trésorerie.

Durant l'exercice 2014 l'effet de la part inefficace des opérations de couvertures menées et portées en charge du compte de résultats consolidé a représenté une charge d'un montant de 391 milliers d'euros (une charge de 26 milliers d'euros en 2013).

Par ailleurs, la liquidation et la variation de la valeur des dérivés de juste valeur a représenté une charge de 4.069 milliers et une charge de 3.886 milliers d'euros dans les exercices 2014 et 2013, montants analogues à ceux de la variation de valeur des postes couverts.

Les postes couverts dans le Groupe, conformément à la Note 5.a. sur les Risques de Marché, sont les opérations en devises incluses dans chacun des contrats commerciaux. Ces opérations se composent, au moment initial de prise des couvertures, soit d'engagements fermes (auquel cas elles sont enregistrées comme des couvertures de juste valeur) ou soit comme des transactions hautement probables (auquel cas elles sont enregistrées comme des couvertures de flux monétaires).

18. IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

Au 31 décembre 2014, restaient ouverts à l'inspection, essentiellement les quatre derniers exercices, en ce qui concerne les principaux impôts auxquels est soumise l'activité des différentes sociétés qui conforment le Groupe CAF.

La Société mère est imposée depuis l'exercice 2007 dans le Régime de Consolidation Fiscale sur le Territoire Historique de Guipúzcoa, avec certaines sociétés dépendantes.

La conciliation entre le résultat comptable du Groupe et la charge de l'Impôt sur les Sociétés, est la suivante :

	Milliers d'euros	
	2014	**2013**
Résultat comptable avant impôts	**80.456**	**114.299**
Taux d'imposition de la société mère	28%	28%
Impôt sur les Sociétés calculé au taux d'imposition de la société mère	**22.528**	**32.004**
Effet produit par le taux d'imposition différent de filiales	3.817	3.785
Effet des produits exonérés et des charges non déductibles fiscalement	2.018	1.723
Effet fiscal de déductions et autres aides fiscales enregistrées dans l'exercice	(10.760)	(6.879)
Effet fiscal pour crédits fiscaux et impôts différés non enregistrés ou non reconnus dans des exercices antérieurs	390	(3.779)
Effet fiscal pour dépréciations de crédits fiscaux et impôts différés	400	110
Ajustements reconnus dans l'exercice relatifs à l'Impôt sur les Sociétés d'exercices antérieurs	(74)	455
Changements dans le taux d'imposition	8	(2)
Effet d'actualisation de bilans NF 1/2013	-	(4.155)
Total charge (produit) pour impôt reconnu sur le compte de résultats consolidé	**18.327**	**23.262**
Charge (produit) pour impôt courant (*)	**14.175**	**19.861**
Charge (produit) pour impôt différé	**4.152**	**3.401**

(*) Y compris ajustements et Impôts sur les sociétés d'exercices antérieurs.

La différence entre la charge fiscale et celle qu'il faudra payer pour cet exercice est enregistrée aux postes «Impôts différés actifs» et «Impôts différés passifs» de l'actif ou du passif du bilan de situation consolidé ci-joint.

La composition et le mouvement de ces soldes est la suivante :

	Milliers d'euros				
	31.12.13	**Additions**	**Retraits**	**Différences de conversion**	**31.12.14**
Impôts différés actifs :					
Déductions en attente d'application et bases imposables négatives (Notes 3.m et 9)	76.648	42.653	(20.070)	5.680	104.911
Provisions temporairement non déductibles	77.900	8.819	(36.825)	754	50.648
Plan de participations (Note 9)	248	-	(248)	-	-
Actualisation de bilans NF 1/2013	4.393	-	(675)	-	3.718
Élimination de résultats dans la consolidation et autres	3.094	1.525	(43)	(11)	4.565
	162.283	**52.997**	**(57.861)**	**6.423**	**163.842**
Impôts différés passifs :					
Liberté d'amortissement et amortissement accéléré (Notes 7, 8 et 9)	105.581	6.930	(9.589)	9.504	112.426
Provisions de portefeuille	25.110	-	-	-	25.110
Couvertures de flux monétaires (Note 17)	-	-	(61)	-	(61)
Revalorisation terrains (Note 14)	11.829	-	-	-	11.829
Actifs disponibles à la vente	134	-	(134)	-	-
Fonds de commerce	362	1	-	-	363
Élimination de résultats dans la consolidation et autres	4.004	415	(1.514)	(146)	2.759
	147.020	**7.346**	**(11.298)**	**9.358**	**152.426**

	Milliers d'euros				
	31.12.12	**Additions**	**Retraits**	**Différences de conversion**	**31.12.13**
Impôts différés actifs :					
Déductions en attente d'application et bases imposables négatives (Notes 3.m et 9)	19.798	67.944	(8.692)	(2.402)	76.648
Provisions temporairement non déductibles	78.707	26.131	(24.016)	(2.922)	77.900
Plan de participations (Note 9)	2.095	-	(1.847)	-	248
Actualisation de bilans NF 1/2013	-	4.393	-	-	4.393
Élimination de résultats dans la consolidation et autres	1.475	1.842	-	(223)	3.094
	102.075	**100.310**	**(34.555)**	**(5.547)**	**162.283**
Impôts différés passifs :					
Liberté d'amortissement et amortissement accéléré (Notes 7, 8 et 9)	41.426	79.450	(8.707)	(6.588)	105.581
Provisions de portefeuille	25.110	-	-	-	25.110
Couvertures de flux monétaires (Note 17)	(26)	26	-	-	-
Revalorisation terrains (Note 14)	11.829	-	-	-	11.829
Actifs disponibles à la vente	-	134	-	-	134
Fonds de commerce	358	4	-	-	362
Élimination de résultats dans la consolidation et autres	5.586	-	(1.591)	9	4.004
	84.283	**79.614**	**(10.298)**	**(6.579)**	**147.020**

Le Groupe prévoit d'accréditer dans l'exercice 2014 des déductions pour un montant de 9.057 milliers d'euros (15.298 milliers d'euros dans l'exercice 2013) qui correspondent principalement à des déductions pour R+D, des déductions pour double imposition. Le montant des déductions en attente d'application après la prévision de l'Impôt 2014 s'élève à 72.683 milliers d'euros (60.723 milliers d'euros dans l'exercice 2013), dont 31.052 milliers d'euros (provenant surtout du Groupe fiscal de la Société mère) sont enregistrés à la rubrique «Actifs pour impôt différé - Déductions en attente d'application et bases imposables négatives» (19.903 milliers d'euros dans l'exercice 2013). Le montant des bases imposables négatives en attente de compensation activées s'élève à 73.589 milliers d'euros au 31 décembre 2014 (56.745 milliers d'euros dans l'exercice 2013). Ces montants correspondent principalement au Groupe fiscal de la Société mère et s'élèvent à 28.948 milliers d'euros et 43.183 milliers d'euros qui correspondent à Provetren, S.A. de C.V, dont l'origine est dans l'amortissement fiscal accéléré d'une grande part de ses actifs pour la certification pour biens respectueux de l'environnement qu'elle a obtenue de la part de la Procuraduría Federal de Protección al Ambiente (PROFEPA). De même, Provetren, S.A. de C.V. a enregistré un montant de 76.288 milliers d'euros pour impôt différé passif dû à la différence temporaire entre les montants sur les livres des actifs sur les états financiers et leur valeur fiscale calculés au taux de 30% en vigueur selon la norme mexicaine.

En général, les actifs ou éléments du patrimoine objet des déductions en question devront rester en fonctionnement dans le Groupe, assignés, le cas échéant, aux fins prévues, durant une période minimale de cinq ans, ou trois s'il s'agit de biens mobiliers, sauf si leur durée de vie utile est inférieure, sans faire l'objet de transmission, de location ou de cession à des tiers pour être utilisés, sauf en cas de pertes justifiées.

Compte tenu de l'incertitude inhérente à la récupération des actifs pour impôt différé, le Groupe suit un critère d'activation basé sur une évaluation du portefeuille de commandes. Selon ce critère, le Groupe maintient des déductions non activées et des bases imposables négatives d'un montant approximatif de 54.477 milliers d'euros (51.939 milliers d'euros dans l'exercice 2013), qui seront activées dans la mesure où elles pourront être appliquées dans les exercices suivants, conformément aux limites et délais établis dans la norme en vigueur. Par ailleurs, le Groupe dispose d'impôts différés d'actif non enregistrés, dont l'échéance n'est pas définie, d'un montant de 12.533 milliers d'euros (13.558 milliers d'euros en 2013).

Le montant et le délai d'application des déductions fiscales du Groupe et des bases imposables négatives et impôts différés d'actifs (non activées) sont les suivants :

	Milliers d'euros	
	31.12.14	**31.12.13**
Échéance 2015	-	18
Échéance 2016	63	24
Échéance 2017	401	416
Échéance 2018	1.281	1.374
Échéance 2019	380	380
Échéance 2020	557	557
Échéance 2021	168	168
Échéance 2022	-	-
Échéance 2023	-	-
Échéance 2024	-	43
Échéance 2025	2.007	3.879
Échéance 2026	8.366	7.411
Échéance 2027 et suivantes	31.891	30.069
Sans échéance	21.896	21.158
	67.010	**65.497**

Dans le calcul du compte à payer pour l'Impôt sur les Sociétés 2014, on a considéré des déductions de 265 milliers d'euros (6.402 milliers d'euros en 2013), qui étaient activées dans la rubrique «Actifs pour impôt différé» du bilan consolidé ci-joint au 31 décembre 2013. Une charge pour impôt à l'étranger d'un montant de 3.194 milliers d'euros a été considérée

associée à ces déductions. Par ailleurs, les différences entre l'estimation de l'Impôt sur les Sociétés de l'exercice 2013 et la déclaration finalement présentée ont donné lieu à un produit d'un montant de 74 milliers d'euros (une charge d'un montant de 455 milliers d'euros dans l'exercice 2013).

Selon les dispositions de la législation en vigueur, les Impôts ne peuvent pas être considérés définitivement réglés tant que les déclarations présentées n'ont pas été examinées par les autorités fiscales ou que ne s'est pas écoulé le délai de prescription de quatre ans. À la clôture de l'exercice 2014 le Groupe avait l'exercice 2010 et les suivants ouverts à l'Inspection de l'Impôt sur les Sociétés, et l'exercice 2011 et suivants pour les autres impôts applicables aux sociétés qui sont imposées en Espagne, et pour les sociétés étrangères, conformément aux normes locales applicables. Les Administrateurs de la Société mère considèrent que les règlements de tous ces impôts ont été correctement réalisés. Par conséquent, même s'il surgissait des divergences dans l'interprétation de la réglementation en vigueur à propos du traitement fiscal appliqué aux opérations, les passifs résultants éventuels, s'ils se matérialisent, n'affecteraient pas de manière significative les comptes annuels ci-joints.

Le 14 mai 2013, la Mairie de Beasain a notifié à la Société Mère l'ouverture des opérations de vérification et investigation de portée générale des périodes 2009-2013 de divers impôts. Les Administrateurs de la Société mère estiment que ne se produiront pas de pertes autres que celles déjà enregistrées.

Par ailleurs, au cours des mois de novembre et décembre 2013, la Dépendance de Douanes et Impôts spéciaux a notifié à la Société mère diverses liquidations. À la date de présentation des comptes annuels 2014 un des processus reste ouvert, les Administrateurs estimant que ne se produiront pas de passifs significatifs.

Les Assemblées Générales de la Société mère et de CAF Investigación y Desarrollo, S.L. ont approuvé l'assujettissement à l'actualisation de bilans régulée dans le Décret Foral-Norme 1/2013 du 5 février 2013 du Territoire Historique de Guipuzcoa. Comme conséquence de cet assujettissement, le compte de résultat a incorporé un résultat positif de 4.155 milliers d'euros à la rubrique «Impôts sur les Bénéfices» correspondant au crédit fiscal reconnu que la société espère obtenir net de la charge d'actualisation de 5% établie par la norme.

19. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

La composition des soldes avec les «Administrations publiques», aux 31 décembre 2014 et 2013, est la suivante :

	Milliers d'euros							
	31.12.14				31.12.13			
	Actif		Passif		Actif		Passif	
Concept	**Non courant**	**Courant**	**Non courant**	**Courant**	**Non courant**	**Courant**	**Non courant**	**Courant**
Sécurité Sociale	-	6	-	8.595	-	4	-	7.887
Trésor Public								
Taxe à la valeur ajoutée (Note 9)	37.122	63.126	-	15.101	26.068	51.311	-	16.703
Autres	-	810	-	192	-	1.247	-	178
Retenues en acompte de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques	-	-	-	9.411	-	-	-	9.313
Impôt sur les Sociétés (Note 3.m)	-	6.493	-	3.513	-	17.604	-	1.866
Trésor Public débiteur pour subventions	-	1.635	-	-	-	1.254	-	-
Total	**37.122**	**72.070**	**-**	**36.812**	**26.068**	**71.420**	**-**	**35.947**

Durant l'exercice 2011, a été obtenu le Régime Spécial des Groupes d'Entités de la Taxe à la Valeur Ajoutée dont fait partie la Société mère avec certaines sociétés dépendantes.

20. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Provisions non courantes

Le Groupe dote des provisions à la rubrique «Provisions non courantes» comme conséquence de l'existence d'une obligation présente surgie à la suite d'événements passés, à l'échéance de laquelle pour l'éteindre, le Groupe s'attend à se dessaisir de ressources. Le montant consiste en la meilleure estimation faite jusqu'à présent par les Administrateurs de la Société mère et il est enregistré à la valeur actuelle dès l'instant que l'effet financier est significatif. Durant les exercices 2014 et 2013, le Groupe a effectué des paiements de 1.736 milliers et 2.050 milliers d'euros et a doté 1.946 milliers et 2.287 milliers d'euros, principalement en charge de «Charges de personnel - Traitements et salaires» (Note 22) du compte de résultats consolidé.

Provisions courantes

Le mouvement de cette rubrique (Note 3.ñ) durant 2014 et 2013, a été le suivant (en milliers d'euros) :

	Services de garantie et assistance responsabilités contractuelles, etc. (Notes 3.f et 3.ñ)	Litiges	Autres provisions (Note 3.ñ)	Total
Solde au 31.12.12	**334.054**	**11.254**	**3.373**	**348.681**
Dotation nette des provisions (Notes 3.k, 3.ñ et 18)	(7.065)	(3.488)	(857)	(11.410)
Différences de conversion	(2.244)	-	-	(2.244)
Solde au 31.12.13	**324.745**	**7.766**	**2.516**	**335.027**
Dotation nette des provisions (Notes 3.k, 3.ñ et 18)	(70.669)	(72)	(137)	(70.878)
Différences de conversion	1.180	-	-	1.180
Solde au 31.12.14	**255.256**	**7.694**	**2.379**	**265.329**

Responsabilités contractuelles, garantie et assistance technique

Les provisions à court terme aux 31 décembre 2014 et 2013 se réfèrent essentiellement aux provisions pour responsabilités contractuelles (147 millions d'euros au 31 décembre 2014 et 210 millions d'euros au 31 décembre 2013 respectivement) et garanties et après-vente (108 millions d'euros au 31 décembre 2014 et 116 millions au 31 décembre 2013, respectivement).

Les sociétés consolidées ont enregistré dans «Autres charges d'exploitation» du compte de résultats consolidé 2014 ci-joint un produit de 70.878 milliers d'euros (15.192 milliers d'euros durant l'exercice 2013) correspondant à la différence entre les provisions à ce titre nécessaires à la clôture de l'exercice et celles enregistrées à la clôture de l'exercice antérieur. Les charges encourues dans les exercices 2014 et 2013 à titre de prestation des services de garanties contractuelles (57.453 milliers et 53.829 milliers d'euros environ, respectivement), ont été enregistrées aux rubriques «Approvisionnements» et «Charges de personnel» des comptes de résultats consolidés 2014 et 2013 ci-joints.

Le Groupe a signé un contrat en 2008 avec le Métro de Caracas, pour la fabrication et la fourniture de 48 trains à fabriquer en Espagne. À la clôture des exercices 2014 et 2013, tous les trains avaient été livrés au client. Comme conséquence des conditions contractuelles existantes, le Groupe a, au 31 décembre 2014, une provision en charge du contrat, pour un montant de 66.535 milliers d'euros (65.204 milliers d'euros au 31 décembre 2013), qui est enregistrée au chapitre des responsabilités contractuelles du tableau précédent (Note 12).

Litiges

Au 31 décembre 2014 la provision pour litiges correspond principalement aux déboursements possibles pouvant avoir lieu comme conséquence de l'annulation de deux contrats avec deux clients et pour lesquels il existe en outre un montant de 9.201 milliers d'euros enregistré à la rubrique «Dettes commerciales et autres dettes à payer – Autres dettes» du bilan consolidé ci-joint (Note 8). À la date de présentation des présents comptes annuels consolidés, les différents recours présentés sont en attente, la meilleure estimation ayant été enregistrée par les Administrateurs.

Les Administrateurs de la Société mère estiment que des passifs ne viendront pas s'ajouter à ceux enregistrés au 31 décembre 2014 et que la sortie de ressources qui leur sont liées se produira durant les exercices 2015-2017.

21. PRODUITS ET CHARGES

a) Approvisionnements

	Milliers d'euros	
	2014	**2013**
Consommations (*)	673.189	494.514
Travaux réalisés par d'autres sociétés	69.951	65.496
Total	**743.140**	**560.010**

(*) Le 73% en monnaies de l'environnement euro, et le reste essentiellement en USD et réis brésiliens (85% environnement euro 2013).

b) Autres charges d'exploitation

	Milliers d'euros	
	2014	**2013**
Services extérieurs	237.776	231.631
Taxes	2.395	1.838
Variation de provisions pour opérations d'exploitation et autres	(66.354)	(14.326)
Autres charges de gestion courante	342	392
Total	**174.159**	**219.535**

Les honoraires relatifs aux services d'audit (y compris les révisions semestrielles) de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A. et Sociétés dépendantes se sont élevés à 792 milliers d'euros (770 milliers d'euros dans l'exercice 2013). De ce montant, ceux engagés par les audits annuels des sociétés révisées par les firmes de l'organisation mondiale Deloitte se sont élevés à 590 milliers d'euros (582 milliers d'euros dans l'exercice 2013). De plus, des honoraires pour d'autres services professionnels ont été facturés pour un montant de 290 milliers d'euros par l'audit principal (241 milliers d'euros dans l'exercice 2013), 49 milliers d'euros pour services de vérification en rapport avec l'audit, 206 milliers d'euros pour services fiscaux et le reste pour autres services (49 milliers, 137 milliers d'euros et le reste dans l'exercice 2013).

c) Information sur l'environnement

Durant l'exercice 2014, des investissements en systèmes, équipements et installations destinés à la protection et à l'amélioration de l'environnement ont été réalisés pour un montant de 95 milliers d'euros (738 milliers d'euros investis en 2013).

Dans l'exercice 2014, le Groupe a reçu des subventions de nature environnementale d'un montant de 61 milliers d'euros.

Le Conseil des Ministres tenu le 15 novembre 2013 a approuvé l'assignation finale gratuite des droits d'émission de CO_2 pour la période 2013-2020. La Société a obtenu des droits pour émettre 151.537 tonnes de CO_2 dans cette période. Si des émissions étaient produites au dessus du volume de droits assignés, il faudrait acquérir des droits d'émission sur le marché.

Durant l'exercice 2014, le Groupe a émis 17.765 tonnes (16.782 tonnes en 2013) par rapport aux droits de 19.846 tonnes qui lui étaient octroyés (20.197 tonnes en 2013). La Société n'a donc enregistré aucun passif à la clôture de l'exercice. Durant l'exercice 2014, le Groupe n'a effectué aucune vente de droits d'émission, ni durant l'exercice 2013.

Au 31 décembre 2014 et 2013 le Groupe ne maintient pas de litiges en cours ou de contingences rattachées à la protection et à l'amélioration de l'environnement. Les Administrateurs des Sociétés du Groupe considèrent qu'il n'y aura pas de passifs significatifs dérivés de l'action environnementale de celle-ci, ce pourquoi le bilan de situation consolidé ci-joint n'inclut aucune provision à ce titre.

Durant l'exercice 2014 le Groupe a supporté des charges à caractère environnemental d'un montant de 985 milliers d'euros (859 milliers d'euros durant l'exercice 2013).

d) Subventions d'exploitation

La plupart des subventions transférées aux résultats en 2014 et 2013 correspondent à des subventions obtenues dans le cadre de divers programmes ministériels lors de leurs différents appels d'offres, qui ont été portées aux coûts à justifier.

Si les investissements en R+D prévus dans ces projets ne sont pas atteints, ces aides devront être remboursées à un taux d'intérêt de marché.

Le montant des subventions d'exploitation enregistrées dans les exercices 2014 et 2013 à la rubrique «Autres produits d'exploitation» du compte de résultats consolidé ci-joint s'élève à 3.823 milliers et 2.225 milliers d'euros respectivement.

22. EFFECTIFS MOYENS ET CHARGES DE PERSONNEL

Les effectifs moyens employés en 2014 et 2013 ont été les suivants :

	Nombre moyen d'employés	
Catégorie professionnelle	**2014**	**2013**
Employés	3.324	3.162
Ouvriers	4.703	4.315
Total (*)	**8.027**	**7.477**

(*) Au 31 décembre 2014 et 2013, les effectifs étaient de 8.206 et 7.632 personnes, respectivement.

Le détail des effectifs moyens entre hommes et femmes en 2014 et 2013 a été le suivant :

	2014		2013	
Catégorie professionnelle	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**
Employés	2.497	827	2.384	778
Ouvriers	4.503	200	4.150	165
Total	**7.000**	**1.027**	**6.534**	**943**

Tous les Administrateurs de la Société sont des hommes.

Par ailleurs, le détail des charges de personnel est le suivant (en milliers d'euros) :

	2014	2013
Traitements et salaires (Notes 3.k, 3.l et 3.ñ)	299.653	296.156
Sécurité sociale	88.001	80.238
Autres charges (Note 3.k)	18.582	18.066
Total	**406.236**	**394.460**

Le montant de «Charges de personnel - Traitements et salaires» du compte de résultats consolidé inclut un montant de réversion de 1.567 milliers d'euros (12.243 milliers d'euros dotés dans l'exercice 2013) correspondant aux préretraites (Note 15).

23. INFORMATION RELATIVE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

a) Rétribution et autres prestations au Conseil d'Administration

En 2014 et 2013, la Société mère a enregistré 1.297 milliers et 1.399 milliers d'euros, environ, à titre de rémunérations, indemnités et assurances vie, générées par son Conseil d'Administration, ceux des sociétés dépendantes n'ayant généré aucun montant. Au 31 décembre 2014 et 2013, ni le Conseil d'Administration de la Société mère ni ceux du reste des filiales n'avaient accordés d'avances, de garanties ou de crédits à leurs membres actuels ou anciens et, sauf pour ce qui est indiqué à la Note 3.k, il n'y avait pas d'engagements pris par le Groupe avec eux en matière de pensions.

b) Information relative à des situations de conflit d'intérêt de la part des Administrateurs

Durant les exercices 2014 et 2013, ni les membres du Conseil d'Administration ni les personnes qui leur sont liées, selon la définition de la Loi des Sociétés de Capital, n'ont communiqué aux autres membres du Conseil d'Administration une quelconque situation de conflit, direct ou indirect, qu'ils pourraient avoir par rapport à l'intérêt de la Société.

24. RÉTRIBUTIONS À LA HAUTE DIRECTION

Les coûts de personnel (rétributions en espèces, Sécurité Sociale, etc.) de la Haute Direction de la Société mère, tel qu'ils sont définis de manière obligatoire dans le Rapport de Direction Corporative, ont été détaillés dans la Note antérieure puisque ces personnes ont en même temps la condition de membres du Conseil d'Administration.

Dans les exercices 2014 et 2013 il n'y a pas eu d'autres opérations avec des dirigeants, étrangères au cours normal de l'affaire.

25. AUTRE INFORMATION

a) Avals, garanties et autres passifs contingents

Au 31 décembre 2014, les avals et garanties prêtés au groupe par des établissements financiers et des compagnies d'assurance en faveur de tiers, s'élèvent à 1.728.878 milliers d'euros (1.735.795 milliers d'euros au 31 décembre 2013), essentiellement des avals techniques en accomplissement des commandes reçues. De ce total, un montant de 37.147 milliers d'euros correspond à des avals et à des garanties pour les subventions et avances remboursables accordées par le Ministère de la Science et de la Technologie (Note 15) et autres entités publiques (49.571 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Durant l'exercice 2013, le Conseil Administratif de Défense Économique brésilien a ouvert un processus d'investigation concernant divers fabricants ferroviaires, parmi lesquels se trouve une filiale du Groupe CAF au Brésil, tendant à conclure au sujet de l'existence d'éventuelles pratiques contraires à la libre compétence dans la licitation de certains contrats. De même, en mars 2014, le Ministère Public Estadual de Sao Paulo a ouvert les poursuites correspondantes concernant cette affaire, dont une a été rejetée en première instance (Ligne 5), la seconde (maintenance) étant en phase de communication et de démarches, certains des actes illicites dénoncés ayant été déclarés prescrits. Enfin, la filiale a présenté un recours portant sur le blocage effectué sur un compte courant dont le solde bloqué au 31 décembre 2014 s'élève à 279 milliers d'euros. À la date de présentation de ces comptes annuels consolidés, cette filiale n'a fait l'objet d'aucune réclamation économique.

En mars 2014, le Gouvernement du District Fédéral du Mexique a suspendu le service du tronçon surélevé de la Ligne 12, après qu'aient été trouvées des défaillances aux gares et sur la structure ; des erreurs sont apparues qui ont occasionné une déstabilisation des voies.

Le Secrétariat de Travaux et Services du District Fédéral a convenu avec le consortium constructeur de la ligne 12, CAF et diverses dépendances locales, de collaborer avec les firmes TSO et SYSTRA afin de procéder à des mesurages techniques, des études et des analyses nécessaires pour définir les actions de réhabilitation de cette Ligne.

Depuis la signature du Contrat PPS et surtout depuis la date de clôture partielle de la Ligne 12, la position du Groupe CAF est de prêter le maximum de collaboration avec les autorités du Gouvernement du District Fédéral, tant du point de vue technique que directif, en défendant que les trains fabriqués par CAF México respectent toutes les normes internationales applicables au Contrat PPS et que par conséquent, la responsabilité de Provetren et CAF México relative à la suspension partielle du transport de voyageurs de la Ligne 12 est inexistante.

À la date de présentation de ces comptes annuels consolidés, se poursuivent les études et analyses moyennant lesquelles seront déterminées les actions correctives à entreprendre et établis les accords qui résoudront la situation produite.

Durant les exercices 2014 et 2013, le Groupe CAF n'a identifié aucun actif ni passif contingent significatif en outre de celui mentionné à l'alinéa antérieur.

b) Information sur les reports de paiement effectués aux fournisseurs. Troisième disposition additionnelle. «Devoir d'information» de la Loi 15/2010, du 5 juillet (modifiée par la Loi 11/2013, du 27 juillet dans certains articles)

Nous détaillons ci-après le détail de l'information requise selon la troisième Disposition additionnelle de la Loi 15/2010, du 5 juillet :

	Paiements effectués et en attente à la date de clôture de l'exercice (milliers d'euros)			
	2014		2013	
	Montant	%	Montant	%
Réalisés dans le délai maximum légal	148.184	25,77	156.682	28,95
Reste	426.880	74,23	384.619	71,05
Total paiements de l'exercice	**575.064**	**100**	**541.301**	**100**
PMPE (jours) de paiements	35,79		32,51	
PMP	76,54		74,79	
Reports qui, à la date de clôture, dépassaient le délai maximum légal	33.309		36.322	

Les données exposées dans le tableau précédent sur les paiements aux fournisseurs se réfèrent à ceux qui, de par leur nature, sont des dettes commerciales pour dettes avec des fournisseurs de biens et services, de sorte qu'elles incluent les données relatives aux postes «Fournisseur» et «Autres dettes - Dettes diverses» du passif du bilan.

Le délai moyen pondéré et le délai dépassé (PMPE) des paiements ont été calculés comme étant le quotient de la division entre le numérateur, formé par la somme des produits de chacun des paiements aux fournisseurs réalisés, dans un délai supérieur au délai légal de paiement, et du nombre de jours de report dépassant le délai respectif, par le dénominateur, qui est le montant total des paiements effectués dans l'exercice dans un délai supérieur au délai légal de paiement. Le délai moyen pondéré (PMP) des paiements est calculé en tenant compte de tous les paiements indépendamment du fait qu'ils aient été effectués avant ou après le délai légal de paiement.

Le délai maximum légal de paiement applicable au Groupe dans l'exercice 2013 selon la loi 3/2004, et en vertu des dispositions transitoires de la Loi 15/2010, établissant les mesures de lutte contre la morosité dans les opérations commerciales, était de 60 jours. Pour l'exercice 2014, le délai maximum applicable au Groupe selon la Loi 11/2013, qui modifie certains articles de la Loi 3/2004, est celui qui serait été fixé dans le contrat par le fournisseur, sans qu'en aucun cas ne puisse être établi un délai supérieur à 60 jours calendaires.

26. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Au 31 décembre 2014 il y avait un portefeuille de commandes fermes, net des montants correspondant à des facturations réalisées en acompte, pour un montant approximatif de 5.251.114 milliers d'euros (4.802.858 milliers d'euros au 31 décembre 2013) (Note 11). Au 31 janvier 2015, ce montant s'élevait à 5.496.451 milliers d'euros (4.709.071 milliers d'euros au 31 janvier 2014).

27. EXPLICATION AJOUTÉE POUR LA TRADUCTION OU FRANÇAIS

Ces comptes annuels sont présentés conformément au cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe en Espagne (cf. Notes 2-a). Certains critères comptables appliqués par le Groupe, qui s'ajustent à cette règlementation, pourraient différer d'autres critères et principes comptables généralement acceptés.

Approbation du Conseil d'Administration

M. JOSÉ Mª BAZTARRICA GARIJO	Président
M. ANDRÉS ARIZCORRETA GARCÍA	Administrateur Délégué
M. ALEJANDRO LEGARDA ZARAGÜETA	Administrateur
M. JOSÉ ANTONIO MUTILOA IZAGIRRE	Administrateur en représentation de KUTXABANK, S.A.
M. LUIS MIGUEL ARCONADA ECHARRI	Administrateur
M. JOSÉ MIGUEL DE LA RICA BASAGOITI	Administrateur
M. FERMÍN ARRESE ARRATIBEL	Administrateur
M. XABIER GARAIALDE MAIZTEGUI	Administrateur
M. JOSÉ IGNACIO BERROETA ECHEVARRIA	Administrateur
M. JUAN JOSÉ ARRIETA SUDUPE	Administrateur
M. ALFREDO BAYANO SARRATE	Secrétaire

Diligence que dresse le Secrétaire, pour faire constater que, après la formulation des Comptes Annuels consolidés et du Rapport de Gestion consolidé de CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES, S.A. et Sociétés Dépendantes qui composent le groupe CAF (consolidé), correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2014, par les membres du Conseil d'Administration à la Séance du 25 février 2015, ses membres ont procédé à la souscription du présent document, qui se compose de 131 plis numérotés corrélativement du numéro 4694 à 4824, inclus, tous visés par le Secrétaire qui signe et le Président qui ratifie, et signés par chacun des administrateurs au pied de son texte.

Saint Sébastien, le 25 février 2015.

Vu et approuvé	Vu et approuvé
LE PRÉSIDENT	LE SECRÉTAIRE DU CONSEIL
JOSÉ Mª BAZTARRICA GARIJO	ALFREDO BAYANO SARRATE

Décisions que le Conseil d'Administration soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale

Assemblée Générale Ordinaire d'Actionnaires qui se réunira au siège social, à Beasain, Guipúzcoa, le 13 juin 2015, à 12:30 heures, en première convocation et, le cas échéant, le lendemain, au même endroit et à la même heure, en seconde convocation:

ORDRE DU JOUR

Premièrement: Examen et approbation, s'il y a lieu, des comptes annuels et du rapport de gestion de Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles, S.A., et des comptes annuels et du rapport de gestion de son groupe consolidé de sociétés, correspondant à l'exercice 2014, ainsi que de la gestion du Conseil d'Administration.

Deuxièmement: Approbation de la proposition d'application du résultat correspondant à l'exercice 2014, avec une distribution de dividendes d'un montant brut de 5,25 euros par action.

Troisièmement: Réélection de commissaires aux comptes

Quatrièmement: Nomination et réélection d'administrateurs

4.1 Nomination de M. Javier Martínez Ojinaga
4.2 Nomination de Mme. María José de Larrea García-Morato
4.3. Réélection de M. José María Baztarrica Garijo
4.4. Réélection de M. Alejandro Legarda Zaragüeta
4.5. Réélection de D. Xabier Garaialde Maiztegi

Cinquièmement: Modification des statuts sociaux.

5.1. Modifications relatives au régime et au fonctionnement de l'Assemblée Générale: modification des articles 12, 13, 16, 18, 20, 22, 25 et 26 des statuts sociaux.
5.2. Modifications relatives au régime et au fonctionnement du Conseil d'Administration: modifications des articles 28, 29, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 38 et 39 des statuts sociaux.
5.3. Modifications relatives aux Commissions du Conseil d'Administration: modification des articles 37 et 37 bis des statuts sociaux et inclusion d'un nouvel article 37 ter.
5.4. Autres modifications des statuts sociaux: modification des articles 2 (objet social) et 42 (approbation des comptes) des statuts sociaux.

Sixièmement: Modification du règlement de l'Assemblée Générale.

Septièmement: Vote consultatif sur le rapport annuel concernant les rémunérations des administrateurs.

Huitièmement: Autorisation au Conseil d'Administration de la Société pour l'acquisition dérivative de propres actions.

Neuvièmement: Information à l'Assemblée relative aux modifications du règlement du Conseil approuvées par le Conseil d'Administration de CAF.

Dixièmement: Délégation de facultés au Conseil d'Administration pour la légalisation et l'exécution des décisions antérieures.

Proposition d'Application des Résultats

Appliquer le résultat après impôt de la Societé mère, de 27.042 milliers d'euros, en destinant 17.997 milliers d'euros aux dividendes et 9.045 milliers d'euros aux réserves volontaires.

Conseil d'Administration

M. JOSÉ Mª BAZTARRICA GARIJO	Président
M. ANDRÉS ARIZCORRETA GARCÍA	Administrateur Délégué
M. ALEJANDRO LEGARDA ZARAGÜETA	Administrateur
M. JOSÉ ANTONIO MUTILOA IZAGIRRE	Administrateur en représentation de KUTXABANK, S.A.
M. LUIS MIGUEL ARCONADA ECHARRI	Administrateur
M. JOSÉ MIGUEL DE LA RICA BASAGOITI	Administrateur
M. FERMÍN ARRESE ARRATIBEL	Administrateur
M. XABIER GARAIALDE MAIZTEGUI	Administrateur
M. JOSÉ IGNACIO BERROETA ECHEVARRIA	Administrateur
M. JUAN JOSÉ ARRIETA SUDUPE	Administrateur
M. ALFREDO BAYANO SARRATE	Secrétaire

Au 25 février 2015, les membres du Conseil d'Administration possédaient 19,064% du capital social.

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE 2010-2014

Bilans Consolidés
Comptes de Résultats Consolidés
Information Boursière

Bilans de Situation Consolidés

aux 31 décembre 2014, 2013, 2012, 2011, 2010 (Milliers d'euros)

Actif	2014	2013	2012	2011	2010
Actif non courant:					
Immobilisations incorporelles					
Fonds de commerce	15	15	15	232	596
Autres immobilisations incorporelles	37.673	35.172	42.036	30.567	211.865
	37.688	**35.187**	**42.051**	**30.799**	**212.461**
Immobilisations corporelles, nettes	**271.839**	**286.593**	**300.102**	**288.539**	**300.967**
Investissements comptabilisés suivant la méthode de la participation	**12.257**	**14.902**	**13.167**	**11.558**	**16.979**
Actifs financiers non courants	**669.549**	**657.233**	**760.828**	**420.422**	**56.718**
Actifs pour impôt différé	**163.842**	**162.283**	**102.075**	**110.353**	**113.005**
Total actif non courant	**1.155.175**	**1.156.198**	**1.218.223**	**861.671**	**700.130**
Actif courant:					
Stocks	**180.504**	**159.857**	**250.827**	**365.464**	**354.906**
Créances commerciales et autres comptes à recouvrer					
Clients pour ventes et prestation de services	1.107.006	1.040.576	761.312	716.010	669.400
Autres créances	188.410	206.739	218.204	109.546	77.328
Actifs pour impôt courant	6.493	17.604	12.844	3.684	4.324
	1.301.909	**1.264.919**	**992.360**	**829.240**	**751.052**
Autres actifs financiers courants	**123.945**	**97.703**	**129.025**	**235.519**	**358.467**
Autres actifs courants	**4.591**	**2.022**	**1.742**	**2.691**	**3.433**
Numéraire et autres actifs liquides équivalents	**197.111**	**127.150**	**76.682**	**86.214**	**55.705**
Total actif courant	**1.808.060**	**1.651.651**	**1.450.636**	**1.519.128**	**1.523.563**
Total Actif	**2.963.235**	**2.807.849**	**2.668.859**	**2.380.799**	**2.223.693**

Les données des exercices 2012 et 2011 ont été reclassées selon la Note 2.e de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2013

Passif et Patrimoine Net	2014	2013	2012	2011	2010
Patrimoine net:					
Fonds propres					
Capital déclaré	10.319	10.319	10.319	10.319	10.319
Prime d'émission	11.863	11.863	11.863	11.863	11.863
Réserve de revalorisation	39.119	58.452	58.452	58.452	58.452
Autres réserves de la Société mère et des sociétés consolidées par intégration globale et par la méthode de la participation	691.777	618.264	554.784	444.554	351.221
Résultat de l'exercice attribué à la Société mère	59.679	90.181	99.454	146.182	129.624
	812.757	**789.079**	**734.872**	**671.370**	**561.479**
Ajustements pour changements de valeur					
Actifs financiers disponibles pour la vente	-	3.704	-	-	-
Opérations de couverture	(6.212)	(2.882)	(4.449)	(1.820)	-
Différences de conversion	(70.336)	(70.789)	(28.508)	(5.106)	2.145
	(76.548)	**(69.967)**	**(32.957)**	**(6.926)**	**2.145**
Patrimoine net attribué à la Société mère	**736.209**	**719.112**	**701.915**	**664.444**	**563.624**
Intérêts minoritaires	**12.704**	**10.249**	**5.685**	**2.820**	**9.660**
Total patrimoine net	**748.913**	**729.361**	**707.600**	**667.264**	**573.284**
Passif non courant:					
Provisions non courantes	**5.075**	**4.785**	**4.678**	**3.662**	**2.146**
Passifs financiers non courants					
Dettes avec des entités de crédit	683.062	477.934	480.517	242.171	240.565
Autres passifs financiers	76.405	73.590	69.222	84.159	66.624
	759.467	**551.524**	**549.739**	**326.330**	**307.189**
Passifs pour impôts différés	**152.426**	**147.020**	**84.283**	**85.956**	**55.934**
Autres passifs non courants	**66.880**	**52.366**	**22.741**	**8.727**	**5.546**
Total passif non courant	**983.848**	**755.695**	**661.441**	**424.675**	**370.815**
Passif courant:					
Provisions courantes	**265.329**	**335.027**	**348.681**	**247.798**	**211.104**
Passifs financiers courants					
Dettes avec des entités de crédit	158.039	232.705	108.962	5.878	20.344
Autres passifs financiers	46.733	39.074	30.808	28.096	21.946
	204.772	**271.779**	**139.770**	**33.974**	**42.290**
Dettes commerciales et autres comptes à payer					
Fournisseurs	463.067	460.652	439.866	417.312	440.363
Autres dettes	293.197	252.808	369.900	584.089	580.235
Passifs pour impôt courant	3.513	1.866	1.089	5.322	4.013
	759.777	**715.326**	**810.855**	**1.006.723**	**1.024.611**
Autres passifs courants	**596**	**661**	**512**	**365**	**1.589**
Total passif courant	**1.230.474**	**1.322.793**	**1.299.818**	**1.288.860**	**1.279.594**
Total Passif et Patrimoine Net	**2.963.235**	**2.807.849**	**2.668.859**	**2.380.799**	**2.223.693**

Comptes de Résultats Consolidés

correspondant aux 31 décembre 2014, 2013, 2012, 2011, 2010 (Milliers d'euros)

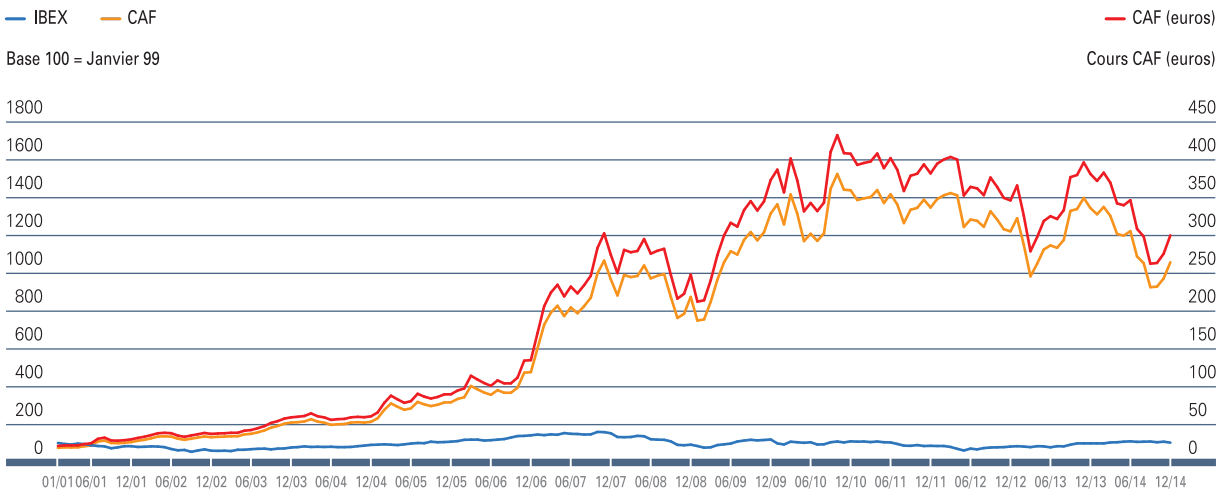
(Doit) Avoir	2014	2013	2012	2011	2010
Opérations continues:					
Montant net du chiffre d'affaires	1.447.141	1.535.240	1.721.186	1.725.099	1.563.206
± Variation des stocks de produits finis et en cours de fabrication	7.690	(149.530)	(222.057)	66.356	(20.207)
Travail réalisé par l'entreprise pour son actif	9.840	7.106	1.325	2.054	1.783
Approvisionnements	(743.140)	(560.010)	(595.441)	(965.028)	(829.824)
Autres produits d'exploitation	5.289	4.117	5.327	6.402	9.172
Charges de personnel	(406.236)	(394.460)	(352.334)	(342.745)	(318.160)
Autres charges d'exploitation	(174.159)	(219.535)	(376.105)	(263.301)	(203.711)
Ebitda	**146.425**	**222.928**	**181.901**	**228.837**	**202.259**
Amortissement des immobilisations	(42.398)	(42.552)	(39.231)	(36.788)	(31.278)
Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations	10.958	(29.065)	(1.282)	(27.266)	(14.337)
Résultat d'exploitation	**114.985**	**151.311**	**141.388**	**164.783**	**156.644**
Produits financiers	10.187	13.974	24.437	9.620	11.473
Charges financières	(47.252)	(47.687)	(35.273)	(26.627)	(2.102)
Différences de change	(2.394)	(3.645)	(3.176)	39	(9.217)
Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers	4.357	1.013	355	(639)	2.685
Variation de la juste valeur dans des instruments financiers	373	(275)	17	(8)	(45)
Résultat financier	**(34.729)**	**(36.620)**	**(13.640)**	**(17.615)**	**2.794**
Résultat d'entités évaluées par la méthode de la participation	200	(392)	17	(3.301)	(846)
Résultat avant impôts	**80.456**	**114.299**	**127.765**	**143.867**	**158.592**
Impôt sur les bénéfices	(18.327)	(23.262)	(27.711)	(14.260)	(14.880)
Résultat de l'exercice issu d'opérations continues	**62.129**	**91.037**	**100.054**	**129.607**	**143.712**
Résultat de l'exercice issu des activités discontinues	-	-	-	11.842	(18.272)
Résultat consolidé de l'exercice	**62.129**	**91.037**	**100.054**	**141.449**	**125.440**
Attribué à:					
La Société mère	59.679	90.181	99.454	146.182	129.624
Intérêts minoritaires	2.450	856	600	(4.733)	(4.184)
Bénéfice par action (en euros)					
De base	17,41	26,31	29,01	42,64	37,81
Dilué	17,41	26,31	29,01	42,64	37,81

Les données des exercices 2010 ont été adaptées pour refléter correctement les opérations interrompues dans l'exercice 2011.

Information Boursière

Au 31 décembre 2014 le Capital Social de la Société Mère était de 10.318.506 euros représenté par 3.428.075 actions d'une valeur nominale 3,01 euros chacune, entièrement souscrites et libérées, représentées par des annotations au compte, toutes cotées en Bourse.

Evolution du Cours Boursier CAF



	2014	2013	2012	2011	2010
Capitalisation boursière					
Données al 31 décembre	1.036.478.476	1.317.409.223	1.196.398.175	1.319.808.875	1.336.949.250
Données por action					
Bénéfice net por action (BPA)	17,41	26,31	29,01	42,64	37,81
Dividende por action	5,25	10,50	10,50	10,50	10,50
Valeur comptable por action	214,76	209,77	204,75	193,82	164,41
Ratios Boursiers					
PER (Cours moyen/BPA)	18,53	12,53	13,08	9,02	10,07
Cours moyens/EBITDA (*)	7,55	5,07	7,15	5,76	6,46
PVC (Cours moyen/VC)	1,50	1,57	1,85	1,98	2,32
Rentabilité por Dividende	1,63%	3,18%	2,77%	2,73%	2,76%
Pay-out (Dividende/BPA)	30,16%	39,91%	36,19%	24,62%	27,77%

(*) Les données des exercices 2010 ont été adaptées pour refléter correctement les opérations interrompues dans l'exercice 2011.

CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES, S.A.

BUREAUX

SIÈGE SOCIAL
José Miguel Iturrioz, 26
20.200 BEASAIN (Guipúzcoa)
Espagne
Tél. +34 943 880 100
Fax: +34 943 881 420
caf@caf.net

BUREAUX GÉNÉRAUX
C/ Padilla, 17 6º
28006 MADRID
Espagne
Tél. +34 91 436 60 00
Fax: +34 91 436 03 96
caf@caf.net

DÉPARTEMENTS DES ACTIONNAIRES
José Miguel Iturrioz, 26
20200 BEASAIN (Guipúzcoa)
Tél. +34 943 189 262 (Téléphone de service à l`actionnaire)
Fax: +34 943 189 263
accionistas@caf.net

CAF ALLEMAGNE
Seidlstraße 26
80335 München
Allemagne
Tél. +49 (0)89 544 790 120
Fax:+49 (0)89 544 790 250

CAF FRANCE
16 rue Friant
75014 Paris
France
Tél. + 33 1 82 73 01 00
Fax: + 33 5 62 91 05 77

CAF RAIL ROYAUME-UNI
The TechnoCentre Puma Way
Coventry, CV1 2TT
Royaume-Uni
Tél. +44(0)2476 158195

CAF ITALIE
Vía G. Parini, 2
20121 Milano
Italie
Tel.: +39 02 4975 9575
Fax: +39 02 4975 9575

CAF PAYS-BAS
Weena 290
3012 Nj Rotterdam
Pays-Bas
Tél. +31 (0)10 282 1402
Fax: +31 (0)10 282 1222

CAF POLOGNE
Emilii Plater 53/1116
00113 Warsaw
Pologne
Tél. +48 22 5286788
Fax: +48 22 5286701

CAF USA
1401 K Street, N.W. Suite 1003
20.005-3418 - WASHGTON DC
USA
Tél. 1 202 898 4848
Fax: 1 202 216 8929

CAF MEXICO
Eje 1 Norte (Mosqueta) Edificio Oriente 1ª piso
Col. Buenavista, Delegación Cuauhtémoc c.p. 06350
Mexico D.F.
Tél. +52 55 568 875 43
Fax: +52 55 568 811 56

CAF CHILI
Avda. de los conquistadores 1700, Piso 27
Comuna de providencia
SANTIAGO DU CHILI
Tél. +56 2 473 7200
Fax: +56 2 473 7290

CAF BRÉSIL
Rua Tabapua, nº81 - 10º andar
CEP 04533-010 ITAIM IBI
São Paulo
Brésil
Tél. +55 11 3074-0600
Fax: +55 11 3074-0624

CAF ARGENTINE
Chacabuco 380 1er Piso
C1069AAH
Ciudad Autónoma de Buenos Aires
République de l'Argentine
Tél. +54-11-4343-4500

CAF QATAR
Al Fardan Office Tower, 14th Floor,
West Bay, Doha
Qatar
Tél. +974 44101506
Fax: +974 44101500

CAF ALGÉRIE
Bachdjerrah - Chemin de la Wilaya 13
Les 4 Chemins - Kouba
Algérie
Tél.+ 213 770 176 068
Fax: 0 982 50 18 66

CAF INDE PVT LTD
113-116, 1st Floor, Block - A, Naurang House, 21, Kasturba Gandhi Marg,
New Delhi-110001
India
Tél.+91 11 4025 0000/ 4734 0794
Fax: +91 11 4734 0680

CAF MALAISIE
20th Floor Menara Boustead,
69, Jalan Raja Chulan, 50200 Kuala Lumpur
Malaisie
Tél. +603 21449371
Fax.: +603 21418006

CAF RAIL AUSTRALIE PTY LTD
Level, 17, suite 5, 1 Margaret St.
Sydney NSW 2000 Australie
Australie
Tel.: +61 (0) 2 8084 5119
Fax: +61 (0) 2 8068 6983

CAF USA RAIL SERVICES
2600 South Shore Blvd,
Suite 300, League City,
TX 77573
USA